Montréal, P. Q.
M. le Percepteur du
Revenu Provincial,
445, St-Gabriel.

Gazette officielle de Quebec

PUBLIÉE PAR AUTORITÉ

Quebec Official Gazette

PUBLISHED BY AUTHORITY

PROVINCE DE QUÉBEC

QUÉBEC, SAMEDI, 13 MARS 1937.

PROVINCE OF QUEBEC

QUEBEC, SATURDAY, 13TH MARCH, 1937.

AUX ANNONCEURS DANS LA "GAZETTE OFFICIELLE DE QUÉBEC".

CEUX qui transmettent des annonces pour être insérées dans la "Gazette officielle de Québec" voudront bien se conformer aux règlements ci-dessous:

1. Adresser: L'Imprimeur du Roi, Québec.
2. Spécifier le nombre d'insertions.
3. Toute annonce doit être publiée dans les deux langues.

TARIF DES ANNONCES

Première insertion: 15 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

Insertions subséquentes: 5 cents par ligne (mesure agate) chaque version.

La matière tabulaire est comptée double.

Traduction: 50 cts par 100 mots.

Livraisons séparées à 30 cents chacune.

Feuilles volantes: $1.00 la douzaine.

Toute remise doit être faite à l'ordre de l'Imprimeur du Roi, par chèque accepté, payable au pair à Québec, ou mandat de banque ou de poste.

Un acompte couvrant à peu près le montant de l'annonce, est exigé pour la publication des documents qui ne doivent être insérés qu'une fois. Le surplus d'argent sera remis, s'il y a lieu.

Pour les avis qui doivent être publiés deux fois ou plus, le montant doit être payé sur réception de la facture, avant la deuxième publication, qui sera cancellée si ces conditions n'ont pas été remplies.

TO ADVERTISERS IN THE "QUEBEC OFFICIAL GAZETTE".

PARTIES sending advertisements to be inserted in the "Quebec Official Gazette" will please observe the following rules:

1. Address: The King's Printer, Quebec.
2. Specify the number of insertions required.
3. Every advertisement has to be published in both languages.

ADVERTISING RATES

First insertion: 15 cents per line (agate measure) each version.

Subsequent insertions: 5 cents per line (agate measure) each version.

Tabular matter at double rate.

Translation: 50 cents per 100 words.

Single number: 30 cents each.

Slips: $1.00 per dozen.

Remittance must be made to the order of the King's Printer, either by accepted cheque, payable at par in Quebec, or by Bank or Postal money order.

Notices which are to be inserted once only are strictly payable in advance. Over payment, if any, will be refunded.

For notices which require two or more insertions, payment must be made upon reception of the account, before the second publication, which will be cancelled if above conditions have not been fulfilled.

Les avis, documents ou annonces reçus après midi, le jeudi de chaque semaine, ne seront pas publiés dans la "Gazette officielle de Québec" du samedi suivant, mais dans la livraison subséquente.

Les abonnés observeront aussi que le prix d'abonnement, $7 par année, est invariablement payable d'avance et que l'envoi de la Gazette sera arrêté à l'expiration de la période payée.

Quand les annonceurs veulent plus d'une livraison de la Gazette, ils doivent faire une remise en conséquence.

N. B.—Les chiffres au bas des avis ont la signification suivante:

Le premier chiffre est notre numéro d'ordre; le deuxième est celui de la livraison de la Gazette pour la première insertion, et le dernier chiffre accuse le nombre d'insertions.

Les avis publiés une seule fois ne sont suivis que de notre numéro d'ordre.

L'IMPRIMEUR DU ROI,
Rédempti Paradis.

Hôtel du Gouvernement. 1177—10-8-o

Notices, documents or advertisements received after twelve o'clock noon, on Thursday, will not be published in the "Quebec Official Gazette" of the Saturday following, but in the next number.

Subscribers will also notice that the subscription of $7 per annum is invariably payable in advance, and that the Gazette will be stopped at the end of the period paid for.

When advertisers require more than one number of the Gazette, they must remit accordingly.

N. B.—The figures at the bottom of notices have the following meaning:

The first number is our document number, the second number, the Gazette number, and the last number, the number of insertions of the notice.

Notices published only once are only followed by our document number.

REDEMPTI PARADIS,
King's Printer.

Government House. 1178—10-8-o

Lettres patentes

"Automotive Products Co."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du neuvième jour de février, 1937, constituant en corporation: David Litner, Abraham Isaac Lang et Thomas Michael Tansey, tous avocats, de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter, réparer, reconstruire, aménager, assembler, installer, exploiter, louer, échanger, distribuer et généralement faire le commerce et le négoce, comme grossistes et détaillants de toutes sortes, y compris les neuves et usagés, d'automobiles, pièces d'automobiles, dispositifs et accessoires, des camions, pièces, accessoires et dispositifs de camions, moteurs, engins, machines, carburateurs, appareils de transmission, ailes, roues, ressorts, essieux, lampes, tracteurs, aéroplanes, navires, canots, bateaux, voitures, motocyclettes, bouilloirs, machines à laver, outillage à bascule, chacun et tous appareils et machinerie électriques, pour le gaz ou de refrigération (y compris des brûleurs à l'huile, poêles et réfrigérateurs de toutes sortes et descriptions) chacune et toutes sortes de machineries neuve et usagée de chaque et de toute nature, description et classe, appareils de radio, radio-téléphone, téléphone sans fil et tous appareils et outillage en rapport avec ou incident aux appareils de radio ou de sans fil de chaque modèle ou forme, outillage hydraulique, minier et industriel, outils et instruments de toutes sortes, matériels, articles, métaux, alliages de toutes sortes et descriptions, ornements, dispositifs, ustensiles, enseignes, polis, graisse, solutions lubrifiantes, le pétrole et ses produits, huiles, gazoline, ciments, et aussi des appareils et dispositifs mécaniques et électriques pour l'économie du combustible; et généralement faire le commerce de toutes choses susceptibles d'être utilisées avec les choses précitées, ou dans leur fabrication, leur entretien ou leur mise en opération, ou incidentes à icelles directement ou indirectement;

Letters patent

"Automotive Products Co."

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with Article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the ninth day of February, 1937, incorporating: David Litner, Abraham Isaac Lang and Thomas Michael Tansey, all Advocates, of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy, sell, import, export, repair, reconstruct, equip, assemble, set up, operate, lease, exchange, distribute, and generally deal in and deal with, as wholesalers and retailers, all kinds of, both new and used, automobiles, automobile parts, supples and accessories, trucks, truck parts, supplies and accessories, motors, engines, machines, carburetors, transmission gears, mud guards, wheels, springs, axles, lamps, tractors, aeroplanes, ships, canoes, boats, wagons, motorcycles, boilers, washing machines, dumping equipment, any and all electrical, gas, or refrigerating apparatus or machinery (including oil-burners, stoves and refrigerators of all kinds and descriptions), any and all kinds of new and old machinery of any and every kind and description and class, radio machine, radio telephone, wireless telephone and all apparatus and equipment in connection with or incidental to radio or wireless systemps in any shape or form, hydraulic, mining and industrial equipment, tools and implements of all kinds, materials, articles, metals, alloys of all kinds and descriptions, ornaments, gadgets, utensils, signs, polishes, grease, lubricant solutions, petroleum and its products, oils, gasolene, cements, and also fuel saving, mechanical, and electrical apparatus and devices; and generally to deal in all things capable of being used with the things aforementioned, or in the manufacture, maintenance or working thereof, or incidental thereto directly or indirectly;

2. Acheter, louer ou autrement acquérir, détenir, posséder, entretenir, administrer et exploiter des garages, boutiques de réparation, postes de service, magasins, salles d'hangarage, entrepôts et autres endroits semblables pour la vente, la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin en général des automobiles et véhicules moteurs et engins de toutes et de chaque sorte, description et classe, et tous les accessoires et parties constituantes d'iceux ou y relatifs, et louer et prendre à bail des automobiles, camions, aéroplanes, autocars et engins de toutes sortes; et agir comme agents et représenter les compagnies de transport et les systèmes de transport de toutes sortes;

3. Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

4. Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, industries, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou de toute société, firme ou personne exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

5. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs, ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

6. Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne, exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie; et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle compagnie, société, firme ou personne, et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou autrement les négocier;

7. Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

8. Etablir des agences et succursales;

9. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

10. Exécuter tous ou l'un quelconque des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs, par l'entremise d'agents ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

11. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

2. To purchase, lease, or otherwise acquire, hold, own, maintain, manage, and operate garages, repair shops, service stations, store houses, store rooms, warehouses and other like places for the sale, safe keeping cleaning, repairing and care generally of automobiles and motor vehicles and engines of all and every kind of description and class, and of all accessories and component parts thereof and thereto, and to lease and hire motor cars, trucks, aeroplanes, automobiles, and engines of all kinds; and to act as agents and to represent transport companies and transportation systems of all kinds;

3. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

4. To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

5. To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trademarks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition or which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

6. To amalgamate or enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold, or otherwise deal with the same;

7. To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

8. To establish agencies and branches;

9. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined;

10. To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, by or through agents, or otherwise and either alone or in conjunction with others;

11. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company;

12. Les articles précédents seront interprétés comme objets et pouvoirs, en vue de l'avancement, et non de limiter les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec et il est par les présentes expressément pourvu que l'énumération dans les présentes des pouvoirs spécifiques ne sera pas censée limiter ou restreindre les pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Automotive Products Co.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce neuvième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1355 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

12. The foregoing clauses shall be construed as objects and powers, in furtherence, and not in limitation of the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec and it is hereby expressly provided that the enumeration herein of specific powers shall not be held to limit or restrict the powers of the company, under the name of "Automotive Products Co.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1356–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"A. Z. Construction Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février, 1937, constituant en corporation: Arthur Zappa, entrepreneur, Louis Rainville, commis, et Alfred Milburn, gérant, tous trois des cité et district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1) Entreprendre l'érection et la construction de bâtisses de toutes sortes et descriptions; entreprendre l'érection et la construction de chemins, canaux, quais, entrepôts et travaux semblables; et faire des travaux et construire des édifices de toute description, et faire des affaires, diriger des travaux et des entreprises comme entrepreneurs et constructeurs, d'une manière générale;

2) Acquérir, posséder, détenir et posséder la propriété, mobilière et immobilière, nécessaire ou se rapportant à l'exercice d'aucun des pouvoirs conférés par les présentes à la compagnie, et vendre, louer, ou autrement disposer de ladite propriété;

3) Acquérir ou administrer la propriété, les droits, entreprise et actif de toute nature de toutes personnes ou compagnies, incorporées ou autrement, faisant toute affaire ou conduisant toute entreprise dans les attributions et pouvoirs de la compagnie, et pour toute considération, comprenant des actions acquittées de la compagnie;

4) Acquérir les stocks, les bons, débentures et autres certificats de toute compagnie incorporée formée et organisée pour les fins, ou pour quelques-unes des fins permises à la compagnie, ou s'y rapportant, et en échange pour le capital, les bons ou débentures de la compagnie, ou pour toute considération;

5) Faire et exécuter tout ce que l'on peut comprendre légalement sous le terme "d'entrepreneur ou contracteur général". Conclure et exécuter ou faire exécuter par d'autres des contrats pour démolissements, constructions, reconstructions et améliorations de toutes sortes et de tous genres, y compris quais, chemins, ponts, bâtisses et toutes autres constructions de toutes dimensions et de toutes espèces, et en tous lieux, et tel que peut le permettre l'Autorité législative de la province de Québec, et faire tout ce qui sera légalement permis et nécessaire à ladite compagnie eu égard au but pour lequel elle est fondée et créée;

6) Exercer le commerce de bois et le négoce de bois dans toutes ses spécialités, et tout autre commerce s'y rapportant, y compris l'achat, la vente et le commerce de toutes sortes de bois coupés et équarris, sciés, et bois de charpente, billes, dormants, pilotis, poteaux de télégraphe

"A. Z. Construction Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1937, incorporating: Arthur Zappa, contractor, Louis Rainville, clerk and Alfred Milburn, manager, all three of the city and district of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. To undertake the erection and construction of buildings of all kinds and descriptions; to undertake the erection and construction of roads, canals, wharves, warehouses and similar works; and to undertake works and build houses of every description, and to carry on business, direct works and undertakings as contractors and builders, in a general manner;

2) To acquire, own, hold and possess the property, movable and immovable, necessary or incidental to the performance of any of the powers hereby conferred on the company, and to sell, lease or otherwise dispose of the said property;

3) To acquire or manage the property, rights, undertaking and assets of any kind of any persons or companies, incorporated or otherwise, carrying on any business or conducting any undertaking within the scope of the powers of the company, and for any consideration, including paid-up shares of the company;

4) To acquire the stock, bonds, debentures or other certificates of any company incorporated, formed and organized for the purposes, or for any one of the purposes permitted to the company, or incidental thereto, and in exchange for the capital, bonds or debentures of the company, or for any other consideration;

5) To carry on and perform everything which may lawfully be included in the term "general builder or contractor". To enter into, and carry out, or cause to be carried out by others, contracts for demolishing, construction, reconstruction and improvement of all sorts and all kinds, including wharves, roads, bridges, buildings and other constructions, of all sizes and of all kinds and in any places, and such as may be allowed by the Legislature Authority of the Province of Quebec, and to do anything which may be lawfully allowed and required for the said company respecting the purpose for which it is founded and created;

6) To carry on the business of lumbering and the lumber trade in all its branches, and all other business incidental thereto, including buying, selling and dealing in all kinds of sawed, squared and hewed lumber and timber, saw logs, ties, piling, telegraph and telephone poles, fence posts,

et de téléphone, poteaux de clôture, bois et tous autres produits de la forêt; exercer dans toutes ses spécialités le commerce de fabricant ou négociant de billots, bois de charpente, bois de construction, pulpe, bois de pulpe, papier et autres produits ou sous-produits du bois et de la pulpe et tous autres produits et matériels dans lesquels le bois entre ou forme une partie, sable, gravier, ciment et matériaux de construction, les choses de toutes sortes requises par les entrepreneurs; et exercer le commerce de manufacturiers d'objets se rattachant au commerce du bois et propriétaire de moulin à scie et autre du même genre, et établir des boutiques ou magasins, et acheter, vendre et faire le commerce de marchandises en général;

wood and all other products of the forest, to carry on in all its branches the business of manufacturers or dealers in logs, lumber, timber, pulp, pulpwood, paper and other products or by-products of wood and pulp and all other articles and materials into which wood enters or forms a part, sand, gravel, cement and building materials and contractors' supplies of all kinds; to carry on the business of manufacturers of objects connected with the lumber trade and proprietors of saw-mills and other mills of a similar nature and to establish shops or stores, and to purchase, sell and deal in general merchandise;

7) Acheter, vendre, échanger, louer ou autrement faire le commerce de biens immeubles et propriétés immobilières et négocier pour l'achat la vente, l'échange, la location de biens immeubles et propriétés immobilières et généralement exercer le commerce d'agents d'immeubles dans toutes ses spécialités;

7) To purchase, sell, exchange, lease or otherwise deal in immovable properties and real estate and to negotiate for the purchase and sale, exchange, lease of said properties and real estate and generally to carry on the business of real estate agents in all branches thereof;

8) Subdiviser des terrains et propriétés en lots à bâtir, rues, parcs et emplacements pour fins résidentielles ou autres, et construire, détenir, utiliser et exploiter des systèmes d'aqueduc, d'égout et de drainage en rapport avec les dits terrains;

8) To subdivise the lands and properties into building lots, streets, parks and emplacements for residential or other purposes, and to build, hold, use and operate waterworks, sewerage and drainage systems in connection with the said lands;

9) Faire les affaires de camionneur, charretier et tout ce qui concerne le charroyage de marchandise ou de matériaux;

9) To carry on business as truckmen, carters and everything concerning the cartage of merchandise or materials;

10) S'unir à toute autre compagnie, ou individu, au moyen d'amalgamation, société, ou autre genre d'association, dans le but d'exercer toutes sortes d'entreprises, d'affaires, projets, permis à la compagnie;

10) To unite with any other company, or individual, by almagamation partnership, or other association for the purpose of carrying on any business, plans permitted to the company;

11) Acheter et procurer des outils, matériaux, machinerie, matériel, effets, provisions et marchandises d'une manière générale, établir des magasins, entrepôts et autres places d'affaires, et vendre et disposer de la propriété ainsi acquise;

11) To purchase and procure tools, materials, machinery, plant, wares, provisions and merchandise in a general manner, establish stores, warehouses and other places of business, and to sell and dispose of the property so acquired;

12) Utiliser, contrôler et opérer aucune des œuvres, entreprises bâties ou construites par la compagnie, à l'exception de voies ferrées, tramways, lignes de télégraphe et de téléphone, et disposer des droits de la compagnie dans ces entreprises, dans telle mesure et de telle manière permis par la loi, et faire des contrats à ce sujet;

12) To utilize, control and operate any works, enterprises, built or constructed by the company, with the exception of railways, tramways, telegraph and telephone lines, and to dispose of the rights of the company in the said enterprises, to the extent and in the manner permitted by law, and to enter into contracts with regard to the same;

13) Faire telles autres choses non particulièrement spécifiées dans les présentes, mais pouvant se rapporter à, ou être utiles pour la conduite plus parfaite et plus complète de chacun ou de tous les pouvoirs conférés par les présentes;

13. To do such other things not particularly specified in these presents, but which may relate thereto, or be useful for the full and complete carrying on of all or any of the powers hereby conferred;

14) Louer, donner à bail, vendre, échanger ou autrement utiliser et disposer d'aucun et de tous les droits et pouvoirs, de la propriété et de l'actif, d'une manière générale, de la compagnie;

14) To lease, give on lease, sell, exchange or otherwise use and dispose of, in a general manner, all or any of the rights and powers, property and assets, of the company;

15) Vendre et disposer des droits, pouvoirs, intérêts et propriétés de la compagnie, d'une manière générale, soit en sa totalité ou fractionnellement, pour toute considération, comprenant des actions, bons, ou les entreprises de toute autre compagnie autorisée à ce faire;

15) To sell and dispose of the rights, powers, interests and properties of the company, in a general manner, either in whole or in part, for any consideration, including shares, bonds, or the undertakings of any other company authorized to that effect;

16) Emettre et répartir les actions entièrement ou partiellement acquittées du capital-actions de la compagnie en paiement ou partie de paiement de tous biens mobiliers ou immobiliers, achetés ou autrement acquis par la compagnie ou tous services rendus à la compagnie, sous le nom de "A. Z. Construction Company, Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux mille (2,000) actions ordinaires de dix dollars ($10.00) chacune.

16) To issue and allot fully or partly paid-up shares of the capital stock of the company in whole or part payment of any movable or immovable properties, purchased or otherwise acquired by the company or for any services rendered to the company, under the name of "A. Z. Construction Company, Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two thousand (2,000) common shares of ten dollars ($10.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à

The head office of the company, will be at

Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février, 1937.

ARMAND VIAU,

1357-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Canadian Cadillac Gold Mines, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quizième jour de février 1937, constituant en corporation Louis Dorsey, George Harris, Lawrence Marks, avocats, William Paquette, comptable, Honoré-Henri Blouin, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et des minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charroyer, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; de donner une valeur marchande à ces minerais par quelques procédés que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, des terrains miniers, droits de mines, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées, pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle des lignes de téléphone, jetées, digues, biez, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec (c. 80), en la manière prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toute espèce d'effets, marchandises, outils, appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

8. Recevoir en paiement des minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émises par une compagnie minière, les garder et en disposer;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contacts ou droits des personnes ou des compagnies exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'une compagnie constituée en vertu de cet article peut exercer les payer en tout ou en partie, si tel est le désir, par la remise d'actions libérées et assumer les dettes et charges y afférentes;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires de la dite compagnie n'encourront aucune responsabilité, au delà du montant du prix qu'ils auront payé ou convenu de payer à la compagnie pour les actions de son capital-actions, sous le nom de "Canadian Cadillac Good Mines, Limited (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty isecond day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1358 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Canadian Cadillac Gold Mines, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1937, incorporating: Louis Dorsey, George Harris, Lawrence Marks, advocates, William Paquette, accountant, Honoré Henri Blouin, merchant, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control, telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, waterworks, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercise all the powers enumerated in articles 105 to 112 of the Quebec Mining Act (c. 80), in the manner therein prescribed;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment of minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of any person or company carrying on any industry or business which a company constituted under this section may carry on, and pay for the same by paid up shares in whole or in part, if it so desire, and undertake the debts and charges appertaining thereto;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders of the said company shall incur no responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for the shares of its capital stock, under the name of "Canadian Cadillac Gold Mines, Limited (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1359 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1360-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"G. Bartolino and Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du neuvième jour de février 1937, constituant en corporation: Angelo Moalli, Giuseppe Bartolino, briqueteurs, Hermas Roy, pelletier, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer l'industrie et le commerce de briqueteurs, maçons, plâtriers et ouvriers en ciment en qualité d'entrepreneurs et en général exercer le commerce d'entrepreneurs généraux pour la construction et l'aménagement d'édifices ou travaux publics ou privés;

2. Exploiter l'industrie du bâtiment, y compris l'achat de terrains et la construction de toutes sortes d'édifices sur ces dits terrains, et les posséder ou les vendre; et exercer généralement l'industrie de constructeurs et d'entrepreneurs, et soumissionner pour toutes sortes de contrats de construction et les exécuter;

3. Exercer dans toutes ses spécialités respectives le commerce de marchand de brique, pierre, sable, ciment, chaux, bois de construction et de charpente, quincaillerie, et autres matériaux et accessoires de construction;

4. Produire, manufacturer, acheter, vendre, importer, exporter ou autrement acquérir, faire le commerce et le négoce, utiliser et en disposer soit en gros ou en détail, de matériaux de construction, accessoires et outillage de toutes sortes et faire le commerce ou manufacturer tous autres articles ou choses d'un caractère semblable ou analogue à ce qui précède ou l'un quelconque d'iceux ou se rapportant à iceux;

5. Acheter, louer ou autrement acquérir des propriétés immobilières; vendre, louer, céder, échanger, aliéner ou autrement faire le commerce des dites propriétés; développer, améliorer, subdiviser toutes telles propriétés en lots à bâtir, rues, ruelles, squares ou autrement, et vendre et disposer de leurs produits; et construire, ériger, réparer, aménager et outiller des édifices, et les détenir, les louer ou autrement en disposer;

6. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés réelles ou personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires pour les fins de ses opérations et particulièrement tous fonds de commerce, machinerie et outillage;

7. Acheter, échanger, louer, nantir, gager, hypothéquer, aliéner ou autrement disposer de chacune ou de toutes les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, et les droits en aucun temps possédés par la compagnie ou dont elle a la jouissance pour la considération et moyennant tels termes et conditions que la compagnie croira convenables;

8. Emprunter des deniers en telle somme ou sommes, à tel taux intérêt et moyennant tels termes et conditions qui seront trouvés convenables; obliger la compagnie au remboursement des sommes empruntées de cette manière et à l'intérêt sur icelles, et s'il est jugé convenable hypothéquer ou nantir la totalité ou une partie

"G. Bartolino and Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the ninth day of February, 1937, incorporating: Angelo Moalli, Giuseppe Bartolino, bricklayers, Hermas Roy, furrier, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the trade and business of bricklayers, stone-masons, plasterers and cement workers in the capacity of contractors, and generally to carry on the business of general contractors for the construction and equipment of public or private buildings or works;

2. To engage in the building construction business, including the purchasing of land, the erection of any kind of building upon the said land, and either holding or selling the same; and to carry on generally the business of builders and contractors, to tender for all kinds of construction contracts and to execute the same;

3. To carry on in all their respective branches the business of dealers in brick, stone, sand, cement, lime, timber, lumber, hardware, and other building materials or requisites;

4. To produce, manufacture, purchase, sell, import, export or otherwise acquire, deal in and with, utilize and dispose of, either at wholesale or retail, building and construction materials, supplies and equipment of all kinds, and to deal in or manufacture any other articles or things of a character similar to or analagous to the foregoing or any of them or connected therewith;

5. To purchase, lease or otherwise acquire immoveable property; to sell, lease, convey, exchange, dispose of or otherwise deal with such property; to develop, improve and subdivide any such property in building lots, streets, lanes, squares or otherwise, and to sell and dispose of the products thereof; and to construct, build, repair, alter and equip buildings and to hold, lease or otherwise dispose of same;

6. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any real or personal property and any rights and privileges which the company may think necessary for the purposes of its business and in particular any stock-in-trade, machinery and equipment;

7. To sell, exchange, lease, pledge, mortgage, hypothecate, alienate or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, present or future, of the company and the rights at any time owned or enjoyed by the company for such consideration and upon such terms and conditions as the company sees fit;

8. To borrow money in such sum or sums, at such rate of interest and on such terms and conditions as may be thought proper; to bind the company to the repayment of the sums so borrowed and interest thereon, and if deemed advisable, to hypothecate or pledge, the whole or any part of the company's immoveable

quelconque des propriétés immobilières et / ou mobilières de la compagnie pour garantir le remboursement des sommes ainsi empruntées, l'intérêt sur icelles et l'exécution des termes et conditions;

9. Hypothéquer, nantir ou autrement affecter les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie pour garantir le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligation de la compagnie;

10. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée; exercer et exécuter toutes sortes d'opérations commerciales qui sembleront susceptibles d'être convenablement exercées en même temps que ces objets ou de nature à les rendre profitables;

11. Prêter des deniers moyennant tels termes et conditions et à tel taux d'intérêt qui seront considérés convenables, et prendre telle garantie pour le remboursement du capital et des intérêts et l'exécution des conditions que la compagnie croira nécessaire;

12. Faire des avances de deniers sur billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables ou valeurs quelconques;

13. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

14. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie et les payer en tout ou en partie avec des actions libérées de la présente compagnie;

15. Emettre des actions entièrement libérées de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, biens, franchises, options ou autres droits et privilèges;

16. Se joindre ou se fusionner avec toute personne ou compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie;

17. Tirer, faire, accepter, endosser et exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociales ou transférables;

18. Garantir et donner garantie ou se porter garant du paiement des billets promissoires, lettres de change et autres obligations de toute autre corporation, firme ou individu;

19. Faire toutes les autres choses qui sembleront directement ou indirectement incidentes, connexes, convenables ou appropriées à l'exécution des fins ou à la réalisation des objets de la compagnie ou à l'un quelconque d'iceux ou convenables au développement ou au bénéfice de la compagnie, sous le nom de "G. Bartolino and Company, Limited", avec un capital total de trois mille dollars ($3,000.00), divisé en trente (30) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce neuvième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1361 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

and / or moveable property to secure the repayment of the sums so borrowed, interest thereon and the fulfilment of the terms and conditions;

9. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company to secure the payment or performance of any other debt, contract or obligation of the company;

10. To invest and deal with the monies of the company not immediately required in such manner as may from time to time be determined and to carry on and execute all kinds of commercial trading which may seem to be capable of being conveniently carried on in connection with these objects or calculated to render them profitable;

11. To lend money on such terms and conditions and at such rates of interest as may be considered advisable, and to take such security for the repayment of the principal and interest and the fulfilment of the conditions as the company may think necessary;

12. To make advances against promissory notes, bills of exchange and other negotiable instruments or securities whatsoever;

13. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

14. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property and liabilities of any person or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company and to pay for the same wholly or partly with paid-up shares of the present company;

15. To issue fully paid-up shares of the company in payment or part payment of any property, assets, franchises, options or other rights and privileges;

16. To consolidate or amalgamate with any person or company having objects similar in whole or in part to those of this company;

17. To draw, make, accept, endorse and execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

18. To guarantee and give security for and to become responsible for the payment of the promissory notes, bills of exchange and other obligations of any other corporation, firm or individual;

19. To do all such things as may seem directly or indirectly to be incidental to or conducive to or convenient or proper for the accomplishment of the purposes or the attainment of the objects of the company or any of them or expedient for the development or benefit of the company, under the name of "G. Bartolino and Company, Limited", with a total capital stock of three thousand dollars ($3,000.00), divided into thirty (30) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this ninth day of February 1937.

ARMAND VIAU,

1362-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Gladstone Gold Mines, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patents en date du dix-neuvième jour de février, 1937, constituant en corporation: Lucien Coutu, Louis Gertsman, Harry Golden, huissiers, Abraham Golden, agent, et Evelyn Greene, secrétaire, fille majeure, tous de Montréal, dans les buts suivants:

(*a*) Faire des explorations et des recherches pour des mines et minéraux;

(*b*) Faire toutes opérations par lesquelles on peut miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; et les vendre ou autrement en disposer;

(*c*) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en iceux, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets susdits;

(*d*) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphones, jetées, digues, biez, canaux, pouvoirs hydrauliques, pouvoirs électriques et autres aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour les opérations;

(*e*) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105-112 de la Loi des mines de Québec (S.R.Q., ch. 80,) en la manière y prescrite;

(*f*) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(*g*) Construire, acquérir, posséder, affréter, et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

(*h*) Recevoir, détenir et disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, droits sur les terrains, marchandises ou travaux;

(*i*) Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer elle-même en vertu de la Loi des Mines de Québec, et les payer au moyen d'actions, en tout ou en partie, si tel est le désire, et se charger des dettes et charges y afférentes;

(*j*) Faire tous les autres actes et opérations nécessaires à ceux ci-dessus énumérés ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du prix payé ou convenu d'être payé à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Gladstone Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité et district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-neuvième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,
1363 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Gladstone Gold Mines, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1937, incorporating: Lucien Coutu, Louis Gertsman, Harry Golden, Bailiffs, Abraham Golden, Agent, and Evelyn Greene, Secretary, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

(*a*) To prospect and explore for mines and minerals;

(*b*) To carry on all operations, by which the soil, earth, rock and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatever and sell or otherwise dispose thereof;

(*c*) To acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, pre-emption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights connected with the aforesaid purposes;

(*d*) To build, maintain and exploit upon its own property or upon those under its control telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canal, water powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to the operations;

(*e*) To exercise all the powers enumerated in articles 105-112 of the Quebec Mining Act (R.S.Q., Ch. 80) in the manner therein prescribed;

(*f*) To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the Company for its servants or workmen;

(*g*) To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and the transport of its products;

(*h*) To receive, hold or dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any lands, rights to lands, merchandise or works;

(*i*) To acquire the assets, enterprises, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself, may carry on under the Quebec Mining Companies' Act, and pay for the same by shares in whole or in part, if it is so desires and to undertake the debts and charges appertaining thereto;

(*j*) To do all such other acts and operations necessary to those above-mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal liability in excess or the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Gladstone Gold Mines Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at the City and District of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,
1364–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Home Family Laundry, Incorporated—Buanderie de Famille, Incorporée".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février, 1937, constituant en corporation: Gaston Archambault, avocat, de Verdun, Madeleine Fortier, secrétaire, fille majeure usant de ses droits, Arthur Martel, étudiant, tous deux de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer le commerce qui consiste à nettoyer, teindre, presser et réparer toutes sortes de vêtements, soit pour hommes ou femmes; fabriquer, acheter, ou autrement acquérir et vendre, ou autrement faire le commerce, produire, importer et exporter toutes sortes d'articles, effets et marchandises se rapportant à leur commerce;

2. Acquérir ou assumer toutes industries ou entreprise du même genre, actuellement en opération ou non, y compris l'achalandage et toute propriété foncière ou autres, actuellement détenue par cette industrie, acquérir, assumer tout ou partie de toute industrie, propriété et passif de toute personne, société, association ou compagnie, ayant des objets complètement ou partiellement semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant une industrie que la compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des propriétés qui sembleront convenables ou désirables aux fins de la compagnie, les payer aux actionnaires en espèces, ou par une émission d'actions libérées et non cotisables, d'obligations ou débentures de cette compagnie dans des proportions qui seront agréées;

3. Acheter, ou autrement acquérir et vendre ou autrement disposer de, améliorer, construire, modifier et autrement faire le trafic et le commerce de propriétés immobilières;

4. Exercer toute autre industrie qui pourrait être exercée convenablement par la compagnie en même temps que son industrie, ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

5. Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité, d'utiliser toutes inventions, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer, accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignement acquis;

6. Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

7. Faire société ou aucune convention relative au partage des bénéfices, à l'union des intérêts, à la coopération, au risque mutuel, à la concession réciproque ou autrement, avec aucune personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter aucun commerce ou genre d'affaires propre à être exercé de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, prêter de l'argent à telle personne ou compagnie; garantir leurs contrats ou autrement aider toute telle personne ou

"Home Family Laundry, Incorporated—Buanderie de Famille, Incorporée".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1937, incorporating: Gaston Archambault, advocate, of Verdun, Madeleine Fortier, secretary, spinster of the age of majority and in the use of her rights, Arthur Martel, student, both of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on the business of cleaning, dyeing, pressing and repairing all manner of garments, both male and female; to manufacture, buy, or otherwise acquire and sell, or otherwise deal in or with, produce, import and export all kinds of goods, wares and merchandise, relating to their trade;

2. To acquire or undertake any industries or enterprise of a like nature as a going concern or otherwise, including the goodwill and any real estate or other properties actually held by the said industry, to acquire, take over the whole or part of any industry, property and liability of any person, firm, association or company, having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on an industry which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable or desirable for the purposes of the company, to pay the shareholders in kind or by the issue of paid up non-assessable share, bonds or debentures of the present company in such proportions as may be agreed upon;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immovable property;

4. To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions, and the like conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information acquired;

6. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying any business capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company;

7. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money to, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such

compagnie, et prendre ou autrement acquérir des actions et valeurs d'aucune telle compagnie, et les vendre, les détenir, revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

8. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

9. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront avantageuses pour les fins de la compagnie ou l'une quelconque des dites fins, et obtenir de ces dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la présente compagnie jugera désirable d'obtenir, et exécuter, exercer ces dites conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer, ou acquérir autrement toute propriété personnelle et tous les droits et privilèges que la compagnie jugera nécessaires ou convenables pour les fins de son industrie, et en particulier toute machinerie, matériel, fonds de commerce;

11. Prêter des fonds aux clients et autres en relations d'affaires avec la compagnie, et garantir l'exécution des contrats par ces dites personnes;

12. Tirer, faire accepter, endosser, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres instruments négociables ou transférables;

13. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans aucun pays étranger, y désigner les personnes qui, d'après les lois de ce pays étranger, la représenteront et recevront pour et au nom de la compagnie assignation d'aucune procédure dans toute poursuite ou action;

14. Solliciter, se procurer, acquérir, par cession, transfert, achat ou autrement, avoir aussi l'exercice, l'exécution et la jouissance de licence, de pouvoir d'une autorité, des franchises, concessions, droits ou privilèges qu'aucun gouvernement, aucune autorité ou corporation ou aucun autre corps public peut accorder, et les payer et contribuer à leur donner effet, employer aussi aucune des actions de la compagnie et obligations et valeurs à en solder les frais, charges et impenses nécessaires;

15. Vendre ou autrement disposer de l'entreprise de la compagnie ou d'aucune partie d'icelle pour telle considération que la compagnie trouvera convenable, particulièrement pour des actions débentures ou valeurs d'aucune autre compagnie dont les objets sont totalement semblables à ceux de la compagnie;

16. Faire toutes les choses précitées ou aucune d'icelles comme principaux, entrepreneurs, agents ou en une autre qualité et soit seuls, soit conjointement avec d'autres;

17. Hypothéquer, donner en gage ou autrement grever les biens mobiliers ou immobiliers de la compagnie pour garantir le paiement des emprunts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

18. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie dans telles valeurs, de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

19. Hypothéquer, nantir, ou gager toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, pour garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que cette compagnie est autorisée par la loi à émettre;

company, and to sell, hold, re-sell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

8. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the Company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the Company;

9. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and concessions which the Company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business and in particular any machinery, plant, stock-in-trade;

11. To lend money to customers and others having dealings with the Company, and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make accept, endorse, execute, and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To procure the Company to be registered and recognized in any foreign country and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this Company and to accept service for and on behalf of the Company of any process or suit;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the Company's shares, bonds, and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To sell or otherwise dispose of the undertaking of the Company or any part thereof for such consideration as the Company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the Company;

16. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

17. To hypothecate, pledge or otherwise affect the movable or immovable property of the Company to secure the payment of loans, or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the Company;

18. To invest and deal with the moneys of the Company not immediately required, on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

19. To hypothecate, mortgage or pledge any property, movable or immovable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the Company is by law entitled;

20. Payer à même les fonds de la compagnie ou en actions entièrement acquittées de la compagnie, toutes ou aucune des dépenses de la compagnie ou dépenses incidentes à sa formation et son organisation, ou considérées, par la compagnie, comme dépenses préliminaires;

21. Distribuer entre les actionnaires de la compagnie, au moyen de dividendes déclarés légalement à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prévue par la section 81 de la Loi des Compagnies de Québec, en espèces, tous biens de la compagnie, et en particulier toutes actions, bons, débentures, ou valeurs dans d'autres compagnies appartenant à la compagnie, ou dont la compagnie peut disposer;

22. Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou conduisent à la réalisation des objets susdits, sous le nom de "Home Family Laundry Incorporated—Buanderie de Famille Incorporée".

Le montant du capital-actions social de la compagnie sera de quatre-vingt-dix-neuf mille dollars ($99,000.00), dont quatre-vingt-dix mille dollars ($90,000.00), divisé en neuf cents (900) actions communes d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune, et, neuf mille dollars ($9,000.00), divisé en quatre-vingt-dix (90) actions privilégiées de cent dollars ($100.00) chacune, sans droit de vote, cumulatives à 6% et remboursables à cent cinq dollars ($105.00) plus les dividendes accumulés, sous trente (30) jours d'avis précédant la date du paiement d'un dividende.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, dans le district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-septième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1365-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

20. To pay out of the funds of the company or in fully paid-up stock of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation or organization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

21. To distribute among the shareholders of the company, by way of dividend legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies' Act, in kind, any property of the company, and in particular any shares, bonds, debentures or securities in other companies belonging to the company, or which the company may have power to dispose of;

22. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Home Family Laundry Incorporated—Buanderie de Famille Incorporée".

The amount of the capital stock of the company shall be ninety nine thousand dollars ($99,000.00), whereof ninety thousand dollars ($90,000.00), divided into nine hundred (900) common shares of a per value of one hundred dollars ($100.00) each, and nine thousand dollars ($9,000.00), divided into ninety (90) 6% non voting cumulative preferred shares of one hundred dollars ($100.00) each, redeemable at one hundred and five dollars ($105.00) plus the accumulated dividends, on thirty (30) days notice preceding the date of the payment of a dividend.

The head office of the company will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1366 Acting Assistant Provincial Secretary.

"International Moving Picture Club, Incorporated".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février 1937, constituant en corporation: William J. Cook, gérant, Florent Perras, président de "Cristal Palace Theatre, Lted", Jacob Vermeulen et Gilles Hébert, publicistes, tous de Montréal et Tommy Trow, propriétaire du Théâtre Impérial, Trois-Rivières, P. Q., dans les buts suivants:

Etablir, entretenir et diriger un club, pour l'accommodation de ses membres et leurs amis et fournir une maison de club et autres convenances pour les divertir et les récréer, et généralement offrir aux membres et à leurs amis, tous les privilèges, avantages, convenances et accommodations habituels d'un club, et promouvoir les relations amicales et sociales entre ses membres;

Exploiter une buvette, salle à manger, une salle de lecture et une salle de billard. Vendre au comptoir, les tabacs manufacturés ou non-manufacturés, les liqueurs douces de toutes sortes, aussi bien que les chocolats de toutes sortes et autres friandises qui peuvent être demandées par un membre du club;

Obtenir et exploiter un permis de club pour la vente du vin et de la bière, conformément aux lois de la province de Québec;

Obtenir un permis de la Commission des liqueurs de Québec pour l'installation d'armoires et garder les liqueurs alcooliques appartenant aux membres;

"International Moving Picture Club, Incorporated".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1937, incorporating: William J. Cook, manager, Florent Perras, president of the Cristal Palace Theatre Lted, Jacob Vermeulen, and Gilles Hébert, advertisers, all of Montreal, and Tommy Trow, proprietor, Imperial Theatre, Three Rivers, P. Q., for the following purposes:

To establish, maintain and conduct a Club, for the accommodation of its members and their friends and to provide a club house and other conveniences for their recreation and amusement, and generally to afford to members and their friends, all the usual privileges, advantages, conveniences and accommodation of a club, and to promote friendly and social intercourse among its members;

To operate a bar-room, a dining-room, a reading-room and a billiard-room. To sell over the counter, manufactured or unmanufactured tobaccos, soft drinks of all kinds, as well as chocolates of all kinds and other delicacies which may be asked for by a member of the club;

To obtain and operate a club license for the sale of wine and beer, in conformity with the laws of the Province of Quebec;

To obtain a permit from the Quebec Liquor Commission for the instalment of cupboards and the keeping of alcoholic beverages belonging to the members;

Fixer, par le bureau de direction, le montant de la première contribution et des contributions annuelles des membres et aussi les conditions en vertu desquelles les demandes d'admission des membres seront acceptées;

Adopter les règlements et réglementations pour l'administration et la gouverne générale du club, la discipline, la suspension et l'expulsion des directeurs et autres officiers;

Acheter, louer, échanger, hypothéquer, emprunter ou autrement acquérir, posséder, vendre, transférer toutes propriétés mobilières ou immobilières ou exercer toute autre sorte de transactions que le bureau de direction croira nécessaires ou utiles à la majorité des membres, comme une corporation;

Avoir ou acquérir les droits et privilèges dans des immeubles, et / ou les droits ou privilèges de toute sorte que le club jugera nécessaires ou convenables à l'exercice et à la jouissance de ces objets et / ou susceptibles de profiter aux membres;

Acheter ou autrement acquérir et détenir les actions et débentures des autres clubs, corporations ou associations ayant un but en tout ou en partie semblable à celui du club;

Conclure des conventions avec les autorités municipales, provinciales, fédérales, locales ou autres dans l'intérêt du club et obtenir des dites autorités tous privilèges, droits, concessions ou autres pour le bénéfice et l'intérêt du club;

Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change et autres effets négociables et transférables;

Vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens du club, pour la considération que le club croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou obligations de toute autre corporation ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux du club, sous le nom de "International Moving Picture Club, Incorporated", avec un capital total de dix-neuf mille neuf cent dollars ($19,900.00), divisé en cent (100) actions privilégiées de cent dollars ($100.00) chacune et trois cent quatre-vingt-seize (396) actions ordinaires de vingt-cinq dollars ($25.00) chacune.

La partie du capital-actions à être émise comme actions privilégiées est de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune, les actions privilégiées, seront privilégiées tant qu'au dividende, lequel sera de 6% annuellement et cumulatif.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1367 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

To fix, by the Board of Directors, the amount of the first contribution and of the annual contributions of the members and also the conditions under which application for membership may be accepted;

To adopt by-laws and regulations for the management and general government of the club, the discipline, suspending and expelling directors and other officers;

To purchase, lease, exchange, hypothecate, borrow or otherwise acquire, own, sell, transfer any movable or immovable properties or carry on any other kind of transactions which the Board of Directors may deem necessary and useful to the majority of the members, as a corporation;

To have or acquire rights and privileges in immovables, and / or rights or privileges of any kind which the club may deem necessary or suitable for the exercise and enjoyment of these objects and / or capable of benefiting the members;

To purchase or otherwise acquire and hold shares and debentures of other clubs, corporations or associations having a purpose in whole or in part similar to that of the club;

To enter into agreement with the municipal, provincial, federal, local or other authorities in the interest of the club and to obtain from said authorities any privileges, rights, concessions or otherwise for the benefit and interest of the club;

To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange and other negotiable and transferable instruments;

To sell or otherwise dispose of the assets of the club, or any part thereof, for such consideration as the club may deem expedient, and in particular for stock, debentures or bonds of any other corporation having a purpose in whole or in part similar to that of the club, under the name of "International Moving Picture Club, Incorporated", with a total capital stock of nineteen thousand nine hundred dollars ($19,900.00), divided into one hundred (100) preferred shares of one hundred dollars ($100.00) each and three hundred and ninety-six (396) common shares of twenty five dollars ($25.00) each.

The part of the capital stock to be issued as preferred shares is ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each, the preferred shares preferred as to the dividend which will be of 6% annually and cumulative.

The head office of the company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1368-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Joannes-Davidson Mines, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du seizième jour de février, 1937, constituant en corporation: Anthony Peter Vanier, Segfried Hinson Read Bush, avocats, et Eva Thelma Norman, Isabel May Bush et Claudia Blanche Turner, ces trois dernières sténographes et filles majeures, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations ou recherches pour découvrir des mines et minerais;

"Joannes-Davidson Mines, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1937, incorporating: Anthony Peter Vanier, Segfried Hinson Read Bush, Advocates, Eva Thelma Norman, Isabel May Bush and Claudia Blanche Turner, the latter three being Stenographers and spinsters of the full age of majority, all of the City and District of Montreal, Province of Quebec, for the following purposes:

1. Prospect and explore for mines and minerals;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

2. Carry on all operations by which the soil, earth, rocks, and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés; des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

3. Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars necessaires ou utiles pour ses opérations;

4. Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-power, electric and other powers, water-works, roads, factories, building, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des Mines de Québec, (chap. 80), en la manière y prescrite;

5. Exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80) in the manner therein prescribed;

6. Fabriquer, acheter, vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

6. Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

7. Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. Recevoir en paiement de minerais, de terrains, de marchandises ou d'ouvrages faits, des actions, bons, obligations ou autres valeurs émis par une compagnie minière, et les garder ou en disposer;

8. Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits d'une personne ou d'une compagnie exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer, en tout ou en partie, si cette personne ou compagnie y consent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

9. Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and to pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire de ceux ci-dessus énumérées, ou qui peuvent faciliter la réalisation des fins de sa constitution en corporation;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

Il est ordonné et déclaré que les actionnaires de la compagnie n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions;

It is ordained and declared that the shareholders of the Company shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid, or agreed to be paid, to the Company for its shares;

Et il est de plus ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraire aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois, que dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction. Nul directeur ou nuls directeurs ayant tel intérêt contraire déclaré ne

And it is further ordained and declared that in case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors, or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other company, corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors or officers, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the Company even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, provided that such interest was disclosed to other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction. No director or directors having such adverse interest shall be liable to the Company or to any shareholder or creditor

seront responsables envers la compagnie ou envers aucun actionnaire ou créditeur d'icelle, ou envers aucune autre personne pour toute perte encourue par lui en vertu ou en raison d'aucun tel contrat ou transaction, ni nul tel directeur ou nuls tels directeurs ne seront tenus de rendre compte de tous gains ou profits réalisés sur iceux, sous le nom de "Joannes-Davidson Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce seizième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1369 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

thereof or to any other person for any loss incurred by it or by reason of any such contract or transaction nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon, under the name of "Joannes-Davidson Mines Limited (No Personal Liability)", with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1370-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Morency Motor Sales, Ltd.".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février 1937, constituant en corporation Jacques Morency, gérant des ventes, Adhémar Gaston Munich, avocat, tous deux de la cité de Montréal, et David Gordon Maclaren, agent, de la cité de Westmount, tous de la province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Acheter, acquérir, exploiter, donner à bail ou autrement, entretenir, louer ou autrement faire le commerce de taxis, camions, autobus, lignes d'autobus et les automobiles de toutes sortes, et exploiter le commerce du transport des passagers, marchandises, produits, et fournir des automobiles, taxis et ceux qui les exploitent à toutes autres personnes, compagnies ou corporations exerçant en tout ou en partie seulement un commerce que la présente corporation a l'autorisation d'exercer, et leur fournir tout service, utilité, renseignement, privilège, concession, droit, publicité que la compagnie croira avantageux aux objets et fins de la corporation ou aux autres ayant des relations d'affaires avec la corporation;

(*b*) Garder, entretenir, exploiter, mettre en opération et administrer des bureaux, garages, magasins, salles d'entreposage, entrepôts et autres endroits semblables pour la mise en sûreté, le nettoyage, la réparation et le soin en général des automobiles et auto-cars de toutes sortes et descriptions et tous leurs accessoires et autres véhicules moteurs, et faire le commerce, acheter, vendre et généralement faire le commerce et le négoce d'automobiles de toutes sortes et descriptions, véhicules-moteurs, camions auto-taxis, remorques, motocyclettes, moteurs, huiles, gazoline caoutchouc, gutta-percha, cuir, bois, substances fibreuses, et aucune et toutes automobiles, véhicules moteurs ou autres véhicules ou moteurs, pièces et accessoires et généralement et tous autres articles ou choses qui peuvent être avantageux ou utiles en rapport avec l'exercice approprié et avantageux des objets de la compagnie;

(*c*) Acheter ou autrement acquérir et détenir ou autrement faire le commerce de propriétés réelles et personnelles et des droits, et particulièrement des terrains, édifices et héritages, hypothèques, charges et tout intérêt dans les propriétés réelles ou personnelles et toutes réclamations envers ces dites propriétés;

(*d*) Demander, acheter ou acquérir autrement toutes marques de commerce, noms de commerce, brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif

"Morency Motor Sales, Ltd.".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1937, incorporating: Jacques Morency, sales manager, Adhémar Gaston Munich, advocate, both of the city of Montreal, and David Gordon Maclaren, agent, of the city of Westmount, all in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To purchase, acquire, operate, let on lease or otherwise, maintain, hire or otherwise deal in taxis, auto-trucks, autobusses, autobus lines, and automobiles of all kinds, to engage in the business of transporting passengers, merchandise, commodities, of furnishing automobiles, taxis, or operators thereof to other persons, companies, or corporations carrying on in whole or in part only any business which the present corporation is authorized to carry on, and to furnish them with any service, utility, information, privileges, concessions, rights, advertisement, which the company may deem capable of being advantageous to the objects and purposes of the corporation or to other carrying on business with the corporation;

(*b*) To keep, maintain, exploit, operate and manage, garages, store houses, store rooms, warehouses, or other like places for the safe keeping, cleaning repairing and care generally of automobiles, and motor cars of all kinds and descriptions and of all accessories thereof and other motor vehicles, and to trade in, buy, sell, and generally deal in and with automobiles of every kind and description, motor vehicles, trucks, taxicabs, trailers, motor cycles, motors, oils, gasolene, rubber, gutta percha and leather, wood, fibrous substances, and any and all automobile, motor vehicle or other vehicles or motors, parts and accessories, and, generally, in all such articles or things as may be advantageous or useful in connection with the proper and advantageous carrying on of the purposes of the company;

(*c*) To purchase or otherwise acquire and hold or otherwise deal in real and personal property and rights, and in particular lands, buildings and hereditaments, mortgages, charges, and any interest in real or personal property and any claims against such property;

(*d*) To apply for, purchase or otherwise acquire any trade marks, trade names, patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited or

ou limité ou illimité, d'utiliser quelque secret ou autre renseignement au sujet d'une invention, formule, recette ou procédé qui pourrait être employé pour les fins quelconques de la compagnie, ou dont l'acquisition serait de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, et utiliser, exercer, développer les biens, les droits ou les renseignements acquis de cette manière, en permettre l'usage sous permis ou les faire valoir autrement;

(*e*) Acheter, souscrire éventuellement à forfait, prendre en échange, souscrire ou demander ou autrement acquérir et enregistrer, détenir ou autrement posséder, vendre, échanger, transférer, céder, convertir, garantir la vente ou le placement , charger ou autrement aliéner ou faire valoir et généralement faire le commerce et le négoce de bons, débentures, actions-débentures, parts, actions, obligations, droits régaliens, certificats et autres valeurs et autres intérêts dans ou réclamations envers et autres titres de créance de toute compagnie, corporation, syndicat ou association, canadienne ou étrangère, et soit publique ou privée, y compris toute compagnie ou corporation, syndicat ou association industrielle, d'utilité publique, de valeurs, financière, de placement, minière exerçant une industrie susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et les obligations, débentures ou autres valeurs de tout gouvernement, corporation scolaire ou municipale, et durant la possession ou la détention des dites valeurs précitées exercer directement ou par l'entremise d'agent tous les droits, pouvoirs et privilèges de propriétaire, y compris le droit de voter sur toutes telles parts ou actions ou autres valeurs jouissant du droit de vote;

(*f*) Emettre et répartir des actions entièrement libérées ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou ses obligations, débentures ou autres valeurs en paiement intégral ou partiel de toute entreprise, propriété, droits ou privilèges, parts, actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et rémunérer, soit en deniers ou en actions entièrement ou partiellement libérées du capital-actions de la compagnie ou ses obligations, débentures, ou autres valeurs, toute personne, compagnie ou syndicat pour dépenses encourrues et services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions du capital-actions de la compagnie ou toutes obligations, débentures ou autres valeurs de la compagnie, dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou en rapport avec la conduite de ses opérations;

(*g*) Vendre, louer, céder, transférer, échanger ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise, des propriétés et biens de la compagnie comme entreprise en exploitation, ou dans le cours ordinaire du commerce ou autrement, et, s'il est jugé convenable, moyennant tels termes que la personne ou la compagnie en faisant l'acquisition pourra les exercer, les utiliser et exercer dans les limites de leur juridiction au même degré et de la même manière que s'ils étaient exercés, utilisés ou exploités par la compagnie, et en tout cas pour la considération que les directeurs pourront déterminer, et particulièrement pour toutes parts, actions, débentures ou autres valeurs;

(*h*) Faire enregistrer, autoriser ou autrement reconnaître la compagnie dans toute juridiction canadienne ou étrangère, province, territoire, état, ou pays, et y désigner et nommer les personnes comme procureurs ou représentants de la compagnie, avec pouvoir de représenter la

unlimited right to use or any secret or other information as to any invention, formula, recipe or process which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account the property, rights or information so acquired;

(*e*) To purchase, underwrite, take in exchange, subscribe or apply for or otherwise acquire, and to register, hold, or otherwise own, sell, exchange, transfer, assign, convert, guarantee the sale or placing of, charge or otherwise dispose of or turn to account and generally deal in and with the bonds, debentures, debenture stock, stocks, shares, obligations, royalty rights, scrip and other securities of and other interests in and claims against and other evidences of indebtedness of any company, corporation, syndicate or association, whether Canadian or foreign and whether public or private, including any industrial, public utility, securities, financial, investment, mining company or corporation, syndicate or association carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the company, and the bonds, debentures or other securities of any government municipal or school corporation, and while the owner or holder of any of the foregoing to exercise directly or through agents all the rights, powers and privileges or ownership, including the right to vote on any such stock or shares or other securities carrying a voting right;

(*f*) To issue and allot fully paid or partly paid up shares of the company's capital stock or its bonds, debentures or other securities in payment or part payment for any undertaking, property, rights or privileges, or stock, shares, bonds, debentures, or other securities, and to remunerate, either in cash or in fully or partly paid up shares of the company's capital stock or in its bonds, debentures or other securities, any person, company or syndicate for expenses incurred and services rendered or to be rendered in placing or assisting to place or in guaranteeing the placing of any of the shares of the company's capital stock or any bonds, debentures or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company, or in connection with the conduct of its business;

(*g*) To sell, lease, make over, transfer, exchange or otherwise dispose of the undertaking, property and assets of the company or any part thereof as a going concern or in the ordinary course of business or otherwise, and, if deemed advisable, on such terms that the person or company acquiring the same may carry on, use and exercise the same within the limits of their jurisdiction, to the same extent and in the same manner as if carried on, used or exercised by the company, and in any case for such consideration as the directors may determine, and in particular for any stock, shares, debentures or other securities;

(*h*) To procure the company to be registered, licensed or otherwise recognized in any Canadian or foreign jurisdiction, province, territory, state or country, and to designate and appoint persons therein as attorneys or representatives of the company, with power to represent the company

compagnie dans chacune et toutes choses et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*i*) Prendre et détenir des gages, hypothèques, privilèges, droits hypothécaires, charges et toutes autres sortes de garanties pour garantir le paiement de tous deniers dus à la compagnie ou toutes avances de deniers faites par la compagnie;

(*j*) Prêter des deniers ou du crédit, et prendre ou autrement acquérir, et assumer ou garantir par tous moyens ou de toute manière l'exécution de toute obligation ou le remboursement du capital, le service des intérêts et dividendes sur les parts, actions, obligations, débentures ou autres valeurs, et aider de toute autre manière, toute personne, firme, compagnie, cité, ville, village ou municipalité avec lesquels la compagnie a ou pourrait avoir des relations d'affaires, ou dans les affaires, les propriétés ou la prospérité desquels la compagnie a, dans l'opinion des directeurs, ou désirerait acquérir un intérêt;

(*k*) S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre, avec ou sans garantie ou en disposer autrement;

(*l*) Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

(*m*) Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*n*) Payer toutes les dépenses inhérentes ou connexes à la formation et la constitution de la compagnie ou au prélèvement de son capital ou passer des contrats avec toute autre compagnie pour les payer;

(*o*) Rémunérer, soit au moyen de commission ou autrement, toutes personnes ou compagnies pour services rendus ou à rendre en vendant ou plaçant ou aidant à vendre ou à placer ou garantissant la vente ou le placement d'actions de la compagnie, ou toutes débentures, actions-débentures ou toutes autres valeurs de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou promotion de la compagnie, ou dans la conduite de ses affaires;

(*p*) Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents,

in any and all matters and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*i*) To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money due to the company or any advances made by the company;

(*j*) To lend money or credit to, and to take or otherwise acquire, and to assume or guarantee in any way or manner the fulfilment of any obligation of or the payment of the principal of or interest or dividends on the stock, shares, bonds, debentures or other securities of, and to aid in any other manner, any person, firm, company, city, town, village or municipality with which the company has or may have business relations, or in the affairs, propery or prosperity of which the company has in the opinion of the directors or may wish to acquire an interest;

(*k*) To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company, and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

(*l*) To distribute in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus of the company or in the manner prescribed by Section 81 of the Quebec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures, or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

(*m*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

(*n*) To pay all or any expenses of, incident to or incurred in connection with the formation and incorporation of the company and to raising of its share capital, or to contract with any company to pay the same;

(*o*) To remunerate, whether by means of commission or otherwise, any persons or companies, for services rendered or to be rendered in selling or placing or assisting to sell or place or guaranteeing the selling or placing of any shares of the company or any debentures, debenture stock or other securities of the company, or in or about the formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*p*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects and to do all or any of the above things as principals, agents, contractors or other-

entrepreneurs ou autrement, soit comme ou par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*q*) Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres; et poursuivre, exercer ou exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec.

wise and by or through trustees, agents, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*q*) To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others; and to pursue, exercise or carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec.

CONTRATS

Dans le cas où la compagnie passerait des contrats ou transigerait des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs, ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrat ou transaction qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, alors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tels contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction;

Les actions de la compagnie ne seront pas transférées sans le consentement d'une majorité des directeurs;

Le nombre de ses actionnaires ou de ses membres, à l'exclusion des personnes qui sont à l'emploi de la compagnie et de personnes qui, ayant été antérieurement à l'emploi de la compagnie, furent, durant tel emploi, et ont continué après avoir quitté cet emploi d'être actionnaires de la compagnie, n'excèdera pas vingt (20);

Il est interdit de faire appel au public pour faire souscrire toutes actions ou débentures de la compagnie.

CONTRACTS

In case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are shareholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in anywise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction, provided, however, that in any such case the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders acting upon or in reference to such contract or transaction.

The shares of the company shall not be transferred without the consent of a majority of the directors.

The numbers of its shareholders or members exclusive of persons who are in the employment of the company, and of persons who, having been formerly in the employment of the company, were, whilst in such employment, and have continued after the termination of such employment, to be shareholders of the company, shall not exceed twenty (20).

Any invitation to the public to subscribe for any shares or debentures of the company shall be prohibited.

DIVIDENDES SUR LES ACTIONS

La compagnie pourra, en aucun temps et de temps à autre, capitaliser et distribuer entre les actionnaires toute somme ou sommes:

(*a*) faisant partie des bénéfices non divisés portés au crédit de tout compte de réserve de la compagnie; et / ou

(*b*) étant les bénéfices nets non divisés entre les mains de la compagnie; et / ou

(*c*) toute somme portée au fonds de réserve comme résultat de la vente ou de la révaluation des biens ou de l'actif de la compagnie ou toute partie d'iceux; et elle pourra répartir aux actionnaires qui détiennent des actions du capital-actions de la compagnie, en ce qui concerne le montant net capitalisé, des actions entièrement libérées de la compagnie d'un montant nominal équivalent et / ou la compagnie pourra déclarer

STOCK DIVIDENDS

The company may at any time and from time to time capitalize and distribute among the shareholders any sum or sums:

(*a*) forming part of the undivided profits standing to the credit of any reserve account of the company; and / or

(*b*) being undivided net profits in the hands of the company; and / or

(*c*) any sum carried to reserve as a result of a sale or of the re-valuation of the property or assets of the company or any part thereof; and may allot to shareholders holding shares in the company's capital stock in respect of the net amount capitalized fully paid shares of the company of equivalent nominal amount and / or the company may declare stock dividends and issue therefor shares of the company as fully paid, or

des dividendes sur les actions et émettre des actions de la compagnie comme entièrement libérées ou créditer le montant de tels dividendes sur les actions de la compagnie déjà émises mais non entièrement libérées, de manière que le montant versé sur les actions ainsi émises ou en vertu de tels dividendes en actions, n'excède pas le montant que les directeurs peuvent déclarer légalement, payable en argent, et la responsabilité des détenteurs de telles actions sera réduite du montant de tels dividendes.

POUVOIRS D'EMPRUNT

S'ils y sont autorisés par règlement, sanctionné par au moins deux tiers des votes obtenus à une assemblée générale spéciale des actionnaires dûment convoquée pour l'examen du règlement, les directeurs pourront de temps à autre:

(*a*) Emprunter de l'argent sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Limiter ou augmenter le montant à emprunter;

(*c*) Emettre des obligations, débentures, actions-débentures ou autres titres de la compagnie et les engager ou les vendre pour telles sommes ou à tel prix qu'ils jugeront convenables;

(*d*) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, ou mettre en gage les biens, mobiliers et / ou immobiliers, de la compagnie, pour garantir telles obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs, ou tous deniers empruntés pour les fins de la compagnie, ou donner partie seulement de tels garanties pour les mêmes fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionnés dans ce paragraphe par acte de fiducie, conformément aux sections 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227, des Statuts refondus de Québec, 1925), ou de toute autre manière;

Rien dans cette clause ne doit limiter ou restreindre le pouvoir d'emprunt de la compagnie sur des lettres de change ou des billets promissoires, faits, tirés, acceptés ou endossés par la compagnie ou en son nom, sous le nom de "Morency Motor Sales, Ltd.", avec un capital total de quarante-neuf mille dollars ($49,000.00), divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions ordinaires d'une valeur au pair de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce quinzième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,
1371 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

credit the amount of such dividends on shares of the company already issued but not fully paid, but to that the amount paid up on shares so issued on by virtue of such stock dividends shall not exceed the amount which the directors may lawfully declare payable in money and the liability of the holders of such shares shall be reduced by the amount of such dividend.

BORROWING POWERS

If authorized by by-law, sanctioned by at least two-thirds of the vote cast at a special general meeting of the shareholders duly called for considering the by-law, the directors may from time to time:

(*a*) Borrow money upon the credit of the company;

(*b*) Limit or increase the amount to be borrowed;

(*c*) Issue bonds, debentures, debenture stock or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*d*) Notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable and / or immoveable property of the company, to secure any such bonds, debenture stock or other securities and any money borrowed for the purposes of the company, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (Chap. 227, Revised Statutes of Quebec, 1925), or in any other manner.

Nothing in this clause contained shall limit or restrict the borrowing of money by the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Morency Motor Sales, Ltd.", with a total capital stock of fourty nine thousand dollars ($49,000.00), divided into four hundred and ninety (490), common shares of the par value of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,
1372-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Service 5c-$1.00 Stores of Canada, Ltd."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du quinzième jour de février, 1937, constituant en corporation: Louis Bockler, marchand, Dame Gertrude Bockler, épouse séparée de biens de Louis Bockler, et le dit Louis Bockler, partie aux présentes pour autoriser sa dite épouse, et Sam Bockler, marchand, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Manufacturer, acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement faire le commerce ou le négoce de tissus de laine et de coton, lainages, soies, toiles et vêtements de toute sorte; exercer l'industrie qui consiste à manufac-

"Service 5c-$1.00 Stores of Canada, Ltd."

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the fifteenth day of February, 1937, incorporating: Louis Bockler, merchant, Dame Gertrude Bockler, wife separate as to property from Louis Bockler, and the said Louis Bockler a party to these presents for the purposes of authorizing his said wife, and Sam Bockler, merchant, all of the City and District of Montreal, for the following purposes:

1. To manufacture, buy or otherwise acquire and sell or otherwise deal in or with wool, cotton fabrics, woollens, silks, linens, and clothing of every sort; to carry on the business of manufacturing, buying and selling clothing of every

turer, acheter et vendre des vêtements de toute description, et acquérir, acheter, détenir, vendre ou autrement disposer, manufacturer, produire, importer et exporter toutes sortes de marchandises sèches générales;

2. Exercer toute autre industrie (manufacturière ou autre) qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

3. Acheter ou autrement acquérir et vendre ou autrement aliéner, améliorer, construire, modifier et autrement faire le commerce ou le négoce de propriétés immobilières;

4. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque du commerce, des biens et engagements de toute personne ou compagnie exerçant un commerce que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la compagnie;

5. Demander, acheter ou autrement acquérir tous brevets, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser aucun secret ou autre renseignement concernant toute invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements requis;

6. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres, avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne ou compagnie et prendre ou autrement acquérir les actions et valeurs de toute telle compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou autrement les négocier;

7. Conclure des conventions avec les autorités municipales, locales ou autres, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconque des dits objets, et obtenir des dites autorités tous les droits, privilèges et concessions que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer toutes telles conventions, droits, privilèges et concessions et s'y conformer;

8. Prendre ou autrement acquérir et détenir les actions de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, ou exerçant un commerce susceptible d'être conduit de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

9. Promouvoir une ou plusieurs compagnies dans le but d'acquérir la totalité ou l'un quelconque des biens et engagements de la compagnie ou pour toutes autres fins qui sembleront de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie;

10. Acheter, prendre à bail ou en échange, louer ou autrement acquérir toutes propriétés personnelles et tous droits et privilèges que la compagnie croira nécessaires ou convenables pour les fins de ses opérations, et particulièrement toute machinerie, matériel et fonds de commerce;

description, and to acquire, purchase, hold, sell, or otherwise dispose of, manufacture, produce, import and export all kinds of general dry goods;

2. To carry on any other business (whether manufacturing or otherwise) which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of, or render profitable any of the Company's property or rights;

3. To buy, or otherwise acquire and sell or otherwise dispose of, improve, construct, alter and otherwise deal in or with immoveable property;

4. To acquire or undertake the whole or any part of the business, property, and liabilities of any person or company carrying on any business which the Company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the Company;

5. To apply for, purchase, or otherwise acquire any patents, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive of non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the Company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the Company, and to use, exercise, develop, or grant licenses in respect of or otherwise turn to account the property, rights or information required;

6. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profit, union of interest, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the Company, and to lend money, guarantee the contracts of, or otherwise assist any such person or company and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company and to sell, hold, resell with or without guarantee, or otherwise deal with the same;

7. To enter into arrangements with any authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges, and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise, and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

8. To take or otherwise acquire and hold shares in any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit the Company;

9. To promote any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose, which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

10. To purchase, take on lease or in exchange, hire or otherwise acquire any personal property and any rights and privileges which the company may think necessary or convenient for the purpose of its business, and in particular, any machinery, plant, stock-in-trade;

11. Prêter des deniers aux clients et aux autres ayant des relations d'affaires avec la compagnie et garantir l'exécution des contrats par toute telle personne;

12. Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

13. Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

14. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et avoir la jouissance de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession, droit ou privilège qu'aucun gouvernement ou autorité ou corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer et contribuer à les mettre en vigueur et affecter aucune des actions de la compagnie, ses obligations et ses biens pour en défrayer les frais, charges et dépenses nécessaires;

15. Faire enregistrer et reconnaître la compagnie dans tout pays étranger, et y désigner les personnes conformément aux lois de ce dit pays étranger pour représenter cette compagnie et accepter assignation pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

16. Vendre, améliorer, administrer, développer, échanger, louer, aliéner ou faire valoir ou autrement négocier la totalité ou une partie quelconque des biens et droits de la compagnie;

17. Faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs ou autrement et soit seule ou conjointement avec d'autres;

18. Hypothéquer, nantir ou autrement affecter les propriétés mobilières ou immobilières de la compagnie, pour garantir le remboursement des prêts ou le paiement ou la satisfaction de toute autre dette, contrat ou obligations de la compagnie;

19. Emettre, livrer et répartir comme entièrement libérées toutes actions, débentures, actions-débentures ou autres valeurs de cette compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens ou droits que cette compagnie peut légalement acquérir en vertu des présentes ou autrement;

20. Hypothéquer, gager ou nantir toutes propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, dans le but de garantir toutes obligations, débentures ou actions-débentures que la compagnie a par la loi le droit d'émettre;

21. Vendre, nantir, gager, hypothéquer, aliéner, louer ou autrement disposer de chacune ou toutes propriétés mobilières ou immobilières et les droits en aucun temps possédés par la compagnie ou dont elle a la jouissance moyennant les termes et conditions que cette compagnie croira convenables;

22. Placer et attribuer les deniers disponibles de la compagnie en telles valeurs et de la manière qui seront de temps à autre déterminées;

23. Faire toutes les autres choses qui sont incidentes ou qui conduisent à la réalisation des objets précités, sous le nom de "Service 5c-$1.00 Stores of Canada Ltd", avec un capital total de dix mille dollars ($10,000.00), divisé en cent (100) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

11. To lend money to customers and others having dealings with the company and to guarantee the performance of contracts by any such person;

12. To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warranty and other negotiable or transferable instruments;

13. To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether similar to those of the company;

14. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out, and enjoy, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege which any government or authority or corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for and contribute towards carrying the same into effect and to appropriate any of the company's shares and bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

15. To procure the company to be registered and recognized in any foreign country, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country and to represent this company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

16. To sell, improve, manage, develop, exchange, lease, dispose of, or turn account or otherwise deal with all or any part of the property and rights of the company;

17. To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise and either alone or in conjunction with others;

18. To hypothecate, pledge or otherwise affect the moveable or immoveable property of the company, to secure the payment of loans or the payment or performance of any other debt, contract or obligations of the company;

19. To issue, hand over and allot as fully paid up any shares, debentures, debenture stock or other securities of this company either in payment or part payment of any property or rights which this company may lawfully acquire by virtue hereof or otherwise;

20. To hypothecate, mortgage or pledge any property, moveable or immoveable, present or future, for the purpose of securing any bonds, debentures, or debenture stock which the company is by law entitled to issue;

21. To sell, pledge, mortgage, hypothecate, alienate, lease or otherwise dispose of any or all of the property, moveable or immoveable, and rights at any time owned or enjoyed by this company upon such terms and conditions as this company may see fit;

22. To invest and deal with the monies of the company not immediately required on such securities and in such manner as may from time to time be determined;

23. To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the above objects, under the name of "Service 5c-$1.00 Stores of Canada Ltd", with a total capital stock of ten thousand dollars ($10,000.00), divided into one hundred (100) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1375 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Baie Comeau Company".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février, 1937, constituant en corporation: George Miller Hyde, Hamilton Larratt Smith et Henry Weir Davis, avocats, tous de la cité et du district de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Acquérir par achat, échange ou autrement, prendre à bail et posséder et accorder des baux, subdiviser, exploiter et utiliser et autrement négocier, et céder, disposer et faire le commerce d'immeubles et tous droits et intérêts en iceux et terrains et édifices de toutes sortes, et biens et droits mobiliers de toute nature et description, et construire, améliorer, réparer et autrement négocier, directement ou indirectement, des édifices et maisons résidentielles, industrielles, commerciales et autres, maisons-appartements, plains-pieds, magasins, entrepôts, systèmes de chauffage et autres constructions de toutes sortes, et exercer un commerce général d'immeuble et les opérations d'agents et courtiers en immeuble généralement, entrepreneurs, constructeurs, administrateurs, entreposeurs et autres commerces similaires;

(*b*) Acquérir la totalité ou aucune partie des biens, droits, actif et clientèle, soit en assumant ou non les obligations appartenant à toute personne, société, association, firme, corporation ou entreprise possédant des biens qui sembleront convenables ou désirables pour la compagnie ou susceptibles d'être conduites et administrées de manière à bénéficier directement ou indirectement à la compagnie, ou appartenant à toute personne, société, association, firme, corporation ou entreprise endettées envers la compagnie ou transigeant aucun commerce similaire à celui exercé par la compagnie ou ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie ou exerçant aucun commerce que la compagnie est autorisée à exercer, et les payer en argent ou en actions entièrement acquittées et non-sujettes à appel ou valeurs de cette compagnie ou autrement;

(*c*) Prendre ou détenir des hypothèques, gages, privilèges et charges pour garantir le paiement du prix d'achat ou pour toute balance impayée du prix d'achat d'une partie quelconque des propriétés de la compagnie, de toute nature quelconque, vendue par la compagnie, ou de toute somme d'argent due à la compagnie par les acheteurs ou autres et vendre ou autrement disposer des dites hypothèques, gages, privilèges et charges;

(*d*) Placer des deniers sur la garantie de propriétés mobilières ou immobilières et généralement prêter et faire les avances de deniers à telles personnes et moyennant tels termes et sujet à telles conditions qui seront jugées convenables;

(*e*) Recevoir de l'argent en dépôt, à intérêt ou autrement et faire des avances et prêter des deniers et des biens de toutes sortes moyennant tels termes qui seront conclus;

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this fifteenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1376–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Baie Comeau Company".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the nineteenth day of February, 1937, incorporating: George Miller Hyde, Hamilton Larratt Smith and Henry Weir Davis, Advocates, all of the City and District of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To acquire by purchase, exchange or otherwise, to take on lease and to own and grant leases of, subdivide, operate and use and otherwise deal with, and to alienate, dispose of and deal in real estate and all rights and interests therein and lands and buildings of any kind, and moveable and immoveable properties and rights of every kind and description, and to construct, improve, repair and otherwise deal with, directly or indirectly, residential, industrial, commercial and other buildings and houses, appartment buildings, flats, stores, warehouses, heating plants and other constructions of all kinds, and to carry on a general real estate business and the businesses generally of real estate owners, agents and brokers, contractors, builders, managers, warehousemen and other similar businesses;

(*b*) To acquire the whole or any part of the property, rights, assets and goodwill, either with or without assuming the liabilities, belonging to any person, partnership, association, firm, corporation or enterprise possessed of property which may seem suitable or desirable for the company or capable of being conducted and managed so as directly or indirectly to benefit the company, or belonging to any person, partnership, association, firm, corporation or enterprise, indebted to the company or transacting any business similar to that transacted by the company or having objects altogether or in part similar to the company or carrying on any business which the company is authorized to carry on, and to pay for the same in cash or in fully paid up and non-assessable shares or securities of this company or otherwise;

(*c*) To take of hold mortgages, hypothecs, liens and charges to secure payment of the purchase price, or for any unpaid balance of the purchase price of any part of the company's property of whatsoever kind sold by the company, or any money due to the company from purchasers, and others and to sell or otherwise dispose of said mortgages, hypothecs, liens and charges;

(*d*) To invest money on the security of property, moveable or immoveable, and generally to lend and advance money to such persons and upon such terms and subject to such conditions as may be deemed expedient;

(*e*) To receive money on deposit at interest or otherwise, and to advance and lend money and assets of all kinds upon such terms as may be arranged;

(*f*) Prendre part à l'administration, à la surveillance ou au contrôle de l'industrie ou des opérations de toute compagnie ou entreprise, et dans ce but, nommer et rémunérer tous comptables, évaluateurs, ingénieurs ou autres experts ou agents;

(*g*) Construire, maintenir, modifier, faire, posséder et exploiter sur les propriétés possédées ou contrôlées par la compagnie, et sur les propriétés y adjacentes, tous tels réservoirs, barrages, travaux, améliorations, pouvoirs hydrauliques, aqueducs, puits, fossés, canaux, quais, jetées, routes, et autres érections et travaux qui peuvent être nécessaires et utiles, et produire, générer, développer et créer du pouvoir pour tels travaux et le transmettre et le distribuer par tous moyens quelconques pour les fins de la compagnie, ou autrement, et vendre et disposer de tout pouvoir ou des droits d'utiliser aucune partie des biens susdits, à d'autres aux termes qui seront jugés convenables; pourvu, cependant, que toute vente, distribution, re-transmission d'énergie en dehors des terrains de la compagnie soit sujette aux règlements locaux et municipaux à cet effet; et tel commerce sera exercé seulement dans les cantons Ragueneau, et Laflèche dans le comté de Saguenay, dans la Province de Québec;

(*h*) Etablir, entretenir et exploiter pour l'usage de la compagnie, de ses employés, locataires et autres un service de protection contre les incendies, un service d'eau, de lumière électrique et de gaz, et faire tels contrats en rapport avec ces services, qui seront trouvés nécessaires ou convenables soit pour la disposition des surplus ou autrement, sujet aux réglementations locales et municipales;

(*i*) Exercer tout autre commerce que la compagnie croira devoir être convenablement exercé en rapport avec son commerce, ou susceptible d'augmenter directement ou indirectement la valeur ou rendre profitable aucune des propriétés ou droits de la compagnie;

(*j*) Acheter ou autrement acquérir et se charger de la totalité ou de l'un quelconque des biens, commerces, propriétés, privilèges, contrats, droits, obligations et engagements de toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant un commerce que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie;

(*k*) Solliciter, acheter ou autrement acquérir tous brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, permis, concessions et choses de même nature, conférant un droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser une invention ou aucun secret ou autre renseignement concernant aucune invention qui sembleront susceptibles d'être utilisés pour aucune des fins de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera de nature à profiter directement ou indirectement à la compagnie, aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir les biens, droits ou renseignements acquis de cette manière;

(*l*) Se fusionner ou s'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou pour d'autres fins similaires, avec toute autre compagnie ou toute société, firme ou personne exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'entreprendre une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter, ou toute industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou

(*f*) To take part in the management, supervision or control of the business or operations of any company or undertaking, and for that purpose, to appoint and remunerate any accountants, valuators, engineers or other experts or agents;

(*g*) To construct, maintain, alter, make, own and operate on property owned or controlled by the company, and on property adjacent thereto, all such reservoirs, dams, works, improvements, water powers, aqueducts, wells, ditches, canals, wharves, piers, roadways and other erections and works as may be necessary and expeident, and to produce, generate, develop and create power from any such works and the same to transmit and distribute by any means whatever for the purposes of the company, or otherwise, and to sell and dispose of any power, or the rights to use any portion of the aforesaid property, to others upon such terms as may be deemed expedient; provided, however, that any sale, distribution, retransmission or power beyond the lands of the company shall be subject to local and municipal regulations in that behalf; and such business shall be carried on only within the Townships of Ragueneau and Lafleche in the County of Saguenay, in the Province of Quebec;

(*h*) To establish, maintain and operate for the use of the company, its employees, tenants and others a fire protection service, water service, electric light or gas service, and to make such contracts with respect to the same as may be found necessary or advisable either for the disposal of the surplus or otherwise, subject to local and municipal regulations;

(*i*) To carry on any other business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*j*) To purchase or otherwise acquire and undertake all or any of the assets, business, property, privileges, contracts, rights, obligations and liabilities of any other company or any society, firm or person carrying on any business which the company is authorized to carry on, or possessed of property suitable for the purposes of the company;

(*k*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

(*l*) To amalgamate or enter into partnership or into any arrangements for sharing of profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any other company or any society, firm or person, carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the company is authorized to carry on or engage in, or any business or transaction capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee

indirectement à la présente compagnie, et prêter des fonds, garantir les contrats, ou aider autrement cesdites compagnies, sociétés, firmes ou personnes et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle compagnie, et les vendre, les détenir ou en disposer autrement;

(*m*) Prendre ou acquérir autrement et détenir des actions, débentures ou autres valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, ou exerçant une industrie qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie et les vendre ou autrement les négocier;

(*n*) Conclure des conventions avec tous gouvernements ou autorités municipales, locales ou autres autorités, qui sembleront susceptibles de conduire aux objets de la compagnie ou à l'un quelconques des dits objets, et obtenir de ces dits gouvernements ou des dites autorités tous droits, privilèges et concessions, que la compagnie croira désirable d'obtenir, et exécuter, exercer les dites conventions, droits privilèges et concessions et s'y conformer;

(*o*) Etablir, supporter ou aider à l'établissement ou support d'associations, d'institutions, fonds, fiducies et convenences devant bénéficier aux employés ou ex-employés de la compagnie ou leurs prédécesseurs en affaires ou leurs parents ou ceux dont ils sont les soutiens et à cet effet accorder des pensions et allocations, faire des paiements en vue d'assurances pour eux, souscrire ou garantir des sommes d'argent pour des fins de charité ou de bienfaisance, ainsi que pour toute exposition ou autres objets d'utilité publique et générale;

(*p*) Promouvoir toute autre compagnie ou compagnies dans le but d'acquérir ou d'assumer la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie;

(*q*) Construire, améliorer, maintenir, travailler, administrer, exécuter ou contrôler des routes, chemins, embranchements ou voies d'évitement, sur les terrains de la compagnie seulement ou sur ceux qui sont sous son contrôle et pour la seule fin de son commerce et de son industrie, ponts, réservoirs, cours d'eau, quais, manufactures, entrepôts, travaux électriques, magasins, boutiques, et autres travaux et commodités qui sembleraient susceptibles de favoriser les intérêts de la compagnie, directement ou indirectement, y contribuer, les subventionner ou autrement les aider, ou prendre part à la construction, l'amélioration, au maintien, à l'organisation, l'exercice ou le contrôle d'iceux;

(*r*) Tirer, faire, accepter, endosser, escompter, exécuter et émettre des billets à ordre, lettres de change, connaissements, mandats et autres effets négociables ou transférables;

(*s*) Vendre ou céder l'entreprise de la compagnie ou une partie quelconque de ladite entreprise pour la considération que la compagnie jugera convenable et en particulier pour les actions, les débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

(*t*) Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement et exercer, exécuter et jouir de toute charte, permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mener à bien, et affecter les actions quelconques

the contracts of, or otherwise assist any such company, society, firm or person, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such company, and to sell, hold or otherwise deal with the same;

(*m*) To take, or otherwise acquire and hold, shares, debentures or other securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, or carrying on any business capable of being conducted so as, directly or indirectly, to benefit the company, and to sell or otherwise deal with the same;

(*n*) To enter into any arrangements with any government or authority, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects, or any of them, and to obtain from any such government or authority any rights, privileges and concessions which the company may think it desirable to obtain, and to carry out, exercise and comply with any such arrangements, rights, privileges and concessions;

(*o*) To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit employees or ex-employees of the company or of its predecessors in business, or the dependents or connections of such persons, and to grant pensions and allowances, and to make payments towards insurance, and to subscribe or guarantee money for charitable or benevolent objects, or for any exhibition or for any public, general or useful object;

(*p*) To promote any other company or companies for the purpose of acquiring or taking over all or any of the property and liabilities of the company, or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company;

(*q*) To construct, improve, maintain, work, manage, carry out or control any roads, ways, branches or sidings, on the lands owned or controlled by the company and for the purposes of its trade or industry, only, bridges, reservoirs, watercourses, wharves, manufactories, warehouses, electric works, shops, stores and other works and conveniences which may seem calculated directly or indirectly to advance the company's interests, and to contribute to, subsidize or otherwise assist or take part in the construction, improvement, maintenance, working, management, carrying out or control thereof;

(*r*) To draw, make, accept, endorse, discount, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*s*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company which has objects altogether or in part similar to those of the company;

(*t*) To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any charter, license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority of any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to

ques de les compagnie, ses obligations et autres valeurs et son actif pour en payer les frais charges et dépens nécessaires;

(*u*) Faire enregistrer ou reconnaître la compagnie dans tout endroit ou pays étranger et y désigner des personnes en conformité des lois de ce dit endroit ou pays étranger pour représenter la compagnie, et accepter la signification de procédures pour et au nom de la compagnie dans tout procès ou poursuite;

(*v*) Rémunérer toute autre compagnie ou société, firme ou personne pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou en garantissant le placement des parts du capital-actions de la compagnie ou toutes débentures, ou autres valeurs de la compagnie, ou au sujet de l'organisation, de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

(*w*) Prélever et contribuer à prélever des deniers, et aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement garantie ou autrement toute autre compagnie avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires ou dont les actions, débentures ou autres obligations sont détenues par la compagnie et garantir l'accomplissement ou l'exécution de tous contrats ou obligations de toute telle compagnie ou de toute personne avec laquelle la compagnie pourrait avoir des relations d'affaires, et particulièrement garantir le remboursement du capital et des intérêts sur les débentures ou autres valeurs, hypothèques et engagements de toute telle compagnie;

(*x*) Sujet aux dispositions de l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, distribuer entre les actionnaires de la compagnie en nature, espèce ou autrement, toutes propriétés ou tous biens de la compagnie y compris tous produits de la vente ou de l'aliénation de toutes propriétés de la compagnie et particulièrement toutes actions, débentures ou autres valeurs de ou dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie ou dont elle aurait le pouvoir d'aliéner;

(*y*) Payer à même les fonds de la compagnie toutes ou aucune des dépenses incidentes à sa formation et à son organisation, ou que la compagnie considérera préliminaires;

(*z*) Etablir des agences et succursales;

(*aa*) Exercer tous ou aucun des objets de la compagnie et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme mandants, agents, entrepreneurs, ou autrement, et soit seule ou conjointement avec d'autres;

(*bb*) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou qui peuvent conduire à la réalisation des objets et à l'exercice des pouvoirs de la compagnie, sous le nom de "Baie Comeau Company", avec un capital total de un million de dollars ($1,000,000.00), divisé en dix mille (10,000) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Baie Comeau, comté de Saguenay, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février, 1937.

ARMAND VIAU,

1377 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

appropriate any of the company's shares, debentures, or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*u*) To procure the company to be registered and recognized in any foreign country or place, and to designate persons therein according to the laws of such foreign country or place to represent the company and to accept service for and on behalf of the company of any process or suit;

(*v*) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares in the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*w*) To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise, any other company with which the company may have business relations or any of whose shares, debentures or other obligations are held by the company and to guarantee the performance or fulfilment of any contracts or obligations of any such company or of any person with whom the company may have business relations, and in particular to guarantee the payment of the principal of and interest on debentures or other securities, mortgages and liabilities of any such company;

(*x*) Subject to the provisions of Section 81 of the Quebec Companies' Act, to distribute among the shareholders of the company in kind, specie or otherwise, any property or assets of the company including any proceeds of the sale or disposal of any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities of or in any other company belonging to the company, or of which it may have the power to dispose;

(*y*) To pay out of the funds of the company all or any of the expenses of or incidental to the formation and orgnization thereof, or which the company may consider to be preliminary;

(*z*) To establish agencies and branches;

(*aa*) To carry out all or any of the objects of the company and do all or any of the above things as principal, agent, contractor, or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*bb*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and the exercise of the powers of the company, under the name of "Baie Comeau Company", with a total capital stock of one million dollars ($1,000,000.00) divided into ten thousand (10,000) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Baie Comeau, in the County of Saguenay, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February 1937.

ARMAND VIAU,

1378–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Ricanaw Mines, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février, 1937, constituant en corporation: Aldéric Archambault, J.-Philippe

"Ricanaw Mines, Limited".

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1937, incorporating: Aldéric Archambault, J. Philippe Beaulac, Accountants,

Beaulac, comptables, Gisèle Villeneuve, Georgette Chaput, filles majeures, sténographes, tous de la cité de Montréal, et Blanche Aubuchon, fille majeure, sténographe de la cité d'Outremont, tous du district de Montréal, dans les buts suivants:

(1) Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minéraux;

(2) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains miniers, droits de mine, droit de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées se rapportant aux objets ci-dessus mentionnés;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chapitre 80), en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses serviteurs ou ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

(8) Recevoir, détenir ou disposer d'actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises ou travaux;

(9) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie en actions libérées, si telles personnes ou compagnies y consentent, et assumer les dettes et charges y afférentes;

(10) Faire tous tels autres actes et opérations qui sont un accessoire à ceux précités ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle a été constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Ricanaw Mines Limited (Libre de responsabilité personnelle)", avec un capital total de deux millions de dollars ($2,000,000.00), divisé en deux millions (2,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1373 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

Gisèle Villeneuve, Georgette Chaput, Spinsters, Stenographers, all of the City of Montreal, and Blanche Aubuchon, Spinsters, Stenographer, of the city of Outremont, all of the District of Montreal, for the following purposes:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell, otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess, and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patents rights of invention, or the right to make use of each apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercise all the powers enumerated in section 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chapter 80) in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the Company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts, rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this Act, and pay for the same in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid up shares, and undertake the debt and charges of the same;

(10) Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Ricanaw Mines Limited (No personal liability)", with a total capital stock of two million dollars ($2,000,000.00) divided into two million (2,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1374–o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Bourlamaque Gold Mines, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province

"Bourlamaque Gold Mines, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the

de Québec, des lettres patentes, en date du seizième jour de février, 1937, constituant en corporation: René Chênevert, Paul Desy, Georges Desranleau, avocats, Germaine Boisvert et Gilberte Lemire, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des Mines de Québec et sans restreindre en aucune manière ses pouvoirs généraux:

(1) Faire des explorations et des recherches, pour découvrir des mines et des minéraux;

(2) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autre manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

(8) Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises et travaux;

(9) Acquérir les biens, entreprises, propriétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce, qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

(10) Faire tous tels actes et opérations qui sont des accessoires à ceux ci-dessus mentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Bourlamaque Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions de dollars ($3,000,000.00), divisé en trois millions (3,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce seizième jour de février, 1937.

ARMAND VIAU,

1379 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

Province of Quebec, bearing date the sixteenth day of February, 1937, incorporating: René Chênevert, Paul Desy, Georges Desranleau, advocates, Germaine Boisvert and Gilberte Lemire, both spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act and without in any way restricting its general powers to:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercice all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise and works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business, which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such acts and operation accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Bourlamaque Gold Mines Limited" (No Personal Liability) with a total capital stock of three million dollars ($3,000,000.00), divided into three million (3,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this sixteenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1380—o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Bourlamaque Gold Mines, Limited".
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du septième jour de février, 1937, constituant en corporation: René Chênevert, Paul Desy, Georges Desranleau, avocats, Germaine Boisvert et Gilberte Lemire, toutes deux filles majeures, sténographes, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

Sans affecter la Loi des Mines de Québec et sans restreindre en aucune manière ses pouvoirs généraux:

(1) Faire des explorations et des recherches, pour découvrir des mines et des minéraux;

(2) Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque autres manière que ce soit, le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces dits minerais par quelque procédé que ce soit, et les vendre ou autrement en disposer;

(3) Acquérir, louer, posséder et aliéner des mines, terrains, droits de mine, droit de préemption ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

(4) Construire, entretenir et exploiter, sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe ou de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aquedues, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars nécessaires ou utiles pour ses opérations;

(5) Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80), en la manière y prescrite;

(6) Fabriquer, acheter, et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils requis par la compagnie ou par ses employés et ouvriers;

(7) Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires à ses opérations et au transport de ses produits;

(8) Recevoir, détenir et disposer d'actions, d'obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière en paiement de minéraux, terrains, marchandises et travaux;

(9) Acquérir les biens, entreprises, proprétés, privilèges, franchises, contrats ou droits de personnes ou compagnies exerçant aucune industrie ou commerce, qu'elle peut elle-même exercer en vertu de cette loi et les payer en tout ou en partie, si telle personne ou compagnie y consent, avec des actions acquittées, et en assumer les dettes et charges;

(10) Faire tous tels actes et opérations qui sont des accessoires à ceux ci-dessus mentionnés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourornt aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Bourlamaque Gold Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de cinq millions de dollars ($5,000,000.00), divisé en cinq millions (5,000,000) d'actions de un dollar($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

"Bourlamaque Gold Mines, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1937, incorporating: René Chênevert, Paul Desy, Georges Desranleau, advocates, Germaine Boisvert and Gilberte Lemire, both spinsters, stenographers, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

Without affecting the Quebec Mining Act and without in any way restricting its general powers to:

(1) Prospect and explore for mines and minerals;

(2) Carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever, and sell or otherwise dispose thereof;

(3) Acquire, lease, possess and alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

(4) Build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores necessary or useful to its operations;

(5) Exercice all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act, (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

(6) Manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus required by the company or its servants or workmen;

(7) Build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

(8) Receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise and works;

(9) Acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business, which it itself may carry on under this Act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

(10) Do all such acts and operation accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incur no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the Company for its shares, under the name of "Bourlamaque Gold Mines Limited" (No Personal Liability) with a total capital stock of five million dollars ($5,000,000.00), divided into five million (5,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the Company, will be at Montreal, in the district of Montreal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février, 1937.

ARMAND VIAU,

1381 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1382—o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Cassels Duval Mines, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du vingt-cinquième jour de février 1937, constituant en corporation: Carleton Woodford Allen, ingénieur, Alastair George Mackinnon, secrétaire et James Alexander Symington, commis, tous de la cité de Montréal, province de Québec, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minerais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder, aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, force hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécessaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chapitre 80), en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir, détenir et aliéner les actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits des personnes ou compagnies exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer en tout ou en partie, si ces personnes ou compagnies y consentent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire à ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle au delà du montant du prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie pour ses actions, sous le nom de "Cassels Duval Mines, Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de trois millions cinq cent mille dollars ($3,500,-

"Cassels Duval Mines, Limited".

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under of Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty fifth day of February, 1937, incorporating: Carleton Woodford Allen, engineer, Alastair George Mackinnon, secretary, and James Alexander Symington, clerk, all of the city of Montreal, in the Province of Quebec, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purposes of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (chapter 80), in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employe the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying on any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. To do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

The shareholders shall incure no personal responsibility in excess of the amount of the price paid or agreed to be paid to the company for its shares, under the name of "Cassels Duval Mines, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of three million five hundred thousand dollars ($3,500,000.), divided into three

000.00), divisé en trois millions cinq cent mille actions d'une valeur au pair de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-cinquième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1383 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

million five hundred thousand (3,500,000) shares of the par value of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty fifth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1384-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Church Ross Construction Company, Limited"

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-septième jour de février, 1937, constituant en corporation: Gordon Murphy Webster et Jean Loranger, avocats, tous deux de la cité de Westmount, et Joseph Clifford Savage, avocat, de la cité de Saint-Lambert, district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Acquérir, comme entreprise en exploitation, le commerce présentement exercé dans les cité et district de Montréal, par M. Jas. W. Ross, les deux, en son propre nom et au nom enregistré de "Church Ross Company, Reg'd.;

2. Agir comme et exercer le commerce d'entrepreneurs généraux, entrepreneurs spéciaux, excavateurs, maçons, briqueteurs, plâtriers, constructeurs, menuisiers, couvreurs, vitriers et poseurs d'installations et constructeurs;

POUVOIRS

3. Faire les affaires d'une compagnie foncière, d'immeuble, de construction et de développement en général dans toutes ses spécialités et en rapport avec tels objets acheter comme placements ou revente, acquérir par achat, bail, nantissement, transport et contrat, prendre, recevoir, utiliser, échanger, vendre à l'enchère et arrenter par concessions ou autre titre légal et de toute autre façon quelconque et faire le trafic, détenir, soit en permanence ou en attendant d'en décider la disposition ou autrement et posséder, employer, gérer, contrôler, administrer, opérer, exploiter, protéger, préserver, supporter, travailler, surveiller, vendre, arrenter, prendre à bail, autoriser, transporter, louer, émettre, céder, troquer et disposer de toute façon ou manière quelconque et hypothéquer, nantir, gager, céder, charger ou grever en aucun temps et de temps à autre aux termes, prix, sommes et pour telle considération et / ou conditions que la compagnie jugera à propos; développer, améliorer, consolider, unir, subdiviser, préparer et généralement faire le commerce et le négoce, de toute façon ou manière quelconque, de propriété de toutes sortes, qu'elles soient personnelles, mobilières, immobilières, réelles ou mixtes et situées en n'importe quel endroit, droits et privilèges de toutes sortes et descriptions, et comprenant, sans limiter en aucune manière la généralité de ce qui précède, bail et / ou autres terrains, emplacements, lots de ville, héritages, terres à bois et limites forestières, licences, pouvoirs d'eau et privilèges, du terrain, des bâtisses et des propriétés mobilières et immobilières d'aucune tenure et description, et aucun immeuble ou intérêt afférent, et aucuns droits s'y rapportant, et les faire valoir, comme on le croira bon, et particulièrement en les disposant en lots à bâtir, et en construisant, reconstruisant, altérant, améliorant, décorant, meublant et entretenant des logements, maisons, conciergeries, bureaux, fabriques, entrepôts, boutiques, quais, bâtisses, travaux et commodités de toute espèce, comprenant, sans limiter le sens

---

"Church Ross Construction Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the seventeenth day of February, 1937, incorporating: Gordon Murphy Webster and Jean Loranger, advocates, both of the city of Westmount, and Joseph Clifford Savage, advocate, of the city of Saint Lambert, district of Montreal, for the following purposes:

1. To acquire as a going concern the business presently carried on in the city and district of Montreal, by Mr. Jas. W. Ross, both in his own name and in the registered name of Church Ross Company, Reg'd.;

2. To act and carry on business as general contractors, special contractors, excavators, masons, bricklayers, plasterers, erectors, carpenters, roofers, installers, glaziers and builders;

POWERS

3. To carry on the business of a land, real estate, construction and general development company in all its branches and in connection therewith to purchase for reinvestment or resale, acquire by purchase, lease, pledge, conveyance and contract, take, receive, make use of, exchange, auction and rent by concession or other legal title and otherwise howsoever and to traffic in, hold, whether permanently or pending decision as to disposition or otherwise and to own, employ, manage, control, administer, operate, exploit, protect, preserve, support, work, superintendent, sell, rent, hire, license, convey, lease, grant, cede, barter and to dispose of in any way or manner whatsoever and to hypothecate, mortgage, pledge, cede, charge or encumber at any time and from time to time on such terms, at such prices, in such sums and for such consideration and / or conditions as the company may deem proper; develop, improve, consolidate, connect, subdivide, lay out and generally deal in and with in any way or manner whatsoever, property of all kinds, whether the same be personal, moveable, immoveable, real or mixed and wheresoever situate, rights and privileges of all kinds and descriptions, and including, without in any way limiting the generality of the foregoing, lease and / or other lands, building sites, town sites, hereditaments, timber lands and limits, licenses, water powers and privileges, land, buildings and moveable and immoveable property of any kind, tenure or description, and any estate or interest therein and any rights over or connected therewith and to turn the same to account as may seem expedient and in particular by preparing building sites, and by constructing, reconstructing, altering, improving, decorating, furnishing and maintaining flats, houses, apartments, offices, factories, warehouses, shops, wharves, buildings, works and conveniences of all kinds, including, but without limiting the generality of the foregoing, private residences and buildings specially designed to provide facilities and accommodation for persons, firms and corpo-

général de ce qui précède, des résidences et des bâtiments adaptés spécialement pour faciliter et accommoder les personnes, firmes et corporations qui requièrent un local pour bureaux, magasins, banque, restaurant, fins industrielles ou autres fins commerciales, et en consolidant ou reliant ou subdivisant les propriétés, et en les louant, exploitant et aliénant; administrer les terrains, bâtiments et autres propriétés situées tel que susdit, appartenant ou non à la compagnie, percevoir les loyers et revenus, fournir aux locataires, occupants et autres les rafraîchissements, les serviteurs, les messagers, l'éclairage, des salles d'attente, de lecture, de réunion, d'opération, de cercle, salles de toilette, la buanderie, commodités électriques, garages, étables, ainsi que d'autres avantages, services, accessoires, selon leur profession ou occupation;

rations requiring premises for office, store, bank, restaurant, manufacturing or other commercial purposes, and by consolidating or connecting or sub-dividing properties and by leasing, operating and disposing of same; to manage land, buildings and other property situate as aforesaid, whether belonging to the company or not, and to collect rents and income, and to supply to tenants occupiers and others refreshments, attendants, messengers, light, waiting rooms, reading rooms, meeting rooms, operating rooms, club rooms, lavatories, laundry conveniences, electric conveniences, garages, stables and other advantages, service and supplies, according to their profession or business;

4. Exercer en général les affaires d'une compagnie de finance, de placement et de gestion et souscrire, acheter ou autrement acquérir, détenir, acquérir par achat, vendre ou négocier des actions titres, bons, débentures, valeurs, obligations et titres de créance de toutes sortes, émis ou garantis par toute personne, firme, compagnie ou corporation, ou par tout gouvernement, corps ou autorité publics, soit au Canada ou ailleurs, et faire affaires comme courtiers et agents financiers;

4. To carry on the general business of a finance investment and management company and to underwrite, purchase or otherwise acquire, hold, buy, sell or deal in shares, stocks, bonds, debentures, securities, obligations and evidences of indebtedness of all kinds, issued or guaranteed by any person, firm, company or corporation, or by any Government, public body or authority, whether in Canada or elsewhere, and to carry on business as brokers and financial agents;

5. Exercer les fonctions qui consistent à promouvoir, rechercher, organiser, réorganiser, développer, contrôler, établir, administrer, surveiller, maintenir et opérer, exercer, liquider et disposer des entreprises commerciales et industrielles et affaires et entreprises de toutes sortes et descriptions et conseiller et aider toute personne, firme ou corporation en rapport avec toute telle affaire; agir comme agents ou procureurs pour la transaction de toute affaire, l'administration d'immeubles, la vente de propriété et le placement et la perception d'argent; agir pour d'autres dans le placements de fonds et conduire les affaires générales d'un agent de contrôle, de placement et d'un agent financier en général, d'une compagnie de promotion et de courtage et d'une agence d'immeubles et de prêts;

5. To carry on the business of promoting, investigating, organizing, re-organizing, developing, controlling, establishing, administering, supervising, maintaining and operating, carrying on, winding up and disposing of commercial and industrial enterprises and businesses and undertakings of all kinds and descriptions and to advise and assist any person, firm or corporation in connection with any such business; to act as agents or attorneys for the transaction of any business, the management of estates, the sale of property and the investment and collection of moneys; to act for others in the investment of funds and to conduct the general business of a holding, investment, general financial agent, promoting and brokerage company and real estate and loan agency;

6. Faire et exercer les opérations et activités d'évaluateurs, et estimateurs dans toutes ou aucune de leurs spécialités respectives, et, à cet effet, enquêter, examiner et faire rapport et / ou employer, engager, nommer et désigner des experts, spécialistes, inspecteurs et arbitres, enquêter et examiner et faire rapport de la condition, perspectives, valeurs, revenu, taxation, évaluation, achat, vente, hypothèque, bail, location, échange, caractère et circonstances de tous biens réels, personnels, mobiliers et / ou immobiliers, industries et entreprises commerciales et généralement, de tous biens, propriétés ou droits; et exercer le commerce d'agents d'immeubles, facteurs, experts, évaluateurs, courtiers en immeubles et assurances, entrepreneurs et constructeurs, et faire un commerce d'agence de courtage d'immeubles et un commerce à commission en général, y compris l'administration de biens-fonds;

6. To carry on and engage in the businesses and activities of assessors and appraisers in all or any or their respective branches and, in that connection, to investigate, examine into and report and / or to employ, engage, nominate and appoint experts, specialists, supervisors and arbitrators, to investigate, examine into and report the condition, prospects, value, revenue, taxation, assessment, purchase, sale, mortgage, lease, hire, exchange, character and circumstances of any real, personal, moveable and / or immoveable property, business concerns and undertakings and generally, of any assets, property or rights; and to carry on business as real estate agents, factors, experts, valuators, realty and insurance brokers, contractors and builders, and do a general real estate brokerage agency and commission business, including the management of estates;

7. Prendre part à la gestion, surveillance ou contrôle de tous biens, mobiliers et/ou immobiliers, réels et personnels et du commerce ou opérations de toute compagnie ou entreprise et pour cette fin nommer et rémunérer tous directeurs, comptables et / ou experts et / ou agents;

7. To take part in the management, supervision or control of moveables and / or immoveables, real and personal properties and of the business or operations of any company or undertaking and for that purpose to appoint and remunerate any directors, accountants and / or experts and / or agents;

8. Conclure tous arrangements avec tous bureaux d'évaluateurs, autorité ayant droit de taxer ou autre autorité municipale, locale ou autrement, qui semblent nécessaires aux objets de la

8. To enter into any arrangements with any boards of assessors, taxation and other authorities, municipal, local or otherwise, that may seem conducive to the company's objects or any

compagnie ou aucun d'eux et obtenir de toutes telles autorités tous droits, privilèges, et assignations que la compagnie croira désirable d'obtenir;

9. Promouvoir des intérêts mécaniques et incidents entre les différents métiers de construction; établir de justes et équitables principes de commerce, maintenir l'uniformité dans l'adjudication de contrats pour l'érection d'édifices; acquérir, conserver et disséminer des renseignements commerciaux utiles; régler en autant que la chose est praticable, les controverses et mésententes qui peuvent s'élever entre les individus, firmes et corporations engagés dans diverses poursuites individuelles appartenant à l'industrie du bâtiment et pourvoir aux moyens effectifs pour la prévention des abus et impôts sur les divers métiers;

10. Prendre et détenir des mortgages, hypothèques, privilèges, nantissements, charges et toute autre sorte de garanties pour garantir le paiement de tout argent dû à la compagnie ou toutes avances faites par la compagnie;

11. Aider et assister au moyen de boni, avances d'argent ou autrement, avec ou sans garantie, des colons et futurs colons sur toutes terres appartenant à ou vendues par la compagnie ou dans le voisinage des dites terres, et généralement promouvoir la colonisation de telles terres;

12. Construire, améliorer et entretenir, ou aider à la construction et l'entretien de routes, ponts, barrages, quais, viaducs, aqueducs, cours d'eau, biez, lignes de tuyaux, égouts, puits et autres travaux nécessaires ou avantageux pour les fins de la compagnie;

13. Faire des prêts et donner crédit, et prendre ou acquérir autrement et assumer ou garantir de toute façon ou manière, l'exécution de toute obligation de ou le paiement du capital ou des intérêts ou dividendes sur les titres, actions, obligations, débentures ou autres valeurs de, et payer de toute autre manière, toute personne, firme, compagnie, cité, ville, village ou municipalité avec lesquels la compagnie a, ou pourrait avoir des relations d'affaires, ou dans les affaires, les propriétés ou la prospérité desquels la compagnie a, dans l'opinion du conseil d'administration, ou pourrait désirer d'acquérir un intérêt;

14. Agir comme agents et courtiers pour la transaction d'aucun commerce, administration de successions, vente de propriété, le placement, la manipulation, le prêt, le paiement, la transmission et la perception de deniers pour l'achat, vente, amélioration, développement et gérance d'aucune propriété, commerce ou entreprise pour aucun individu, corporation, firme ou cour de justice, et prendre, recevoir, détenir, transférer et transporter tous biens, immobiliers ou mobiliers, meubles ou immeubles, qui pourraient être concédés, transportés ou confiés à la présente compagnies aux fins sus-énoncées;

15. Exercer le commerce de courtiers en assurance, et agir comme agents d'assurances, et représenter aucune ou toutes compagnies, firmes ou individus engagés dans toute spécialité du dit commerce, et accepter ou payer toutes commissions ou rémunérations pour services rendus;

16. Promouvoir, organiser, administrer ou développer ou aider à la promotion, l'organisations, l'administration ou le développement de toute corporation, compagnie, syndicat, entreprise ou exploitation et entreprendre, administrer, aliéner de toute manière quelconque toute affaire ou entreprise dans lesquelles la compagnie aurait des intérêts ou dans les valeurs desquelles la compagnie aurait placé des fonds;

17. Emettre des débentures, actions-débentures, bons, obligations et garanties de toutes sortes

of them, and to obtain from any such authority any rights, privileges and assignments which the company may think desirable to obtain;

9. To promote mechanical and incidental interests among the several building trades; to establish just and equitable principles of trade, and maintain uniformity in the letting of contracts for the erection of buildings; to acquire, preserve and disseminate valuable business information; to adjust as far as practicable, controversies and misunderstandings arising between individuals, firms and corporations engaged in various individual pursuits belonging to the building trades, and to provide effective means for the prevention of abuses and impositions on the various trades;

10. To take and hold mortgages, hypothecs, privileges, liens, charges and any other kind of security to secure payment of any money due to the company or any advances made by the company;

11. To assist and aid by way of bonus, advances of money or otherwise, with or without security, settlers and intending settlers upon any lands belonging to or sold by the company or in the neighbourhood of said lands, and generally to promote the settlement of such lands;

12. To construct, improve and maintain, or aid in the contruction and maintenance of roads, bridges, dams, piers, viaduct, aqueducts, waterways, flumes, pipe-lines, sewers, wells and other works necessary or convenient for the purposes of the company;

13. To lend money or credit to, and to take or otherwise acquire and to assume or guarantee in any way or manner the fulfilment of any obligation of or the payment of the principal of or interest or dividends on the stock, shares, bonds, debentures or other securities of, and to pay in any other manner any person, firm, company, city, town, village or municipality with which the company has or may have business relations or in the affairs, property or prosperity of which the company has, in the opinion of the directors, or may wish to acquire an interest;

14. To act as agents and brokers for the transaction of any business, the management of estates the sale of property, the investment, handling, loan, payment, transmission and collection of money for the purchase, sale and improvement, development and management of any property, business or undertaking for any individual, corporation, firm or court of law, and to take, receive, hold, transfer and convey all property, real or personal, moveable or immoveable, which may be granted, conveyed or committed to the company for the purposes aforesaid;

15. To carry on the business of insurance brokers and to act as insurance agents, and to represent any and all companies, firms or individuals engaged in any branch of the said business, and to accept or pay any commissions or other remunerations for services rendered;

16. To promote, organize, manage or develop or to assist in the promotion, organization, management or development of any corporation, company, syndicate, enterprise or undertaking or to take over, manage and dispose of in any manner whatsoever any business or undertaking in which the company may be interested or in the securities of which it may have invested its funds;

17. To issue debentures, debenture stocks, bonds, obligations and securities of all kinds and

et les rédiger, les constituer et les garantir comme il semble convenable, avec plein pouvoir de les rendre transférables par livraison ou acte de transfert ou autrement et soit rachetables, convertibles ou autrement, les grever ou les garantir par acte de fiducie ou autrement sur l'entreprise de la compagnie, ou sur des biens spécifiques et droits présents et futurs de la compagnie, ou autrement de quelque manière que ce soit;

18. Acquérir ou se charger de la totalité ou d'une partie quelconque de l'industrie, des biens et engagements ou de l'actif de toute personne, société ou compagnie exerçant une industrie que la présente compagnie a l'autorisation d'exercer, ou possédant des biens convenant aux fins de la présente compagnie; et émettre des actions libérées ou des obligations ou les deux en paiement du prix d'achat;

19. Promouvoir et devenir actionnaire d'une ou plusieurs compagnies, dans le but d'acquérir la totalité ou une partie quelconque des biens et engagements de la compagnie, ou pour toutes autres fins de nature à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie, garantir aussi le remboursement du capital, le service des dividendes et intérêts sur les actions, parts, obligations, débentures et autres valeurs, ainsi que l'exécution des contrats par aucune telle compagnie;

20. S'associer ou conclure des conventions au sujet du partage des profits ou dépenses, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personnes, société, association ou compagnie exerçant ou exploitant, ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction qui pourrait être conduite de façon à profiter directement ou indirectement à la présente compagnie; et prêter des fonds, garantir les contrats ou aider autrement cette dite personne, société, association ou compagnie et prendre ou acquérir autrement des actions et valeurs de toute telle société, association ou compagnie et les vendre, les détenir, les revendre avec ou sans garantie, ou en disposer autrement;

21. Demander, obtenir, acquérir par cession, transfert, achat ou autrement, et exercer, exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchise, concession droits ou privilèges qu'un gouvernement ou autre autorité ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'accorder, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, les obligations et les biens quelconques de la compagnie pour en défrayer les frais, charges et dépens nécessaires;

22. Prélever et aider à prélever de l'argent, aider au moyen de boni, prêt, promesse, endossement, garantie d'obligations, débentures ou d'autres valeurs, ou autrement, aucun autre individu, firme, compagnie ou corporation avec lesquels la compagnie serait en affaires, et garantir l'exécution des contrats par aucune telle compagnie ou corporation;

23. Placer et employer les deniers disponibles de la compagnie de la manière qui sera de temps à autre déterminée;

24. Distribuer, en espèces ou autrement, comme dividendes déclarés légalement à même le surplus ou profits nets de la compagnie ou de la manière prévue dans l'article 81 de la Loi des compagnies de Québec, les biens quelconques de la compagnie entre ses membres ou actionnaires et en particulier les actions, les obligations, les débentures ou autres valeurs reçues comme considération de la vente de la totalité ou d'aucune partie

to frame, constitute and secure the same as may seem expedient with full power to make the same transferable by delivery or by instrument of transfer or otherwise, and either redeemable, convertible or otherwise, to charge or secure the same by trust deed or otherwise on the undertaking of the company or upon any specific property and rights, present and future, of the company or otherwise howsoever;

18. To acquire or undertake the whole, or any part of the business, property and liabilities or assets of any individual, partnership or company carrying on any business which the company is authorized to carry on or possessed of property suitable for the purposes of the company; to issue paid up shares, or bonds, or both for the payment of the purchase price thereof;

19. To promote and become a shareholder in any company or companies for the purpose of acquiring all or any of the property and liabilities of the company or for any other purpose which may seem directly or indirectly calculated to benefit the company and to guarantee payment of the principal of and dividends and interest on the shares, stock, bonds, debentures and other securities of and the performance of contracts by any such company;

20. To enter into partnership or into any arrangement for sharing of profits, or expense, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concessions or otherwise with any person, partnership, association or company carrying on or engaged in, or about to carry on or engage in, or any business or transaction which may seem capable of being conducted so as directly or indirectly to benefit the company; and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such person, partnership, association or company, and to take or otherwise acquire shares and securities of any such partnership, association or company and to sell, hold, resell with or without guarantee or otherwise deal with the same;

21. To apply for, secure, acquire by assignment, transfer, purchase, or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, rights or privileges, which any government or other authority or any corporation or other public body may be empowered to grant and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, bonds and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

22. To raise and assist in raising money for, and to aid by way of bonus, loan, promise, endorsement, guarantee of bonds, debentures or other securities or otherwise, any other person, firm, company or corporation with whom the company may have business relations and to guarantee the performance of contracts by any such company or corporation;

23. To invest and deal with the moneys of the company not immediately required in such manner as from time to time may be determined;

24. To distribure in specie or otherwise, as dividends legally declared out of the surplus or net profits of the company or in the manner provided for by Section 81 of the Québec Companies' Act, any assets of the company among its members or shareholders and particularly any shares, bonds, debentures or other securities received as the consideration of the sale of the whole or any portion of the property of the

des biens de la compagnie, ou les actions, obligations, débentures ou autres valeurs d'aucune autre compagnie formée pour assumer la totalité ou une partie quelconque de l'actif et du passif de la présente compagnie;

25. Se joindre ou se fusionner avec aucune autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

26. Louer, vendre ou autrement aliéner l'industrie, les biens ou l'entreprise de la compagnie, en tout ou en partie, pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour des actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie ayant des objets en tout ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

27. Emprunter des fonds sur le crédit de la compagnie et émettre des bons, débentures ou autres valeurs de la compagnie ou les donner en gage ou les vendre pour les sommes et prix jugés convenables;

28. Hypothéquer, grever, céder, transférer ou engager toute propriété mobilière ou immobilière, présente ou future, appartenant à la compagnie, comme garantie de toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres valeurs que cette compagnie est légalement autorisée à émettre, ou toutes sommes d'argent empruntées pour les fins de la compagnie;

29. Exploiter toute autre industrie ou exercer toute autre activité que les directeurs jugeront incidents ou avantageux à la réalisation des objets de la compagnie, ou susceptibles d'augmenter directement ou indirectement à la valeur de ou rendre profitable aucun des biens et droits de la compagnie;

30. Poursuivre, exercer et exploiter les objets et pouvoirs sus-énumérés et tous les autres objets et pouvoirs nécessaires ou utiles, et soit comme ou par l'entremise de principaux, agents, procureurs, entrepreneurs, facteurs, gérants, bailleurs, locataires ou autrement et soit seuls ou conjointement avec d'autres et poursuivre, exercer et exploiter l'un quelconque ou plusieurs de tels objets et pouvoirs sans égard aux autres, tels objets et pouvoirs étant censés être distincts et indépendants les uns des autres et ne pas être limités par le nom de la compagnie, et aucune clause des présentes ne sera interprétée comme étant limitée dans son sens général par les termes de toute autre clause ou comme limitant les pouvoirs généraux conférés par les lois de la province de Québec;

Et il est ordonné et déclaré que dans le cas où la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont un ou plusieurs de ses directeurs sont membres ou employés, ou avec toute corporation ou association dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs, officiers ou employés, tels contrat ou transaction ne seront pas invalidés ou affectés en aucune manière par le fait que ce directeur ou ces directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ces contrats ou transactions qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire soit nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, pourvu toutefois que, dans pareil cas, le fait que tel intérêt existe soit déclaré aux autres directeurs ou actionnaires affectés par tels contrat ou transaction, sous le nom de "Church Ross Construction Company, Limited".

Le capital-actions de la compagnie sera divisé en quatre cent quatre-vingt-dix (490) actions ordinaires de cent dollars ($100.00) chacune.

company, or the shares, bonds, debentures or other securities of any other company formed to take over the whole or any part of the assets or liabilities of this company;

25. To consolidate or amalgamate with any other company having objects similar in whole or in part to those of this company;

26. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company;

27. To borrow money on the credit of the company and to issue bonds, debentures or other securities of the company and to pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

28. To hypothecate, mortgage, cede, transfer or pledge any property, movable or immovable, present or future, belonging to the company for the purpose of securing any bonds, debentures, debenture stock or other securities which the company is by law entitled to issue, or any money borrowed for the purposes of the company;

29. To carry on any other business or engage in any other activity deemed by the directors to be incidental or conducive to the attainment of the objects of the company or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property and rights;

30. To pursue, exercise and carry on the objects and powers hereinbefore set forth and all other necessary or useful objects and powers, and either as or by and through principals, agents, attorneys, contractors, factors, managers, lessors, lessees or otherwise, and either alone or in conjunction with others and to pursue, exercise and carry on any one or more of such objects and powers without regard to the others, such objects and powers being deemed to be several and not dependent on each other and not limited by the name of the company, and no clause hereof shall be construed as limited in its generality by the terms of any other clause or as limiting the general powers conferred by the laws of the Province of Quebec;

And it is ordained and declared that in case the company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members or employees, or with any other corporation or association of which one or more of its directors are stockholders, directors, officers or employees, such contract or transaction shall not be invalidated or in any wise affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interests of the company, even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the company upon such contract or transaction; provided, however, that in any such case, the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or stockholders acting upon or in reference to such transaction or contract, under the name of "Church Ross Construction Company, Limited".

The capital of the company will be divided into four hundred and ninety (490) common shares of one hundred dollars ($100.00) each.

Les dites actions sont et seront sujettes aux droits, privilèges et / ou restrictions suivantes:

(*a*) Nul transfert d'actions ne sera fait par aucun actionnaire, héritier,e xécuteur ou représentant de tout actionnaire, à toute personne qui n'est pas déjà actionnaire de cette compagnie sans le consentement au préalable du bureau de direction acquis et obtenu d'abord de la manière ci-dessus énoncée;

(*b*) Dans le cas où une personne désirerait disposer de son ou ses actions dans cette compagnie, elle devra en premier lieu aviser le bureau de direction par lettre recommandée de son désir de disposer ainsi de telle action ou telles actions, indiquant le prix qu'elle désire vendre telle action ou le montant par action de toute offre d'achat que tel actionnaire a déjà reçue, et le bureau de direction devra, dans les huit jours à compter de l'émission de l'avis, indiquer à tel actionnaire un ou plusieurs actionnaires existant déjà qui seront autorisés à acheter des actions à tel prix par action;

Dans le cas où le bureau de direction indiquerait à tel actionnaire désirant vendre son ou ses actions, un actionnaire déjà existant, ou autre personne acceptable par le bureau de direction, qui est disposé à payer le prix ainsi fixé, tel actionnaire désirant vendre, vendra telle action ou actions à tel actionnaire déjà existant ou à telle autre personne seulement, tel qu'indiqué;

Dans le cas où le bureau de direction ferait défaut, négligerait ou refuserait d'indiquer, dans tel délai, un ou plusieurs actionnaires, ou telle autre personne acceptable, disposés à acheter telles actions ou action au prix ainsi fixé, alors tel actionnaire désirant vendre ses actions pourra à son gré en disposer à tel prix par action, sans autre notification ou consentement du bureau de direction;

Le nombre des actionnaires, à l'exception des employés de la compagnie, sera limité à vingt;

Aucun appel ne sera fait au public pour faire souscrire ses actions.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, dans le district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce dix-septième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1385 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

The said shares are and shall be subject to the following rights, privileges and / or restrictions;

(*a*) No transfer of shares shall be made by any shareholder, heir, executor, or representative of any shareholder, to any person not already a shareholder of this company, without the prior consent of the Board of Directors first had and obtained in the manner hereinabove set forth;

(*b*) In the event of any person wishing to dispose of his shares or shares in this company, he shall first notify the Board of Directors, by registered mail, of his desire to so dispose of such share or shares, indicating the price per share at which he desires to sell the same or the amount per share of any offer to purchase such shareholder has already received, and the Board of Directors shall, within eight days from the giving of such notice, indicate to such shareholder one or more already existing shareholders who shall be allowed to purchase shares at such price per share;

In the event of the Board of Directors indicating to such shareholder desiring to sell his share or shares, an already existing shareholder, or other person acceptable to the Board of Directors, who is prepared to pay such price so fixed, such shareholder desiring to sell shall sell such share or shares to such already existing shareholders, or such other person only, so indicated;

In the event of the Board of Directors failing, neglected or refusing to indicate, within such delay, one or more shareholders, or such other acceptable person, prepared to purchase such share or shares at such price so fixed, then such shareholder desiring to sell his shares shall be at liberty to dispose of the same at such price per share, without further notification or consent of the Board of Directors;

The number of shareholders, exclusive of the employees of the company, shall be limited to twenty;

No invitation shall be made to the public for subscription to these shares.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this seventeenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1386-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"J. Ornstein, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S.R.Q., 1925, des lettres patentes en date du quinzième jour de février, 1937, constituant en corporation: Joseph Ornstein et Max Ornstein, tous deux pelletiers, Louis Livingstone, vendeur, tous de Moatréal, P. Q., dans les buts suivants:

Exercer l'industrie et le commerce d'importateurs, exportateurs, manufacturiers, marchands et commerçants en gros et en détail de fourrures de toutes sortes, peaux vertes et préparées, habits de fourrure, vêtements de toutes sortes, faits totalement ou partiellement de fourrure, marchandises sèches, fournitures pour tailleurs, soies, satins, lainages, étoffes tissées de toutes sortes, articles en drap et en coton en général; exercer toutes ou l'une quelconque des opérations de pelletiers, drapiers, tailleurs, marchands

"J. Ornstein, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R.S.Q., 1925, bearing date the fifteenth day of February, 1937, incorporating: Joseph Ornstein and Max Ornstein, both Furriers, Louis Livingstone, Salesman, all of Moatreal, P. Q., for the following purposes:

To carry on the trade and business of importers, exporters, manufacturers, wholesale and retail dealers and jobbers in furs of all kinds, raw and dressed skins, fur fabrics, garments of all kinds made wholly or partly of fur, dry goods, tailors' trimmings, silks, satins, woollens, textile fabrics of all kinds, cloth and cotton goods generally; to carry on all or any of the business of furriers, clothiers, tailors, drapers, haberdashers, hosiers, milliners, costumers, hatters, glovers, manufacturers, importers and wholesale and

de drap, merciers, bonnetiers, modistes, costumiers, chapeliers, gantiers, manufacturiers, importateurs et marchands en gros et en détail de coton et d'étoffe tissées de toutes sortes, de fourrure et garnitures de robes, passementries, soutaches, ornements, dentelles, boutons, nouveautés, articles en cuir, habits et vêtements de toute description; agir comme agents, marchands à commission ou représentants; exercer un commerce général de manufacturiers de fourrures et acheter, acquérir, détenir, échanger faire le commerce et de toute autre manière aliéner ou vendre à commission ou autrement des fourrures ou tous autres articles de vêtements, et agir comme agent, courtier ou manufacturiers dans toute telle transaction pour toute personne, firme, ou corporation et en général exercer et diriger le commerce de manufacturiers ou de courtiers;

retail dealers in cotton and textile fabrics of all kinds, fur and dress trimmings, braids, cords, ornaments, laces, buttons, novelties, leather goods, garments and wearing apparel of every description; to act as agents, commission merchants or representatives; to carry on a general fur manufacturing business and to purchase, acquire, hold, exchange, deal in and in any way dispose of or sell on commission or otherwise fur or any other articles of wearing apparel, and of acting as agent, broker or manufacturers in any such transactions for any person, firm or corporation and in general in carrying on and conducting a manufacturing and brokerage business;

Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour des maisons d'affaires canadiennes ou étrangères et pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for Canadian or foreign commercial houses and for other persons, firms or corporations;

Acheter, acquérir et assumer comme entreprise en exploitation le commerce de toute corporation, firme ou indivudu qui peut être avantageusement ou convenablement combiné ou exercé par la compagnie avec tous ses droits, franchises, pouvoirs, biens, privilèges et engagements respectifs et les payer, en tout ou en partie, en deniers ou en obligations, débentures ou avec le capital-actions de cette compagnie de la manière jugée convenable;

To purchase, acquire and take over as a going concerns the business of any corporation, firm or individual which may conveniently or advantageously be combined with the business of, or carried on by the Company with all their respective rights, franchises, powers, assets, privileges and liabilities and to pay therefor, in whole or in part, in cash or in bonds, debentures or capital stock of this Company as may be deemed advisable;

Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie ou corporation dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de cette compagnie, et conclure des conventions au sujet du partage des profits, la fusion des intérêts, la coopération, les risques communs, les concessions réciproques ou autres avec toute personne ou compagnie exerçant ou exploitant ou sur le point d'exercer ou d'exploiter une industrie ou transaction que la compagnie a l'autorisation d'exercer ou d'exploiter ou susceptible d'être conduite de manière à profiter directement ou indirectement à la compagnie, et prêter des deniers, garantir les contrats ou autrement aider toute telle personne, compagnie ou corporation, et acquérir par souscription, achat ou autrement, et prendre, utiliser et détenir les actions et valeurs de toute telle compagnie ou corporation, et les vendre ou les revendre avec ou sans garantie du capital et des intérêts, ou autrement les négocier ou les aliéner;

To consolidate or amalgamate with any other company or corporation having objects similar in whole or in part to those of this Company, and to enter into any arrangement for sharing profits, union of interests, co-operation, joint adventure, reciprocal concession or otherwise, with any person or company carrying on or engaged in or about to carry on or engage in any business or transaction which the Company is authorized to engage in or carry on, or capable of being conducted so as to directly or indirectly benefit this Company, and to lend money to, guarantee the contracts of or otherwise assist any such persons, company or corporation, and to acquire by subscription, purchase or otherwise, and to take, use and hold shares and securities of any such company or corporation, and to sell or re-sell the same with or without guarantee of principal and interest, or otherwise to deal with or dispose of the same;

Rémunérer par paiement en deniers ou, avec l'approbation des actionnaires, par l'émission d'actions, débentures ou autres valeurs de la compagnie, toute personne, firme ou corporation pour services rendus ou qui seront rendus en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement d'aucune des actions ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie dans ou au sujet de la formation ou de la promotion de la compagnie ou de la conduite de ses opérations;

To remunerate by payment in cash or, with the approval of the shareholders, by the issue of shares, debentures or other securities of the Company, any person, firm or corporation for services rendered or to be rendered in placing or assisting in placing or guaranteeing the placing of any of the shares or any debentures or other securities of the Company or in or about the formation or promotion of the Company or the conduct of this business;

Payer pour tous terrains, commerce, biens, droits, privilèges, concessions, acquis ou convenus d'être acquis par la compagnie et généralement satisfaire à tout paiement ou obligation de la compagnie par l'émission d'actions de cette ou de toute autre compagnie, comme entièrement ou partiellement libérées ou des débentures ou autres valeurs de cette ou de toutes autres compagnies créditées comme entièrement ou partiellement libérées;

To pay for any lands, business, property, rights, privileges, concessions, acquired or agreed to be acquired by the Company and generally to satisfy any payment by or obligation of the Company by the issue of shares of this or any other Company, as fully or partly paid up, or of debentures or other securities of this or any others Company credited as fully or partly paid up;

Etablir et supporter ou contribuer à l'établissement et au support d'association, institutions, fonds, fidéicommis et convenances susceptibles de profiter aux employés ou exemployés de la compagnie ou ses prédécesseurs en affaires ou les parents de ces personnes ou ceux dont ils sont les soutiens; formuler et exécuter si et de la manière convenable, un plan de partager les profits pour permettre aux employés de participer dans les profits du commerce de la compagnie, et accorder des pensions et faire des paiements en vue d'assurance, le tout moyennant les conditions et pour telle période de temps que la compagnie croira convenables;

Exercer toute autre industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

Faire toutes ou aucune des choses convenables et appropriées à l'accomplissement d'aucune des fins ou à la réalisation des objets ou de l'avancement d'aucun des pouvoirs ci-après dans les présentes énoncés, soit seule ou conjointement avec d'autres corporations, firmes ou individus et tout autre acte ou actes, chose ou choses incidentes ou connexes ou découlant ou se rapportant aux commerce et pouvoirs précités ou à une ou plusieurs parties d'iceux;

Vendre, louer ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque des biens et entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable et particulièrement pour les actions, débentures, obligations ou autres valeurs de toute autre compagnie; et

Acquérir, détenir, aliéner, hypothéquer et autrement attribuer et disposer des propriétés immobilières;

Dans le cas ou la compagnie passe des contrats ou transige des affaires avec un ou plusieurs de ses directeurs ou avec toute firme dont l'un ou plusieurs de ses directeurs sont membres, ou avec toute autre compagnie, corporation ou association dont un ou plusieurs de ses directeurs sont actionnaires, directeurs ou officiers, tel contrat ou transaction ne sera pas invalidé ou en aucune manière affecté par le fait que tel directeur ou directeurs ont ou peuvent avoir des intérêts dans ce contrat ou transaction qui sont ou peuvent être contraires aux intérêts de la compagnie, lors même que le vote du directeur ou des directeurs ayant tel intérêt contraire ait été nécessaire pour obliger la compagnie en vertu de tel contrat ou transaction, nul directeur ou directeurs ayant tel intérêt contraire ne sera responsable envers la compagnie ou envers tout actionnaire ou créancier d'icelle ou envers toute personne pour toute pertes encourues par elles en vertu ou par le fait de ce dit contrat ou transaction, ni tel directeur ou directeurs ne sera tenu de rendre compte des gains ou profits réalisés sur ce contrat ou transaction, pourvu que le fait de cet intérêt ait été déclaré aux autres directeurs ou actionnaires de la dite compagnie, sous le nom de "J. Ornstein Limited", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera en la cité et district de Montréal, province de Québec.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce quinzième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1387 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

To establish and support or aid in the establishment and support of associations, institutions, funds, trusts and conveniences calculated to benefit the employees or ex-employees of the Company or its predecessors in business or the dependents or connections of such persons; to formulate and carry out, if and as deemed advisable, a profit sharing plan to enable and permit employees to participate in the profits of the business of the Company, and to grant pensions and make payments towards insurance, the whole upon such conditions and for such period of time as the Company may deem advisable;

To carry on any other business which may seem to the Company capable of being conveniently carried on in connection with its business, or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the Company's property or rights;

To do all and everything suitable and proper for the accomplishment of any of the purposes or the attainment of the objects or the furtherance of any of the powers hereinbefore set forth, either alone or in conjunction with other corporations, firms, or individuals, and every other act or acts, thing or things incidental or appurtenant to or growing out of or connected with the aforesaid business and powers or any part or parts thereof;

To sell, lease or otherwise dispose of the property and undertaking of the Company or any part thereo ffor such consideration as the Company may deem fit, and in particular for shares, debentures, bonds or other securities of any other Company; and

To acquire, hold, alienate, hypothecate and otherwise deal and dispose of immoveable properyt;

In case the Company enters into contracts or transacts business with one or more of its directors or with any firm of which one or more of its directors are members, or with any other Company, Corporation or Association of which one or more of its directors are stockholders, directors or officers such contract or transaction shall not be invalidated or in any way affected by the fact that such director or directors have or may have interests therein which are or might be adverse to the interest of the Company even though the vote of the director or directors having such adverse interest shall have been necessary to obligate the Company upon such contract or transaction, no director or directors having such adverse interest shall be liable to the Company or any stockholders or creditors thereof, or to any other person for any loss incurred by them under or by reason of any such contract or transaction nor shall any such director or directors be accountable for any gains or profits realized thereon provided that the fact of such interest shall be disclosed to the other directors or shareholders of the said Company, under the name of "J. Ornstein Limited", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be in the City and District of Montreal, Province of Quebec.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the fifteenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1388-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Kahane Products, Inc."

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du dix-neuvième jour de février, 1937, constituant en corporation: Harry Blanshay, Joel Marcovitz, avocats, Lily Stromberg, sténographe, fille majeure, tous de Montréal, dans les buts suivants:

1. Exercer toutes ou l'une quelconque des industries de manufacturiers de ceintures, attaches à tirettes, tirettes, montures de portes monnaie, attaches, et marchands de cuir, avec le droit de manufacturer, importer et exporter et agir comme agents de manufacturiers ou agents à commission en rapport avec les articles, effets, produits et marchandises et matériels précités;

2. Agir comme agents, agents à commission, marchands à commission, courtiers ou représentants pour d'autres personnes, firmes ou corporations;

3. Acheter, assumer, louer ou autrement acquérir tous terrains, machinerie, usines ou propriétés qui peuvent être utiles pour les objets de la compagnie. Aussi toutes propriétés mobilières et immobilières qui peuvent être utiles pour les objets de la compagnie;

4. Eriger et construire des édifices, usines et machineries qui peuvent être jugés nécessaires en rapport avec ou incidents aux objets de la compagnie;

5. Acheter ou autrement acquérir toutes autres propriétés, droits ou intérêts qui peuvent être utiles pour l'un quelconque des objets précités;

6. Acquérir toutes marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés, permis, privilèges ou autorisations pour ou en rapport avec toutes inventions qui peuvent être utiles à la compagnie;

7. Acheter, acquérir et se charger, comme entreprise en exploitation, de tout commerce ou entreprise dont les objets sont semblables en tout ou en parite à ceux de la compagnie;

8. Louer, vendre ou autrement aliéner la totalité ou une partie quelconque du commerce, des biens ou entreprises de la compagnie pour la considération que la compagnie croira convenable, et particulièrement pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie;

9. Hypothéquer, nantir, vendre ou aliéner les terrains, usines, marques de commerce, dessins industriels, brevets, droits brevetés ou autres biens de la compagnie;

10. Détenir et posséder les actions et valeurs de toute autre compagnie ou compagnies exerçant une industrie de nature semblable et vendre ou autrement faire le commerce avec la dite ou les dites autres compagnies;

11. Acquérir et posséder les actions de toute compagnie exerçant une industrie semblable ou incidente à ce qui précède et émettre des actions entièrement libérées en paiement intégral ou partiel de leur prix d'achat;

12. Prendre, acquérir et détenir des valeurs de toute espèce ou nature, réelles ou personnelles, pour les dettes, engagements ou obligations de la compagnie, encourus ou qui seront encourus en rapport avec les fins et les objets de la compagnie;

13. Faire toutes les autres choses, qui sont incidentes ou qui conduisent aux opérations des objets précités, et faire toutes ou l'une quelconque des choses précitées comme courtiers,

"Kahane Products, Inc."

Notice is hereby given that under part 1 of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec, bearing date the nineteenth day of February, 1937, incorporating: Harry Blanshay, Joel Marcovitz, Advocates, Lily Stromberg, Stenographer, fille majeure, all of Montreal, for the following purposes:

1. To carry on all or any of the business of manufacturers of belts, slide fasteners, zippers, purse-frames, fasterners, and leather merchants, with the right to manufacture, import and export and to act as manufacturers, agents or commission agents in connection with the above articles, goods, wares, merchandise and materials;

2. To act as agents, commission agents, commission merchants, brokers or representatives for other persons, firms or corporations;

3. To purchase, take over, lease or otherwise acquire any lands, machinery, works or property that may be useful for the purposes of the Company. Also any moveable and non-moveable property that may be useful for the purposes of the Company;

4. To erect and construct buildings, works and machinery which may be deemed necessary, in connection with or incidental to the purposes of the company;

5. To purchase or otherwise acquire any other properties, rights or interests which may be useful for any of the purposes aforesaid;

6. To acquire any trade marks, industrial designs, patents, patent rights, licenses, privileges or authorities for or in respect of any inventions which may be useful to the Company;

7. To purchase, acquire and take over, as a going concern, any business or undertaking having objects similar in whole or in part to those of the company;

8. To lease, sell or otherwise dispose of the business, property or undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit, and in particular for the shares, debentures or security of any other company having objects, altogether or in part, similar to those of the company;

9. To mortgage, pledge, sell or dispose of the lands, works, trade marks, industrial designs, patents, patent rights or other property of the company;

10. To hold and own shares and securities in any other company or companies carrying on business of a like nature and to sell or otherwise deal with the said other company or companies;

11. To acquire and own shares in any company carrying on any business similar to or incidental to the foregoing and to issue fully paid up shares in payment or part payment of the purchase price thereof;

12. To take, acquire and hold securities of any nature or kind, real or person, for debts, liabilities or obligations to the company, incurred or to be incurred in respect to the purposes and objects of the company;

13. To do all such other things, as are incidental or conducive to the affairs of the above objects, and to do all or any of the above things as brokers, agents, contractors or otherwise

agents, entrepreneurs ou autrement et soit comme ou par l'entremise de fiduciaires, agents ou autres, et soit seule ou conjointement avec d'autres, sous le nom de "Kahane Products Inc.", avec un capital total de vingt mille dollars ($20,000.00), divisé en deux cents (200) actions de cent dollars ($100.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce dix-neuvième jour de février, 1937.

ARMAND VIAU,

1389 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

and by or through trustees, agents, or otherwise, and these either alone or in conjunction with others, under the name of "Kahane Products Inc.", with a total capital stock of twenty thousand dollars ($20,000.00), divided into two hundred (200) shares of one hundred dollars ($100.00) each.

The head office of the company will be at Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this nineteenth day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1390-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"O'Hara Gold Mines, Limited".

(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est donné qu'en vertu de la Loi des compagnies minières de Québec, il a été accordé par le lieitenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes en date du premier jour de mars, 1937, constituant en corporation: Ralph Erskin Allan, C. R., avocat, William Taylor, gérant, Edwin Oldham, George Kimber et Gordon Buchanan, commis, tous de la cité et du district de Montréal, dans les buts suivants:

1. Faire des explorations et des recherches pour découvrir des mines et des minerais;

2. Faire toutes opérations qui consistent à miner, fouiller, charrier, laver, passer au crible, fondre, épurer, broyer ou traiter de quelque manière que ce soit le sol ou les terres, les roches ou les pierres, dans le but d'en extraire des minerais quelconques; donner une valeur marchande à ces minérais par quelque procédé que ce soit; les vendre ou autrement en disposer;

3. Acquérir, louer, posséder, aliéner des mines, terrains miniers, droits de mines, droits de préemption, ou tout intérêt en ces droits ou propriétés, des appareils mécaniques, des brevets d'invention ou le droit de se servir de ces appareils ou des inventions brevetées pour les objets ci-dessus mentionnés;

4. Construire, entretenir et exploiter sur ses propriétés ou sur celles dont elle a le contrôle, des lignes de télégraphe et de téléphone, jetées, digues, biefs, canaux, forces hydrauliques, forces électriques et autres pouvoirs, aqueducs, chemins, usines, bâtiments, moulins, entrepôts et hangars, nécesaires ou utiles pour ses opérations;

5. Exercer tous les pouvoirs qui sont énumérés dans les articles 105 à 112 de la Loi des mines de Québec (chap. 80) en la manière y prescrite;

6. Fabriquer, acheter et vendre toutes espèces d'effets, marchandises, outils et appareils, requis par la compagnie ou par ses employés ou ouvriers;

7. Construire, acquérir, posséder, affréter et employer les navires nécessaires pour ses opérations et pour transporter ses produits;

8. Recevoir, détenir et aliéner les actions, obligations, débentures ou autres valeurs émises par toute compagnie minière, en paiement de minerais, terrains, marchandises ou travaux;

9. Acquérir l'actif, l'entreprise, les biens, privilèges, franchises, contrats ou droits des personnes ou compagnies exerçant une industrie ou faisant un commerce qu'elle peut exercer ou faire elle-même en vertu de la présente loi, et les payer en tout ou en partie, si ces personnes ou compagnies y consentent, par la remise d'actions libérées, et assumer les dettes et charges de l'actif ainsi acquis;

10. Faire tous les actes et opérations qui sont un accessoire à ceux ci-dessus énumérés, ou qui peuvent faciliter la réalisation des objets pour lesquels elle est constituée en corporation;

"O'Hara Gold Mines, Limited".

(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under the Quebec Mining Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1937, incorporating: Ralph Erskin Allan, K. C., advocate, William Taylor, manager, Edwin Oldham, George Kimber and Gordon Buchanan, clerks, all of the city and district of Montreal, for the following purposes:

1. To prospect and explore for mines and minerals;

2. To carry on all operations by which the soil, earth, rocks and stones may, for the purpose of extracting any minerals whatsoever, be mined, dug, raised, washed, cradled, smelted, refined, crushed, or treated in any manner; render such minerals merchantable by any means whatsoever; and sell or otherwise dispose thereof;

3. To acquire, lease, possess, alienate mines, mining lands, mining rights, preemption rights, or any interest therein, mechanical contrivances, patent rights of invention, or the right to make use of such apparatus or patent rights for the aforesaid purposes;

4. To build, maintain and exploit upon its own property or upon that under its control, telegraph and telephone lines, embankments, dams, flumes, canals, water-powers, electric and other powers, water-works, roads, factories, buildings, mills, warehouses and stores, necessary or useful to its operations;

5. To exercise all the powers enumerated in sections 105 to 112 of the Quebec Mining Act (Chap. 80), in the manner therein prescribed;

6. To manufacture, buy and sell all kinds of goods, merchandise, tools and apparatus, required by the company or its servants or workmen;

7. To build, acquire, possess, charter and employ the vessels necessary for its operations and for the transport of its products;

8. To receive, hold and dispose of shares, bonds, debentures or other securities issued by any mining company, in payment for minerals, lands, merchandise or works;

9. To acquire the assets, enterprise, property, privileges, franchises, contracts or rights of persons or companies carrying any industry or business which it itself may carry on under this act, and pay for the same, in whole or in part, if such persons or companies consent thereto, by paid-up shares, and undertake the debts and charges of the same;

10. Do all such acts and operations accessory to those above mentioned or which may facilitate the attainment of the objects for which it was incorporated;

Les actionnaires n'encourront aucune responsabilité personnelle excepté le prix payé ou qu'ils auront convenu de payer à la compagnie, sous le nom de "O'Hara Gold Mines Limited" (Libre de responsabilité personnelle), avec un capital total de quatre millions de dollars ($4,000,000.00), divisé en quatre millions (4,000,000) d'actions de un dollar ($1.00) chacune.

Le bureau principal de la compagnie, sera à Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, de Québec, ce premier jour de mars, 1937.

ARMAND VIAU,

1391 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

The shareholders to incur no personal liability except the price paid or agreed to be paid to the company, under the name of "O'Hara Gold Mines, Limited" (No Personal Liability), with a total capital stock of four million dollars ($4,000,000.00), divided into four million (4,000,000) shares of one dollar ($1.00) each.

The head office of the company, will be in Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, the first day of March, 1937.

ARMAND VIAU,

1392-o Acting Assistant Provincial Secretary.

"Second Canadian International Investment Company, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, représenté par M. Alfred Morisset, conformément à l'article 2, chapitre 223, S. R. Q., 1925, des lettres patentes en date du vingt-deuxième jour de février, 1937, constituant en corporation: Brooke Claxton, Jacques Senecal, Hugh Hatheway Turnbull, avocats, Mary Griffiths, fille majeure, comptable et Arthur Cecil Lambert, commis, tous de la cité de Montréal, comté d'Hochelaga, province de Québec, dans les buts suivants:

(*a*) Investir et réinvestir de temps à autre le capital et autres deniers de la compagnie de la manière et dans les propriétés et valeurs qui seront déterminées de temps à autre, et varier et changer les dits placements et particulièrement, mais sans limiter la généralité de ce qui précède, investir et réinvestir le dit capital ou autres deniers dans ou sur toutes sortes de valeurs, y compris, mais non dans le but de limiter, les actions et parts (soit privilégiées, ordinaires ou à dividendes différés et soit entièrement libérées ou non), bons, obligations, débentures, actions-débentures, certificats, hypothèques, titres de créance, effets de commerce, acceptations, certificats de créance, certificat d'intérêt et valeurs de toute sorte sans égard à leur forme ou au nom par lequel elles peuvent être décrites, et des certificats de participation dans des fidéicommis, et autres certificats, des reçus attestant les intérêts ou les droits dans toutes telles valeurs émises ou garanties par toute compagnie, corporation ou entreprise de quelque nature que ce soit et de quelqu'endroit qu'elle soit constituée en corporation, organisée ou qu'elle exerce le commerce, ou par toute commission, association, société, firme, syndicat, corps de fiduciaires ou individu, ou dans les bons, obligations, débentures, actions-débentures, certificats et valeurs de toutes sortes émises ou garanties par toute autorité souveraine, gouvernement, commissaires, corps public ou autorité suprême, municipale, locale ou autre, soit de ce pays ou d'ailleurs, et exercer tous les droits et privilèges de propriétaire en rapport avec toutes telles valeurs;

(*b*) Acquérir tous tels placements ou valeurs par souscription originaire, soumission, participation dans des syndicats, souscription éventuelle à forfait, achat, échange ou autrement, et soit entièrement libérées ou non, et en faire le paiement sur appel ou avant les appels ou autrement, et les souscrire éventuellement à forfait ou les souscrire conditionnellement ou autrement, et soit en vue de placements ou pour revente ou autrement et varier les placements de la compagnie, et généralement vendre, échanger ou autrement aliéner, faire le commerce ou le

"Second Canadian International Investment Company, Limited".

Notice is hereby given that under Part I of the Quebec Companies' Act, letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, represented by Mr. Alfred Morisset, in conformity with article 2, chapter 223, R. S. Q., 1925, bearing date the twenty second day of February, 1937, incorporating: Brooke Claxton, Jacques Senecal, Hugh Hatheway Turnbull, advocates, Mary Griffiths, spinster, accountant, and Arthur Cecil Lambert, clerk, all of the city of Montreal, in the county of Hochelaga, Province of Quebec, for the following purposes:

(*a*) To invest and reinvest from time to time the capital and other moneys of the company in such manner and in such properties and securities as may from time to time be determined and to vary and change such investments and in particular, but without limiting the generality of the foregoing, to invest and reinvest such capital or other moneys in or upon all forms of securities including, but not by way of limitation, shares and stocks (whether preference, ordinary or deferred and whether fully paid or not), bonds, obligations, debentures, debenture stock, scrip, mortgages, evidences of indebtedness, commercial paper, acceptances, certificates of indebtedness, certificates of interest and securities of any kind irrespective of their form or the name by which they may be described, and in trust participation and other certificates of, and receipts evidencing interest in or rights to any such securities issued or guaranteed by any company, corporation or undertaking of whatsoever nature and wheresoever incorporated, organized or carrying on business, or by any commission, association, partnership, firm, syndicate, body of trustees or individual, or in bonds, obligations, debentures, debenture stock, scrip and securities of any kind issued or guaranteed by any sovereign ruler, government, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, commissioners, public body or authority, supreme, municipal, local or otherwise, whether at home or abroad, and to exercise all the rights and privileges of ownership in respect of any such securities;

(*b*) To acquire any such securities or investments by original subscription, tender, participation in syndicates, underwriting, purchase, exchange or otherwise, and whether or not fully paid up, and to make payments thereon as called up, or in advance of calls or otherwise, and to underwrite or subscribe for the same conditionally or otherwise and either with a view to investment or for resale or otherwise and to varry the investments of the company and generally to sell, exchange or otherwise dispose of, deal in or with or turn to account

négoce, ou faire valoir aucun des biens de la compagnie ou toute valeurs ou placements de la compagnie acquis ou convenus d'être acquis;

(*c*) Prendre part à toute réorganisation, reconstruction, fusion ou absorption de toute sorte affectant toute compagnie dont les actions, parts, débentures, actions-débentures, bons ou obligations peuvent être détenus par la compagnie;

(*d*) Faire des avances de deniers et garantir toutes obligations et contrats ou autrement aider et assister de toute manière quelconque toute compagnie ou corporation dont les actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs sont détenus par la compagnie et faire tous actes ou choses pour la conservation et la protection, l'amélioration et l'augmentation de la valeur de toutes telles actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs;

(*e*) Se joindre ou se fusionner avec toute autre compagnie dont les objets sont semblables ou en partie semblables à ceux de la compagnie, et acquérir par achat, location ou autrement les biens, franchises, entreprises et industries de toute telle compagnie, et en assumer les obligations et les payer totalement ou partiellement en deniers, actions, obligations ou autres valeurs de la compagnie;

(*f*) Prendre, faire, exécuter, conclure, commencer, exercer, poursuivre et défendre toutes démarches, contrats, conventions et projets et faire tous tels autres actes, actions et choses que la compagnie croira en aucun temps nécessaires pour sa protection ou son bénéfice comme porteur ou intéressée dans toutes actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs ou autres propriétés, droits, commerce ou entreprise ou pour obtenir le paiement de deniers dus ou réclamés comme étant dus à la compagnie en rapport avec des valeurs ou biens vendus par la compagnie ou pour dommages ou autres frais quelconques; prendre part à toute réorganisation, reconstruction, amalgamation ou fusion de toute sorte se rapportant à aucun commerce ou industrie dans lequel la compagnie peut être intéressée comme porteur de valeurs de toute sorte, et acquérir, détenir, vendre ou autrement aliéner pour les fins de la compagnie et soit seule ou de concert avec d'autres tous biens, droits, industrie ou entreprise dans lesquels la présente compagnie peut être intéressée comme porteur de toutes telles valeurs ou pour cette fin, promouvoir ou prendre part à la formation de toute compagnie ou entreprise;

(*g*) Accepter en paiement de la totalité ou d'une partie quelconque du prix d'achat d'une partie quelconque des biens de la compagnie vendus par la compagnie ou de toute dette ou deniers dus à la compagnie, des actions, obligations, débentures ou autres valeurs de toute sorte, et prendre et détenir des hypothèques, droits et charges pour garantir le paiement de la totalité ou d'une partie quelconque de tout tel prix d'achat ou de toute autre dette ou deniers dus à la compagnie;

(*h*) Organiser, promouvoir et contribuer à la promotion, l'organisation, le développement ou l'administration de toute corporation, compagnie, association ou syndicat dans les valeurs desquelles, la compagnie aurait le pouvoir de placer des deniers, et prélever et contribuer à prélever des deniers et aider au moyen de prêt, promesse, endossement, garantie ou autrement toute corporation dans le capital-actions de laquelle la compagnie détient des actions, et

any of the assets of the company or any securities or investments of the company acquired or agreed to be acquired;

(*c*) To take part in any reorganization, reconstruction, amalgamation or merger of any kind affecting any company of which the company may hold shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds or obligations;

(*d*) To advance money to and to guarantee any obligations and contracts of, or otherwise assist and aid in any way any company or corporation any of whose shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities are held by the company and to do any act or thing for the preservation and protection, improvement or enhancement of the value of any such shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities;

(*e*) To consolidate or amalgamate with any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to acquire by purchase, lease or otherwise, the property, franchise, undertaking and business of any such company, and to assume the obligations thereof and to pay for the same wholly or partly in cash, shares, bonds or other securities of the company;

(*f*) To take, make, execute, enter into, commence, carry on, prosecute and defend all steps, contracts, agreements and schemes, and to do all such other acts, matters and things which shall at any time appear conducive or expedient for the protection or benefit of the company as holders of or interested in any shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities or any property, rights, business or undertaking or for obtaining payment of moneys due or claimed to be due to the company in respect of securities or properties sold by the company or for damages or otherwise howsoever; to take part in any reorganization, reconstruction, amalgamation or merger of any kind affecting any business or undertaking in which the company may be interested as holder of securities of any form, and to acquire, hold, sell or otherwise dispose of for the purposes of the company and either alone or in conjunction with others any property, rights, business or undertaking in which the company may be interested as the holder of any such securities and for that purpose to promote or take part in promoting any company or undertaking;

(*g*) To accept in payment of the whole or any part of the purchase price of any part of the company's property sold by the company or of any debt or money due to the company shares, bonds, debentures or other securities of any kind, and to take and hold mortgages, liens and charges to secure payment of the whole or any part of any such purchase price or any other debt or money due to the company;

(*h*) To organize, promote and assist in the promotion, organization, development or management of any corporation, company, association or syndicate in whose securities the company would have power to invest and to raise and assist in raising money for, and to aid by way of loan, promise, endorsement, guarantee or otherwise any corporation in the capital stock of which this company holds shares, and any partnership, association, syndicate or indiv-

toute société, association, syndicat ou individu avec lesquels cette compagnie pourrait avoir des relations d'affaires;

(*i*) Conclure, faire, exercer, exécuter, céder ou autrement disposer des contrats, conventions et arrangements de toutes sortes, se rapportant à l'achat ou autre acquisition, ou à la vente ou autre disposition d'aucunes actions, obligations, débentures, titres de créance ou autres valeurs soit comme mandant ou agent;

(*j*) Placer et attribuer tous fonds quelconques de la compagnie de temps à autre non investis et / ou des surplus de la manière qui sera de temps à autre déterminée, et, sans limiter la généralité de ce qui précède, en prêts à vue et / ou à terme sur telle garantie additionnelle qui seront jugés convenables, y compris en actions, parts, obligations, débentures, billets, certificats, cessions d'hypothèques, titres de créance, effets de commerce, traites acceptées, certificats de créance et d'intérêt, ou l'un quelconque d'iceux, ou sans garantie;

(*k*) Agir comme employé, agent, gérant ou autrement représenter toute corporation, compagnie, association, syndicat ou individu dans les valeurs desquels la compagnie aurait le pouvoir de faire des placements, et exercer le commerce d'iceux et garantir l'exécution des contrats par toute telle corporation, compagnie, association, syndicat ou individu;

(*l*) Payer pour tous services rendus ou biens ou droits acquis par la compagnie de la manière qui semblera convenable, et particulièrement émettre et répartir comme entièrement libérées ou partiellement libérées les actions de la compagnie en paiement intégral ou partiel de toutes propriétés, mobilières ou immobilières, ou pour tous droits, baux, commerce, franchises, entreprises, pouvoirs, privilèges, permis, concessions, actions, obligations, débentures ou autres biens, droits qui peuvent être légalement acquis en vertu des pouvoirs accordés par les présentes, et avec l'approbation des actionnaires pour services rendus ou travaux exécutés pour la compagnie, ou les payer ou une partie quelconque d'iceux totalement ou partiellement en obligations ou débentures de la compagnie ou autrement;

(*m*) Acheter ou autrement acquérir et détenir, vendre ou autrement aliéner, ou autrement faire le commerce ou le négoce de propriétés réelles et personnelles, droits et particulièrement terrains, édifices, commerces ou industrie en exploitation et entreprises, hypothèques, contrats, concessions, franchises, permis, polices, créances, dettes de livres et tout intérêt de quelque nature que ce soit dans les propriétés réelles ou personnelles ou contre toute personne ou compagnie et les privilèges et droits éventuels de toutes sortes;

(*n*) Faire des recherches sur et examiner les conditions, projets, valeur, le caractère et les circonstances de toutes maisons d'affaires et de toutes industries, et généralement de tous biens, propriétés ou droits, ou employer des experts pour telles fins et faire des rapports sur ces recherches;

(*o*) Prêter des deniers, garantir les contrats ou obligations, accorder des garanties sur ses biens pour le bénéfice de, et aider de toute autre manière toute corporation, syndicat, association, société, firme ou individu dans lesquels la compagnie peut détenir un intérêt quelconque ou dont les actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations, droits éventuels, certificats d'intérêt ou autres valeurs ou titres de créance sont détenus, souscrits éventuelle-

idual with which this company may have business relations;

(*i*) To enter into, make, carry out, perform, assign or otherwise dispose of contracts, agreements and arrangements of every kind relating to the purchase or other acquisition, or the sale of or other disposal of any stocks, bonds, debentures, evidences of indebtedness or other securities either as principal or agent;

(*j*) To invest and deal with any funds of the company from time to time uninvested and / or surplus in such manner as from time to time may be determined, and, without limiting the generality of the foregoing, in call and / or in time loans upon such collateral security as may be deemed advisable including shares, stocks, bonds, debentures, notes, scrip, assignments of mortgages, evidences of indebtedness, commercial paper, acceptances, certificates of indebtedness, certificates of interest, or any thereof, or without security;

(*k*) To act as employee, agent, manager and otherwise to represent any corporation, company, association, syndicate or individual in whose securities the company would have power to invest, and to carry on the business thereof, and to guarantee the performance of contracts by any such corporation, company, association, syndicate or individual;

(*l*) To pay for any services rendered to, or property or rights acquired by, the company in such manner as may seem expedient, and in particular to issue and allot as fully paid or partly paid up stock of the company in payment or part payment for any property, movable or immovable, or for any rights, leases, business, franchise, undertaking, powers, privileges, licenses, concessions, stocks, bonds, debentures or other property, rights which may be lawfully acquired by virtue of the powers hereby granted, and with the approval of shareholders for services rendered to or work done for the company, or to pay for the same or any part thereof wholly or partly in bonds or debentures of the company or otherwise;

(*m*) To purchase or otherwise acquire and hold, sell or otherwise dispose of, or otherwise deal in and with real and personal property, rights and in particular lands, buildings, business or industrial concerns and undertakings, mortgages, contracts, concessions, franchises, licenses, policies, book debts, book accounts and any interest of whatever nature in real or personal property or against any person or company, and privileges and choses in action of all kinds;

(*n*) To investigate and examine and to employ experts to investigate and examine into and to report upon the conditions, prospects, value, character and circumstances of any business, undertaking, enterprise or property;

(*o*) To lend money to, guarantee the contracts or obligations of, grant security upon its assets for the benefit of, and to assist in any other manner any corporation, syndicates, associations, partnerships, firms or individuals in which the company holds any interest or any of whose shares, stocks, debentures, debenture stocks, bonds, obligations, choses in action, certificates of interest or other securities or evidences of indebtedness are held, underwritten, sold or

ment à forfait, vendus ou autrement aliénés par la compagnie, et donner toute garantie en rapport avec le paiement de toutes telles actions, parts, actions-débentures, bons, obligations, droits éventuels, certificats d'intérêt ou autres valeurs ou titres de créance ou en rapport avec le paiement de tous dividendes, intérêts ou autre revenus d'iceux;

(*p*) Exercer toute industrie qui semblera à la compagnie susceptible d'être convenablement exercée en même temps que son industrie ou de nature à accroître directement ou indirectement la valeur des biens ou droits de la compagnie ou les rendre profitables;

(*q*) Emettre des actions libérées, actions-débentures, débentures, obligations ou autres valeurs de la compagnie en paiement intégral ou partiel de tous biens, actions, parts, débentures, actions-débentures, bons, obligations ou autres valeurs, droits et servitudes, qui peuvent être acquis par la compagnie;

(*r*) Solliciter, acheter ou autrement acquérir des brevets, droits brevetés, droits d'auteur, marques de commerce, formules, licences, concessions et choses semblables, conférant aucun droit exclusif ou non exclusif ou limité d'utiliser toute invention, ou aucun secret ou autre renseignement relatif à aucune invention, qui paraîtront susceptibles de servir à aucun des objets de la compagnie, ou dont l'acquisition semblera susceptible de profiter directement ou indirectement à la compagnie; aussi utiliser, exercer, développer ou accorder des permis y relatifs ou autrement faire valoir des biens, droits ou renseignements ainsi acquis;

(*s*) Demander, obtenir, acquérir par octroi, décret législatif, cession, transfert, achat ou autrement, exercer et exécuter et jouir de tout permis, pouvoir, autorisation, franchises, concessions, droits ou privilèges qu'un gouvernement ou une autorité quelconque ou toute corporation ou autre corps public aurait le pouvoir d'octroyer, et les payer, aider et contribuer à les mettre en vigueur, et affecter les actions, débentures ou autres valeurs quelconques de la compagnie et son actif pour en payer les frais, charges et dépens nécessaires;

(*t*) Rémunérer toute autre compagnie, ou toute société, firme ou personne pour services rendus ou qui seront rendus, en plaçant ou aidant à placer ou garantissant le placement de toutes les actions du capital de la compagnie ou toutes débentures ou autres valeurs de la compagnie dans ou au sujet de l'organisation, la formation ou la constitution de la compagnie ou la conduite de ses affaires;

(*u*) Distribuer, en espèce, entre les actionnaires de la compagnie conformément à leurs droits respectifs ou par voie de dividendes légalement déclarés à même les profits nets de la compagnie ou de la manière prescrite par la section 81 de la Loi des compagnies de Québec, tous biens de la compagnie et en particulier toutes actions, débentures ou autres valeurs dans toute autre compagnie appartenant à la compagnie, dont la compagnie peut avoir le pouvoir de disposer; et la valeur des biens ainsi distribués sera déterminée par les auditeurs nommés à l'assemblée annuelle des actionnaires précédant immédiatement celle de la dite distribution et pour fins de déterminer telle valeur les auditeurs auront le droit d'employer aux frais de la compagnie tels évaluateurs, ingénieurs ou autres experts qui seront jugés convenables ou nécessaires;

(*v*) Payer à même les fonds de la compagnie la totalité ou une partie quelconque des dépen-

otherwise disposed of by the company, and to give any guarantee in relation to the payment of any such shares, stocks, debenture stocks, bonds, obligations, choses in action, certificates of interest or other securities or evidences of indebtedness or in relation to the payment of any dividends, interest or other income of the same;

(*p*) To carry on any business which may seem to the company capable of being conveniently carried on in connection with its business or calculated directly or indirectly to enhance the value of or render profitable any of the company's property or rights;

(*q*) To issue paid up shares, debenture stock, debentures, bonds, or other securities of the company in payment or part payment of any property, shares, stocks, debentures, debenture stock, bonds, obligations or other securities, rights and easements, which may be acquired by the company;

(*r*) To apply for, purchase or otherwise acquire any patents, patent rights, copyrights, trade-marks, formulae, licenses, concessions and the like, conferring any exclusive or non-exclusive or limited right to use, or any secret or other information as to any invention which may seem capable of being used for any of the purposes of the company, or the acquisition of which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company, and to use, exercise, develop or grant licenses in respect of, or otherwise turn to account, the property, rights or information so acquired;

(*s*) To apply for, secure, acquire by grant, legislative enactment, assignment, transfer, purchase or otherwise, and to exercise, carry out and enjoy any license, power, authority, franchise, concession, right or privilege, which any government or authority or any corporation or other public body may be empowered to grant, and to pay for, aid in and contribute towards carrying the same into effect, and to appropriate any of the company's shares, debentures or other securities and assets to defray the necessary costs, charges and expenses thereof;

(*t*) To remunerate any other company, or any society, firm or person for services rendered, or to be rendered, in placing or assisting to place or guaranteeing the placing of, any of the shares of the company's capital or any debentures or other securities of the company, or in or about the organization, formation or promotion of the company or the conduct of its business;

(*u*) To distribute in kind among the shareholders of the company according to their respective rights or by way of dividends legally declared out of the net profits of the company or in the manner prescribed by section 81 of the Quebec Companies Act, any property of the company and in particular any shares, debentures or other securities in any other company belonging to the company of which the company may have power to dispose; and the value of the property so distributed shall be determined by the auditors appointed at the annual meeting of the shareholders next proceeding the date of such distribution and for the purpose of determining such value the auditors shall be entitled to employ at the expense of the company such valuators, engineers or other experts as they may deem advisable or necessary;

(*v*) To pay out of the funds of the company all or any part of the expenses of or incidental

ses nécessaires à sa formation ou à son organisation ou que la compagnie jugera préliminaires;

(*w*) Etablir des agences et succursales;

(*x*) Solliciter, promouvoir, et obtenir tout statut, ordonnance, ordre, règlement ou autre autorisation ou décret qui sembleront susceptibles de bénéficier directement ou indirectement à la compagnie; et opposer toutes procédures ou requête qui sembleront devoir être directement ou indirectement préjudiciables aux intérêts de la compagnie;

(*y*) Tirer, faire, accepter, endosser, exécuter et émettre des billets promissoires, lettres de change, connaissements, mandats ou autres instruments négociables ou transférables;

(*z*) Vendre ou aliéner la totalité ou une partie quelconque de l'entreprise de la compagnie pour la considération que la compagnie jugera à propos et en particulier pour les actions, débentures ou valeurs de toute autre compagnie dont les objets sont en tout ou en partie semblables à ceux de la présente compagnie, et promouvoir une ou plusieurs compagnies pour telles fins;

(*aa*) Faire toutes ou chacune des choses précitées en qualité de mandants, agents, entrepreneurs ou autres, et soit seule ou de concert avec d'autres;

(*bb*) Faire toutes telles autres choses qui sont incidentes ou peuvent conduire à la réalisation des objets et l'exercice des pouvoirs de la compagnie;

Et il est de plus ordonné et déclaré qu'un directeur de la compagnie pourra être ou devenir membre et / ou officier, et / ou actionnaire et / ou directeur de toute firme, association, syndicat ou compagnie avec lesquels cette compagnie a des relations d'affaires ou toute compagnie formée par cette compagnie ou dans laquelle la compagnie serait intéressée comme venderesse, acheteuse ou actionnaire, ou de toute autre manière quelconque, ou pourra être ou devenir procureur ou conseil ou membre d'une firme agissant comme procureurs ou aviseurs pour la compagnie ou toute telle autre compagnie, et nul tel directeur ne sera tenu de rendre compte de tous bénéfices réalisés par lui comme membre, directeur, actionnaire ou officier d'aucune telle firme, association, syndicat ou compagnie, ou comme procureur ou conseil ou comme membre d'une firme agissant comme procureurs ou aviseurs de la compagnie ou de toute telle autre compagnie;

Et il est de plus ordonné et déclaré que nul directeur ne sera disqualifié en vertu de sa charge de faire tous contrats, conventions ou affaires avec la compagnie, — ni aucun tels contrats, conventions ou négociations avec la compagnie ne sera considéré comme non avenu, ni aucun directeur ne sera tenu de rendre compte à la compagnie pour tous bénéfices réalisés ou provenant de tous contrats, arrangements ou négociations avec la compagnie, par raison du fait que tel directeur était partie à ou intéressé dans ou a retiré des bénéfices d'aucuns tels contrats, conventions ou négociations et qu'il était en même temps un directeur de la compagnie, pourvu que tel directeur fasse connaître au bureau de direction, lors ou avant la date de la détermination de tels contrats, arrangements ou négociations, la nature de son intérêt, si intérêt il y a, ou dans tout autre cas, à la première opportunité après l'acquisition de son intérêt;

Nul directeur ne votera en rapport avec aucun contrat ou contrat projeté dans lequel il est ainsi intéressé tel que susdit et s'il vote, son vote ne sera pas compté, pourvu, cependant, que cette prohibition ne s'applique pas:

to the formation or organization thereof or which the company may consider to be preliminary;

(*w*) To establish agencies and branches;

(*x*) To apply for, promote and obtain any statute, ordinance, order, regulation or other authorization or enactment which may seem calculated directly or indirectly to benefit the company; and to oppose any proceedings or application which may seem calculated directly or indirectly to prejudice the company's interests;

(*y*) To draw, make, accept, endorse, execute and issue promissory notes, bills of exchange, bills of lading, warrants and other negotiable or transferable instruments;

(*z*) To sell or dispose of the undertaking of the company or any part thereof for such consideration as the company may think fit and in particular for shares, debentures or securities of any other company having objects altogether or in part similar to those of the company, and to promote any company or companies for such purpose;

(*aa*) To do all or any of the above things as principals, agents, contractors or otherwise, and either alone or in conjunction with others;

(*bb*) To do all such other things as are incidental or conducive to the attainment of the objects and to exercise of the powers of the company;

And it is further ordained and declared that a director of the company may be or become a member and / or officer and / or shareholder and / or director of any firm, association, syndicate or company with which the company may have business relations or of any company promoted by this company or in which this company may be interested as vendor, purchaser or shareholder, or in any other way whatsoever, or may be or become solicitor or counsel or a member of a firm who are solicitors or counsel for the company or any such other company, and no such director shall be accountable for any benefits received by him as a member, director, shareholder or officer of any such firm, association, syndicate or company, or as solicitor or counsel or as a member of a firm who are solicitors or counsel for the company or any such other company.

And it is further ordained and declared that no director shall be disqualified by his office from entering into contracts, arrangements or dealings with the company, nor shall any contract, arrangement or dealing with the company be avoided, nor shall any director be liable to account to the company for any profit realized by or arising out of any contract, arrangement or dealing with the company by reason of such director being a party to or interested in or deriving profit from any such contract, arrangement or dealing and being at the same time a director of the company, provided that such director discloses to the board at or before the time when such contract, arrangement or dealing is determined upon, the nature of his interest therein, if his interest then exists, or in any other case at the earliest opportunity after the acquisition of his interest;

No director shall vote in respect of any contract or proposed contract in which he is so interested as aforesaid and if he does so vote his vote shall not be counted, provided, however, that this prohibition shall not apply:

(*a*) dans le cas d'aucun contrat fait par ou au nom de la compagnie pour donner aux directeurs ou aucun d'eux une garantie d'avance ou au moyen d'indemnité;

(*b*) où il n'y a pas de quorum des directeurs en fonction qui ne sont pas intéressés de cette manière;

(*c*) dans le cas d'aucun contrat entre la compagnie et toute autre compagnie où l'intérêt du directeur de la compagnie dernière mentionnée consiste seulement en celui d'être directeur ou officier de telle compagnie dernière mentionnée et le porteur de pas plus que le nombre d'actions dans la dite compagnie dernière mentionnée pour le qualifier comme directeur;

Cette prohibition peut être en aucun temps et de temps à autre suspendue ou mise de côté en autant que besoin est par résolution des actionnaires à aucune assemblée générale annuelle ou spéciale. Un avis général donné aux directeurs à une assemblée dûment constituée du bureau de direction et entré dans les minutes de la dite assemblée à l'effet, qu'un directeur est membre et / ou officier et / ou actionnaire de toute firme, syndicat, association ou compagnie spécifiés et doit être considéré comme intéressé dans toute transaction avec cette firme ou syndicat ou association ou compagnie sera preuve suffisante en vertu de ce paragraphe, en ce qui concerne tel directeur et telle transaction et, après tel avis général, il ne sera pas nécessaire que le dit directeur donne un avis spécial de toute transaction particulière avec cette firme ou syndicat ou association ou compagnie.

Et il est de plus ordonné et déclaré que si la compagnie acquiert aucun commerce comme industrie en exploitation à une date antérieure ou postérieure à la date de la constitution en corporation de la compagnie, elle sera autorisée à traiter les gains de tel commerce entre la date de l'incorporation de la compagnie et la date à compter de laquelle tel commerce est acquis comme s'ils étaient des gains de cette compagnie et comme revenu à la place du capital, et elle sera autorisée à payer et consentir le paiement de l'intérêt sur le prix d'achat de tout tel commerce et sur toutes débentures et / ou autres valeurs émises en rapport avec iceux à tel taux et à compter de telle date ou dates soit antérieures ou postérieures à la date de l'incorporation de la compagnie, de la manière que la compagnie pourra déterminer.

Et il est de plus ordonné et déclaré que tous et chacun des directeurs de la compagnie dans le temps et que chacun de leurs héritiers, exécuteurs et administrateurs, seront indemnisés et garantis indemnes, à même les biens et profits de la compagnie, de et contre toutes les actions, frais, charges, pertes, dommages et impenses que tous ou aucun d'eux, leurs héritiers et aucun d'iceux, leurs exécuteurs ou leurs administrateurs encourront ou pourront encourir ou subir en raison de tout acte fait, concouru ou omis dans ou relativement à l'exécution de leurs devoirs, ou supposés devoirs, dans leurs fonctions ou charges respectives, excepté ceux (s'il y a lieu) qu'ils encourront ou subiront par leur acte, négligence ou défaut volontaire respectivement, et aucun d'eux n'aura à répondre des actes, reçus négligences ou défauts d'un ou plusieurs autres directeurs ou pour avoir été partie conjointe à tous reçus dans l'exercice de leurs fonctions ou pour tous banquiers ou autres personnes chez lesquels tous argents ou effets appartenant à la compagnie seront ou pourront être placés ou déposés en dépôt, ou pour tout défaut de titre de la compagnie de tous

(*a*) in the case of any contract by or on behalf of the company to give to the directors or any of them security for advances or by way of indemnity;

(*b*) where there is no quorum of directors in office who are not so interested;

(*c*) in the case of any contract between the company and any other company where the interest of the directors in such last mentioned company consists solely in his being a director or officer of such last mentioned company and the holder of not more than the number of shares in such last mentioned company requisite to qualify him as a director.

This prohibition may at any time and from time to time be suspended or relaxed to any extent by resolution of the shareholders at any annual or special general meeting. A general notice given to the directors at a duly constituted meeting of the board and entered in the minutes of such meeting to the effect that a director is a member and / or officer and / or shareholder in any specified firm, syndicate, association or company and is to be regarded as interested in all transactions with that firm or syndicate or association or company shall be sufficient disclosure under this paragraph as regards such director and the said transactions, and after such general notice it shall not be necessary for the said director to give special notice of any particular transaction with that firm or syndicate or association or company.

And it is further ordained and declared that if the company acquires any business as a going concern as of a date prior or subsequent to the date of the company's incorporation, it shall be entitled to treat the earnings of such business between the date of the company's incorporation and the date as of which such business is acquired as though they were earnings of this company and as revenue instead of capital and shall be entitled to pay and agree to pay interest on the purchase price of any such business and on any debentures and / or other securities issued in connection therewith at such rate and from such date or dates, whether prior or subsequent to the date of the company's incorporation, as the company may determine.

And it is further ordained and declared that the directors for the time being of the company and every of them and every of their heirs, executors and administrators, shall be indemnified and secured harmless out of the assets and profits of the company from and against all actions, costs, charges, losses, damages and expenses which they, or any of them, their and any of their heirs, executors or administrators shall or may incur or sustain by or by reason of any act done, concurred in or omitted in or about the execution of their duty, or supposed duty, in their respective offices or trusts, except such (if any) as they shall incur or sustain by or sustain by or through their own wilful act, neglect or default respectively, and none of them shall be answerable for the acts, receipts, neglects or defaults of the other or others of them or for joining in any receipt for the sake of conformity or for any bankers or other persons with whom any moneys or effects belonging to the company shall or may be lodged or deposited for safe custody, or for any defect of title of the company to any property purchased or for

biens achetés, ou pour insuffisance ou manque ou défaut de titres de la compagnie de toute garantie sur laquelle tous argents appartenant à la compagnie seront placés ou investis, ou pour toute perte, infortune ou dommages résultant de toute telle cause telle que susdit, ou qui peuvent arriver dans l'exécution de leurs fonctions ou devoirs respectifs, ou y relatifs, excepté si la chose arrivait par leur négligence ou défaut volontaire respectivement.

Et il est de plus ordonné et déclaré que si autorisés par règlement, sanctionné par un vote de pas moins des deux-tiers en valeur des actions représentées par les actionnaires présents à une assemblée générale convoquée pour considérer le règlement, les directeurs pourront, s'ils le jugent à propos:

(*a*) Emprunter des deniers sur le crédit de la compagnie;

(*b*) Emettre des débentures ou autres valeurs de la compagnie et les gager ou les vendre pour telles sommes et aux prix qui seront jugés à propos;

(*c*) Nonobstant les dispositions du Code civil, hypothéquer, nantir ou gager les propriétés mobilières ou immobilières, présentes ou futures, de la compagnie, en garantie de toutes telles débentures ou autres valeurs, ou donner partie seulement de telle garantie pour telles fins; et constituer l'hypothèque, le nantissement ou le gage mentionné ci-dessus par acte de fiducie, conformément aux articles 11 et 12 de la Loi des pouvoirs spéciaux de certaines corporations (chap. 227), ou de toute autre manière;

(*d*) Hypothéquer ou nantir les propriétés immobilières de la compagnie ou donner en garantie ou autrement affecter les propriétés mobilières ou donner toute telle garantie pour garantir le paiement de prêts faits autrement que par l'émission de débentures, aussi bien que le paiement ou l'exécution de toute autre dette, contrats ou obligations de la compagnie.

Les limitations et restriction contenues en cet article ne s'appliqueront pas à l'emprunt d'argent par la compagnie sur lettres de change ou billets promissoires faits, tirés, acceptés ou endossés par ou au nom de la compagnie, sous le nom de "Second Canadian International Investment Company, Limited".

Le montant du capital-actions de la compagnie sera de trois millions de dollars ($3,000,000.00), monnaie courante du Canada, divisé en deux cent mille (200,000) actions privilégiées avec droit de participation d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune et cent mille (100,000) actions ordinaires d'une valeur au pair de dix dollars ($10.00) chacune, sujet à l'augmentation du dit capital-actions en vertu des dispositions de la dite loi.

Les dites actions privilégiées avec droit de participation (ci-après dans les présentes désignées comme les "actions privilégiées") auront et seront sujettes aux préférences, priorités, droits de participation et autres droits spéciaux, pouvoirs de voter, privilèges, limitations, conditions et restrictions suivantes:

(1) Les porteurs des actions privilégiées avec droit de participation auront droit de recevoir, à même les profits nets ou surplus de la compagnie, des dividendes privilégiés cumulatifs au taux de quarante centins (40c) par action par année, tels dividendes commençant à courir et seront cumulatifs de et à compter de la date ou des dates qui seront déterminées par le bureau de direction lors de l'émission ou avant l'émission

insufficiency or deficiency of or defect of title of the company to any security upon which any moneys of or belonging to the company shall be placed out or invested, or for any loss, misfortune or damage resulting from any such cause as aforesaid, or which may happen in the execution of their respective offices or trusts, or in relation thereto, except the same shall happen by or through their own wilful neglect or default respectively.

And it is further ordained and declared that if authorized by by-law, sanctioned by a vote of not less than two-thirds in value of the shares represented by the shareholders present at a general meeting called for considering the by-law, the directors may, when they deem it expedient:

(*a*) borrow money upon the credit of the company;

(*b*) issue debentures or other securities of the company and pledge or sell the same for such sums and at such prices as may be deemed expedient;

(*c*) notwithstanding the provisions of the Civil Code, hypothecate, mortgage or pledge the moveable or immoveable property, present or future, of the company, to secure any such debentures or other securities, or give part only of such guarantee for such purposes; and constitute the hypothec, mortgage or pledge above mentioned, by trust deed, in accordance with sections 11 and 12 of the Special Corporate Powers Act (chap. 227), or in any other manner;

(*d*) hypothecate or mortgage the immoveable property of the company, or pledge or otherwise affect the moveable property, or give all such guarantees, to secure the payment of loans made otherwise than by the issue of debentures, as well as the payment or performance of other debts, contracts or obligations of the company;

The limitations and restrictions contained in this section shall not apply to the borrowing of money of the company on bills of exchange or promissory notes made, drawn, accepted or endorsed by or on behalf of the company, under the name of "Second Canadian International Investment Company, Limited".

The amount of the capital stock of the company is to be three million dollars ($3,000,000.00), current money of Canada, divided into two hundred thousand (200,000) participating preference shares of the par value of ten dollars ($10.00) each and one hundred thousand (100,000) common shares of the par value of ten dollars ($10.00) each, subject to the increase of such capital stock under the provisions of the said Act.

The said participating preference shares (hereinafter referred to as the "preference shares"), shall have and be subject to the following preferences, priotities, participating and other special rights and voting powers, privileges, limitations, conditions and restrictions:

(1) The holders of the participating preference shares shall be entitled to receive out of the net profits or surplus of the company, cumulative preferential dividends at the rate of forty cents (40c) per share per annum, such dividends to accrue and be cumulative from and after such date or dates as may be determined by the Board of Directors at or before the issue of any such shares, from time to time, or in case no

de toutes telles actions, de temps à autre, ou dans le cas où nulle telle date ou telles dates ne seraient déterminées, alors de la date de la répartition, et seront payables par mandats ou chèques de la compagnie en versements trimestriels le premier jour de mars, juin, septembre et décembre de chaque année aux porteurs d'actions privilégiées enregistrés le quinzième jour du mois précédent le paiement de tel dividende trimestriel; et aucun dividende ne sera déclaré, payé ou mis de côté sur les actions ordinaires de la compagnie à moins que tous les dividendes accumulés et accrus sur les actions privilégiées aient été déclarés, payés ou mis de côté et tous les versements de dividendes sur les actions privilégiées en rapport avec l'année courante aient été déclarés, et payés ou mis de côté;

such date or dates be determined, then from the date of allotment, and to be payable by warrant or cheque of the company in quarterly instalments on the first days of March, June, September and December in each year to holders of preference shares of record on the fifteenth day of the month preceding the payment of such quarterly dividend; and no dividend shall be declared, paid or set aside upon the common shares of the company unless all accumulated and accrued dividends upon the preference shares shall have been declared and paid or set aside and all instalments of dividends on the preference shares in respect of the current year shall have been declared and paid or set aside.

(2) Lorsque tous les dividendes privilégiées accumulés et les dividendes privilégiés sur les actions privilégiées en rapport avec toute année auront été déclarés et payés ou mis de côté tel que précité, le bureau de direction pourra en rapport avec telle année déclarer et payer à même les profits nets ou surplus de la compagnie, des dividendes sur les actions ordinaires n'excédant pas quarante centins (40c) par action pour telle année, payables en tels versements et à tel temps que le bureau de direction pourra de temps à autre déterminer. Les dits dividendes sur les actions ordinaires seront non cumulatifs.

(2) Whenever all accumulated preferential dividends and the preferential dividends on the preference shares in respect of any year shall have been declared and paid or set aside as aforesaid, the Board of Directors may in respect of such year declare and pay out of the net profits or surplus of the company, dividends on the Common Shares not exceeding forty cents (40c) per share for such year, payable in such instalments and at such times as the Board of Directors may from time to time determine. Said dividends on the common shares shall be non-cumulative.

(3) Lorsque tous les dividendes privilégiés accumulés et les dividendes privilégiés sur les actions privilégiées en rapport avec telle année auront été déclarés et payés ou mis de côté tel que précité et les dividendes au montant de quarante centins (40c) par action pour telle année sur les actions ordinaires auront été déclarés et payés ou mis de côté tel que précité, le bureau de direction pourra en rapport avec telle année déclarer et payer à même les profits nets ou surplus de la compagnie des dividendes additionnels sur les actions privilégiées et les actions ordinaires en cours de la compagnie, mais seulement *pari passu* et proportionnellement comme une seule classe.

(3) Whenever all accumulated preferential dividends and the preferential dividends on the preference shares in respect of any year shall have been declared and paid or set aside as aforesaid and dividends amounting to forty cents (40c) per share for such year on the common shares have been declared and paid or set aside as aforesaid, the Board of Directors may in respect of such year declare and pay out of the net profits or surplus of the company further dividends on the outstanding preference shares and common shares of the company, but only *pari passu* and reteably as a single class.

(4) Dans le cas de liquidation et / ou de dissolution de la compagnie, soit volontaire ou involontaire, les porteurs d'actions privilégiées et ordinaires auront droit également action pour action comme une seule classe à toute la balance de l'actif net de la compagnie.

(4) In the event of liquidation and / or dissolution of the company, whether voluntary or involuntary, the holders of the preference and common shares shall be entitled equally share for share as a single class to all the then remaining net assets of the company.

(5) Les actions privilégiées ne confèreront aucun droit de voter à moins et jusqu'à ce que la compagnie ait manqué de payer quatre versements trimestriels de dividendes sur les actions privilégiées, soit consécutifs ou non et soit que tels dividendes aient été déclarés ou non, et soit que des profits furent disponibles ou non pour leur paiement, et dans tel cas les porteurs d'actions privilégiées auront dans la suite un vote pour chaque action privilégiée détenue par eux jusqu'à ce que tous les dividendes accumulés et accrus sur les actions privilégiées auront été déclarés et payés et le versement trimestriel courant de dividendes privilégiés aura été déclaré et mis de côté, sur quoi les droits de vote conférés par les actions privilégiées dans le cas de défaut de payer les dividendes privilégiés cesseront et les porteurs d'icelles n'auront pas droit d'exercer tels droits de vote dans la suite jusqu'à ce que la compagnie manque de nouveau de payer quatre versements de dividendes tel que précité, et ainsi de suite de temps à autre.

(5) The preference shares shall confer no voting rights unless and untill the company shall have failed to pay four quarterly dividend instalments upon the preference shares whether or not consecutive and whether or not such dividends shall have been declared, and whether or not profits shall have been available for payment thereof, and in such event the holders of preference shares shall thereafter have one vote for each preference share held by them until all accumulated and accrued dividends upon the preference shares shall have been declared and paid and the current quarterly instalment of preferential dividends declared and set aside, whereupon the voting rights conferred by the preference shares in case of default of payment of preferential dividends shall cease and holders thereof shall not be entitled to exercise such voting rights thereafter until default shall again be made by the company in the payment of four quarterly instalments of dividends as aforesaid, and so on from time to time.

Les porteurs d'actions privilégiées auront aussi le droit de voter à toutes les assemblées des actionnaires sur tous sujets se rapportant

Holders of preference shares shall also have the right to vote at all meetings of the shareholders on any matter affecting their preferential

à leurs droits de dividendes privilégiés et les restriction énoncées dans les présentes en rapport avec les placements de la compagnie et dans tel cas les porteurs d'actions privilégiées auront un vote pour chaque telle action détenue par eux.

Les porteurs enregistrés d'actions privilégiées auront, cependant, le droit de recevoir avis de toutes les assemblées générales de la compagnie et d'y être présents, mais avec aucun droit de voter, excepté tel que prévu dans les présentes;

(6) Aucun règlement pour augmenter le capital-actions de la compagnie en autorisant l'émission d'actions privilégiées additionnelles de la compagnie ayant rang en priorité ou *pari passu* avec celles présentement autorisées d'être émises ou pour modifier en aucune manière les dispositions se rapportant aux actions privilégiées tel qu'énoncé dans les présentes ne prendra effet à moins que le règlement autorisant ces dits changements ait été approuvé par les votes des porteurs d'au moins les trois-quarts des actions privilégiées représentées par les actionnaires privilégiées présents à une assemblée spéciale des porteurs des dites actions privilégiées convoquée dans le but de considérer ce règlement.

(7) La compagnie n'émettra pas en aucun temps toutes obligations, débentures, actions-débentures ou autres obligations semblables, garanties ou non garanties, si au temps de leur émission le montant principal de toutes telles obligations, débentures, actions-débentures ou autres obligations semblables alors en cours, y compris toutes telles obligations qu'on a l'intention d'émettre, excède ou excèderait le montant du capital-actions payé de la compagnie en tel temps.

Et il est de plus ordonné et déclaré que l'exercice des pouvoirs de la compagnie par les directeurs et officiers de la compagnie sera sujet aux réglementations restrictives suivantes, lesquelles dites réglementations pourront être restreintes de nouveau par le bureau de direction et/ou les actionnaires, mais pourront être rendues moins restrictives seulement par règlement de la compagnie qui aura été sanctionné par les deux-tiers des votes donnés par les porteurs d'actions privilégiées et d'actions ordinaires votant par classes à une assemblée générale spéciale à laquelle les porteurs d'une majorité des actions privilégiées en cours et des actions ordinaires en cours respectivement sont présents ou représentes par procureurs et qui sera dans la suite confirmé par lettres patentes supplémentaires.

(1) Pas plus de dix pour cent (10%) du capital-actions payé ou fonds de prêt de la compagnie ne peut être placé dans une même sorte de valeurs.

(2) Pas plus de vingt-cinq pour cent (25%) du capital-actions payé ou fonds de prêt de la compagnie ne peut être placé dans des valeurs d'aucune classe distincte de commerce ou d'industrie.

(3) La compagnie ne fera pas le commerce d'aucune actions, obligations ou autres valeurs sur marge.

Le bureau principal de la compagnie, sera en la cité de Montréal, district de Montréal.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,

1393 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

dividend rights and the restrictions herein set out in regard to the company's investments and in such event the holders of preference shares shall have one vote for each such share held by them.

The registered holders of the preference shares shall, however, have the right to receive notice of all general meetings of the company and to be present thereat, but with no right to vote except as herein provided.

(6) No by-law for increasing the capital stock of the company by authorizing the issue of further preference shares of the company ranking in priority to or *pari passu* with that now authorized to be issued or modifying in any way the provisions relating to the preference shares as herein set out shall have effect unless the by-law authorizing the same shall have been approved by the votes of holders of at least three fourths of the preference shares represented by the preference shareholders present at a special meeting of the holders of such preference shares called for the purpose of considering such by-law.

(7) The company shall not at any time issue any bonds, debentures, debenture stock or other like obligations, secured or unsecured, if at the time of issue thereof the principal amount of any such bonds, debentures, debenture stock or other like obligations then outstanding, including any such obligations then proposed to be issued exceeds or would exceed the amount of the company's paid up share capital at such time.

And it is hereby ordained and declared that the exercise of the powers of the company by the directors and officers of the company shall be subject to the following restrictive regulations, which said regulations may be further restricted by the Board of Directors and/or the shareholders, but may be made less restrictive only by by-law of the company which shall have been sanctioned by two-thirds of the votes cast by holders of the preference shares and of the common shares voting by classes at a special general meeting at which holders of a majority of the outstanding preference shares and of the outstanding common shares respectively are present or represented by proxy and which shall thereafter have been confirmed by supplementary letters patent.

(1) Not more than ten per cent (10%) of the paid-up share and loan capital of the company may be invested in any one security.

(2) Not more than twenty five per cent (25%) of the paid-up share and loan capital of the company may be invested in securities of any distinct class of business or industry.

(3) The company shall not deal in any stocks, bonds or other securities on margin.

The head office of the company, will be at the city of Montreal, in the district of Montreal.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1394-o Acting Assistant Provincial Secretry.

"Prospectors Gold Syndicate, Limited".
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 19 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du troisième jour de mars, 1937, changeant le nom de la compagnie "Coronation Gold Mines, Limited" (No personal liability) en celui de Prospectors Gold Syndicate, Limited "(No personal liability)".

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce troisième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,
1395-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Prospectors Gold Syndicate, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 19 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the third day of March, 1937, changing the name of the company "Coronation Gold Mines, Limited", (No Personal liability) to that of "Prospectors Gold Syndicate, Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this third day of March, 1937.

ARMAND VIAU,
1396 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Senneville Goldfields, Limited".
(No Personal Liability)

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 20 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-septième jour de février 1937, changeant le nom de la compagnie "Bourlamaque Gold Mines, Limited (No Personal Liability), constituée en corporation par lettres patentes en date du seizième jour de février 1937, en celui de "Senneville Goldfields, Limited (No Personal Liability).

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-septième jour de février 1937.

ARMAND VIAU,
1397-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Senneville Goldfields, Limited".
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 20 and following: supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty seventh day of February, 1937, changing the name of the company "Bourlamaque Gold Mines, Limited" (No Personal Liability) incorporated by letters patent dated the sixteenth of February, 1937, to that of "Senneville Goldfields, Limited" (No Personal Liability).

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty seventh day of February, 1937.

ARMAND VIAU,
1398 Acting Assistant Provincial Secretary.

"Solid Glove, Limited".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 47 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du premier jour de mars 1937, à la compagnie "Solid Glove, Limited", confirmant un règlement augmentant son capital de $10,000.00 à $20,000.00 par la création de 200 actions ordinaires additionnelles d'une valeur au pair de $50.00 chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la province, ce premier jour de mars, 1937.

ARMAND VIAU,
1399-o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

"Solid Glove, Limited".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 47 and following supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the first day of March, 1937, to the company "Solid Glove Limited", in conformity with the by-law increasing its capital from $10,000.00 to $20,000.00 by the creation of 200 additional common shares of a par value of $50.00 each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this first day of March, 1937.

ARMAND VIAU,
1400 Acting Assistant Provincial Secretary.

"St. Mark Investment Corporation".

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, articles 46 et suivants, il a été accordé par le lieutenant-gouverneur de la province de Québec, des lettres patentes supplémentaires en date du vingt-deuxième jour de février, 1937, à la compagnie "Saint Mark Investment Corporation", ratifiant un règlement de la compagnie, comme suit, à savoir:

Que, sujet à confirmation par lettres patentes supplémentaires, le capital payé de la compagnie formant un montant de soixante et-quinze mille dollars ($75,000.00), représenté par deux cents (200) actions sans valeur nominale ou au pair soit réduit à dix mille dollars ($10,000.00), et que les dites deux cents (200) actions sans valeur nominale ou au pair soient converties en actions d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune;

"St. Mark Investment Corporation".

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, articles 46 and following, supplementary letters patent have been issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, bearing date the twenty second day of February, 1937, to the Company "Saint Mark Investment Corporation", ratifying a by-law of the company, as follows, to wit:

That, subject to confirmation by supplementary letters patent, the paid-up capital of the Company amounting to seventy-five thousand dollars ($75,000.00), represented by two hundred (200) shares without nominal or par value be reduced to ten thousand dollars ($10,000.00), and that the said two hundred (200) shares without nominal or par value be converted to shares with a par value of fifty dollars ($50.00) each;

Que telle réduction soit effectuée par l'annulation du capital qui a été perdu ou non représenté par les biens disponibles jusqu'à concurrence de soixante et cinq mille dollars ($65,000.00), équivalent à trois cent vingt-cinq dollars ($325.00) par action sur chacune des actions présentement émises et en cours;

Que les actions actuellement émises soient remplacées par des nouveaux certificats représentant un nombre équivalent d'actions d'une valeur au pair de cinquante dollars ($50.00) chacune.

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce vingt-deuxième jour de février, 1937.

ARMAND VIAU,

1401 Sous-secrétaire suppléant de la Province.

That such reduction be effected by cancelling the capital which has been lost or unrepresented by available assets to the extent of sixty five thousand dollars ($65,000.00), equivalent to three hundred and twenty five dollars ($325.00) per share upon each of the shares now issued and outstanding;

That the shares presently issued be replaced by new certificates representing an equivalent number of shares with a par value of fifty dollars ($50.00) each.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this twenty second day of February, 1937.

ARMAND VIAU,

1402-o Acting Assistant Provincial Secretary

Demandes à la Législature

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Salaberry de Valleyfield s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochalne session, pour obtenir des amendements à sa charte sur les matières suivantes:

Désigner les officiers permanents du Conseil; changer le mode de cotisation pour le coût des réparations et constructions des égouts; permettre la pose de paraneiges sur les lots vacants; autoriser la Cité à entretenir des chemins d'hiver dans un rayon de pas plus de trente milles de ses limites, avec le concours des municipalités intéressées; imposer une taxe sur les différentes lignes de commerce et une taxe spéciale sur les chaines de magasins; acquérir et exproprier les terrains et tous objets relatifs à l'éclairage de la Cité et à la force motrice; acquérir et exproprier des usines électriques avec leur système de distribution et accessoires; le chapitre 269 S.R.Q. 1925 ne s'appliquera pas à la Cité; et pour autres fins.

Salaberry de Valleyfield, 12 février 1937.

Les procureurs de la requérante,

981-8-4-o LAURENDEAU & COSSETTE.

Avis public est par les présentes donné que la Cité de Québec s'adressera à la Législature de cette province à sa prochaine session pour demander certains amendements à ses actes d'incorporation, et notamment: Pour changer la date des élections municipales et faire tous les changements que cela requiert dans sa charte, tant au point de vue de la préparation des listes électorales municipales qu'à la révision des dites listes, et tout autre changement se rapportant à la préparation des élections; pour prolonger le terme des échevins jusqu'au mois de novembre 1938; pour amender l'article concernant la qualification du maire et des échevins; pour amender la loi concernant le fonds de pension des employés actuels et des pensionnaires actuels dudit fonds de pension, ainsi que la responsabilité de la cité quant audit fonds de pension pour amender certaines dispositions concernant l'auditeur et le trésorier de la cité; pour amender l'article concernant le présidenr du comité administratif en l'absence du maire, ainsi que d'autres dispositions de la loi concernant les pouvoirs du comité administratif; pour amender l'article concernant les enquêtes devant le conseil ou devant les comités d'icelui, ainsi que les articles concernant les locaux loués par la cité, dont les baux pouront être faits sous seing privé; pour amender les articles concernant le bureau de cotisation ainsi que les pouvoirs

Applications to the Legislature

Public notice is hereby given that the City of Salaberry de Valleyfield, will apply to the Legislature of the Province, at its next session, for certain amendments to its Charter concerning the following matters:

To designate the permanent officers of the Council; to change the mode of assessment relating to the construction and repairs of sewers; to allow the installation of snow barriers on vacant lots; to authorize the City to maintain winter roads, within a radius not exceeding thirty miles from its limits, with the assistance of the interested municipalities; to levy a tax on different lines of trade and a special tax on chain stores; to acquire and expropriate lands and all things relating to the lighting of the City and to power; to acquire and expropriate electrical plants together with their distributing system and accessories; Chapter 269 R.S. Quebec 1925 will not apply to the City; and for other purposes.

Salaberry de Valleyfield, February 12th, 1937.

LAURENDEAU & COSSETTE,

982-8-4-o Attorneys for the Petitioner.

Public notice is hereby given that the City of Quebec will apply to the Legislature of this Province, at its next Session, for certain amendments to its charter of incorporation, and principally: To change the date of the Municipal elections and to make all changes required therefor in its charter, both in view of the preparation of the Municipal electoral lists as well as for the revision of the said lists, and any other modifications incidental to the preparation for elections; to extend the term of office of aldermen to the month of November 1938; to amend the article respecting the qualifications of the Mayor and Aldermen; to amend the act respecting the Pension Fund of present employees and of the present pensionners of the said fund, as well as the liability of the City with regard to the said Pension Fund; to amend certain provisions concerning the City's auditor and treasurer; to amend the article concerning the President of the Administrative Committee in the absence of the Mayor, as well as other provisions of the Act concerning the powers of the Administrative Committee; to amend the Article concerning inquiries before the Council or before the committees thereof as well as the Articles concerning the premises leased by the city, whereof the leases may be made under private seal; to amend Articles concerning the Board of Assessors as well as the powers of this Board; to change the Articles

de ce bureau; pour changer les articles concernant les devoirs des commissaires et la préparation des livres de cotisation, ainsi que la révision des dits livres des cotiseurs et les diverses évaluations qu'ils sont appelés à faire et ce que doivent contenir lesdits rôles d'évaluation ainsi que les rôles de perception; pour changer la date d'homologation desdits livres de cotisation et de perception et les articles concernant les plaintes qui peuvent être faites contre lesdits livres; pour amender la loi concernant la taxe personnelle de $2.00 ainsi que la manière de la percevoir; pour imposer une taxe sur les ouvriers non résidants dans la Cité; pour amender les articles concernant les procédures pour la perception des taxes devant la Cour du Recorder ainsi que la manière et sur qui prélever lesdites taxes; pour amender l'article concernant l'intérêt sur les taxes dues à la cité pour les taxes et pour l'enlèvement de la neige; pour accorder un escompte aux contribuables qui paieront leurs taxes avant une certaine date; pour imputer les paiements sur les anciennes taxes;p our amender l'article concernant la subrogation pour le paiement des taxes dans certains cas; pour changer l'article concernant les appropriations à être présentées par les différents chefs de département dans la préparation du budget annuel, ainsi que pour changer les articles concernant les appropriations dudit budget ainsi que le rapport à être fait par le trésorier pour chaque année fiscale; pour amender les articles concernant le paiement des dépenses payées qui ne sont pas autorisées et la responsabilité de ceux qui font ces dépenses dans ce cas; pour amender les pouvoirs du contrôle du trésorier quant aux débentures ou coupons à écheoir, ainsi que les différents pouvoirs généraux du trésorier quant à tous les paiements et dépôts à être faits par lui; pour amender l'article concernant les appropriations à l'occasion de réjouissances publiques et démonstrations d'un caractère public; pour être autorisé à payer une subvention annuelle n'excédant pas $5,000.00 à l'Université Laval de Québec; pour amender les articles concernant l'emploi des fonds d'amortissement de la cité, ainsi que l'échange des débentures de la cité; pour amender l'article concernant le pouvoir d'emprunt de la cité sur les arréages de taxes ainsi que sur le fonds roulant de la cité, en anticipation de la collection des taxes et de l'émission des débentures pour les emprunts autorisés, ainsi que tous amendements concernant les débentures actuellement en circulation de la cité; pour modifier l'article concernant l'enlèvement de la neige dans les rues de la cité; pour modifier l'article concernant la manière dont on procèdera pour la libération de la neige sur les toits des propriétés longeant la rue; pour imposer une taxe d'affaires sur les camions qui opèrent dans la cité et dont les propriétaires ne sont pas résidants de la cité, ainsi que pour imposer une taxe de 2% sur le salaire de tout employé ne résidant pas dans la cité et obliger l'employeur à collecter cette taxe; pour prélever une licence annuelle de $10.00 sur tout propriétaire d'un véhicule-moteur ne tombant pas sous le coup de licence de charretier et servant à transporter des effets de commerce ou marchandises d'un endroit à un autre dans la cité; pour établir un bureau de censure des théâtres; pour faire décréter la fermeture de certaines maisons au moyen de scelles ou autrement dans certains cas; pour imposer une taxe sur les compagnies d'assurance appelées "Lloyd"; pour prélever des licences spéciales sur les magasins à chaîne; pour obliger les propriétaires de théâtres à

concerning the duties of Commissioners and the preparation of the assessment books, as well as the revision of the said Assessors' books and the various valuations which they are called upon to make and what the said Valuation Rolls should contain and likewise the assessment rolls; to change the date of the homologation of the said assessment and collection books and articles concerning complaints which may be registered against the said books; to amend the Act concerning the personal tax of $2.00 as well as the manner of collecting the same; to levy a tax on non-resident workmen in the city; to amend the articles concerning the procedure of collecting the taxes before the Recorder's Court as well as the manner of collecting and from whom to collect the said taxes; to amend the Article concerning interest on taxes due to the city for the taxes and for the removal of snow; to grant a discount to taxpayers who pay their taxes before a certain date; to credit payments on old taxes; to amend the Article concerning subrogation for the payment of taxes in certain cases; to change the Article concerning the appropriations to be presented by the various heads of Departments in the preparation of the annual budget, and also to change the articles concerning the appropriations of the said budget as well as the report to be made by the Treasurer for each fiscal year; to amend the Articles concerning the payment of expenses paid without authorization and the responsability of those incurring the said expenses in such cases; to amend the powers of the Treasurer's control with regard to unmatured debentures or coupons, and also the different general powers of the Treasurer with regard to all payments and deposits to me made by him; to amend the article concerning grants on the occasion of public festivals and demonstrations of a public character; to be authorized to pay an annual subsidy not exceeding $5,000.00 to Laval University of Quebec; to amend the Articles concerning the use of the City's sinking funds, and also the exchange of the City's debentures; to amend the article concerning the borrowing power of the city on arrears of taxes as well as on the City's working fund, in anticipation of the collection of taxes and the issue of debentures for authorized loans and also any amendments concerning the City's debentures now outstanding; to modify the Article concerning the removal of snow in the City streets; to modify the article concerning the manner whereby snow shall be cleared from the roofs of properties built close to the street; to levy a business tax on trucks operating in the city and whereof the owners are non-residents, and also to levy a tax of 2% on the salary of all non-resident employees, and to oblige employers to collect the said tax; to levy an annual license of $10.00 on any owner of a motor vehicle not subject to the carter's license who uses the said vehicle to carry goods, wares or merchandise to or from any place in the City; to establish a Board of Censors for theaters; to empower the city to order the padlocking of certain houses in certain cases; to levy a tax on Lloyd's insurance Companies; to impose a special license on chain stores; to oblige proprietors of theaters to permit the examination of their books by persons authorized by the City to control the collection of the Poor Tax; to compensate the increase in value given to certain properties in the case of improvements made by the City with the damages which may be caused by the said improvements; to declare exempt from taxes the City's

laisser examiner leurs livres par des personnes autorisées de la cité pour contrôler la collection du sou du pauvre; pour compenser la plus-value donnée à certaines propriétés dans les cas d'améliorations faites par la cité avec les dommages qui peuvent être causés par lesdites améliorations; pour faire déclarer exempts de taxes les tuyaux de l'aqueduc de la cité qui traversent les municipalités adjacentes; pour amender les articles concernant le prix de l'approvisionnement de l'eau dans certains cas; pour limiter la responsabilité de la cité dans le cas d'accidents causés par la glace ou la neige sur les rues de ladite cité; pour modifier l'article concernant l'exécution des jugements contre la cité et les délais d'exemption; pour modifier l'article concernant l'internement des enfants dans les écoles d'industrie; pour modifier les articles concernant la commission d'urbanisme et de conservation de Québec; pour étendre dans certains cas la juridiction de la Cour du Recorder; pour nommer une commission de trois membres du conseil qui s'occuperait de faire des arrangements avec les contribuables pour la collection des arrérages de taxes; pour modifier les articles concernant le commissaire des incendies de la cité de Québec; pour modifier l'octroi de la cité à l'Ecole Technique; pour exempter du paiement de la licence de chauffeur, toute personne conduisant un véhicule-moteur possédé par la cité; pour exempter de la taxe de gazoline tous les véhicules-moteurs possédés par la Cité et employés par elle pour les fins de son administration; pour autoriser la cité à emprunter le montant nécessaire pour combler les déficits des années 1934-35 et 1935-36, si ces déficits se trouvent modifiés par l'audition actuellement en cours; pour modifier la loi concernant la nomination des commissaires d'écoles de la cité de Québec; pour modifier les articles concernant le mode d'emprunt, soit à courte ou à longue échéance dans certains cas; pour étendre les limites de la juridiction de la Cour du Recorder quant à l'émission de mandats pour amener certains délinquents devant ladite Cour; pour demander l'annulation du contrat entre la cité et la compagnie Quebec Power pour l'éclairage de la cité; pour demander l'annulation du contrat entre la cité et MM. Amédée Demers et François Nolin pour la construction d'un incinérateur; pour municipalier l'électricité dans la cité et avoir tous les pouvoirs nécessaires à cette fin; pour emprunter les sommes suivantes savoir: (*a*) cinquante mille dollars pour payer les plans de l'égout collecteur; (*b*) dix mille dollars pour le nouveau chemin de Charlesbourg; (*c*) vingt-deux mille dollars pour le prolongement de la rue Bagot; (*d*) le montant nécessaire pour rembourser au gouvernement provincial la balance due sur l'emprunt fait pour la construction des logements ouvriers; (*e*) le montant nécessaire pour consolider tous les déficits établis au 30 avril 1934; (*f*) le montant nécessaire pour consolider les déficits des logements ouvriers; (*g*) vingt-cinq mille dollars pour les dépenses de la vérification de la comptabilité; (*h*) vingt-cinq mille dollars pour l'achat de machines à comptabilité; (*i*) quarante mille dollars pour l'élargissement du chemin Ste-Foy, côte nord entre la rue Sherbrooke et l'Avenue des Erables; pour faire disparaître l'exemption de taxes accordée sur les immeubles du Quebec Railway; pour modifier la loi concernant l'imputation des paiements faits sur les arrérages de taxes et toutes autres fins concernant la bonne administration de la cité.

Québec, 15 février 1937.

Les procureurs de la Cité de Québec,

993-8-4-o CHAPLEAU & THÉRIAULT.

waterworks' pipes crossing adjacent municipalities; to amend the articles concerning the price charged for supplying water in certain cases; to limit the liability of the City in the case of accidents caused by snow or ice in the streets of the said City; to modify the Article concerning the execution of judgments against the city and the delays of exemption; to modify the Article concerning the internment of children in industrial schools; to amend the Articles concerning the Quebec Town Planning and Conservation Commission; to extend in certain cases the jurisdiction of the Recorder's Court; to appoint a commission of three members of the Council who shall be charged with making arrangements with the taxpayers for the collection of arrears of taxes; to amend the Articles concerning the Fire Commissioner of the City of Quebec; to amend the grant to the Technical School by the City; to exempt any person, driving a motor vehicle owned by the city, from the payment of a Chauffeur's license; to exempt from the gasoline tax all motor vehicles owned by the city and used by it for the purposes of its administration; to authorize the City to borrow the amount necessary to cover the deficits of the years 1934-35, and 1935-36, if such deficits are altered by the audit now underway; to amend the Act concerning the appointment of School Commissioners of the City of Quebec; to modify the articles concerning the method of borrowing, whether at long or short term in certain cases; to extend the limits of the jurisdiction of the Recorder's Court respecting the issue of warrants to bring certain delinquents before the said Court; to request the annulment of the contract between the city and the Quebec Power Company for city lighting; to request the annulment of the contract between the City and Messrs Amédée Demers and François Nolin for the building of an incinerator; to municipalize electricity in the cityand to have all the powers necessary for such purpose; to borrow the following amounts, namely: (*a*) fifty thousand dollars to pay for the plans of the main sewer; (*b*) ten thousand dollars for the new Charlesbourg road; (*c*) twenty-two thousand dollars for the prolongation of Bagot street ; (*d*) the necessary amount to reimburse the Provincial Government the balance due on the loan for the building of workmen's dwellings; (*e*) the amount necessary to consolidate all deficits established to the 30th of April 1934; (*f*) the amount required to consolidate the deficits for the workmen's dwellings; (*g*) twenty five thousand dollars for auditing expenses in the accountant's department; (*h*) twenty-five thousand dollars for the purchase of accounting machines; (*i*) forty thousand dollars for the widening of Ste Foye Road, North side, between Sherbrooke Street and Maple Avenue; to remove the exemption of taxes granted on immovables belonging to the Quebec Railway; to amend the Act concerning the crediting of payments made on arrears of taxes and for all other purposes concerning the proper administration of the City.

Quebec, February 15, 1937.

CHAPLEAU & THERIAULT,

994-8-4 Attorneys for the City of Quebec.

Canada, Province de Québec, District de Québec.

Avis est par les présentes donné que l'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec s'adressera à la Législature de Québec, à sa prochaine session, pour demander la passation d'une loi amendant son acte d'incorporation et lui octroyant spécialement le pouvoir d'assurer ses membres contre les pertes causées par le vent, l'eau, l'explosion de bouilloires ou chaudières, contre les accidents dont ils pourraient être tenus responsables, et contre les risques découlant de la propriété, de la possession ou de l'usage d'une automobile, et lui permettant de se prévaloir des dispositions de la Loi des Assurances de Québec concernant la fusion des Compagnies Mutuelle contre le feu.

Québec, le 12 février 1937.

L'ASSURANCE MUTUELLE DES FABRIQUES
977-8-4-o DE QUÉBEC

Avis est par les présentes donné que Henry D. Clapperton, comptable agréé, des cité et district de Montréal, en sa qualité de fiduciaire des biens de J. K. L. Ross, cédant autorisé, s'adressera à la Législature de la province de Québec, à la session commençant le 24 février 1937, pour la passation d'une Loi relative à la vente par lui du droit de réversion dans un fonds de rente créé en vertu des dispositions du testament de feu James Ross.

Montréal, le 17 février 1937.

Les procureurs pour le requérant,
1035-8-4 MATHEWSON, WILSON & SMITH.

Avis est par les présentes donné que Alfred D. Sebastiani, Sylvio W. Narizzano, Andrea D. Iannuzzi et autres, présenteront, à la présente session de la Législature de la province de Québec ou la session suivante, une requête décrétant une loi incorporant "Order Sons of Italy in Quebec", comme une association de bénéfice mutuel.

Montréal, le 16 février 1937.

Le procureur des requérants,
1091-9-4-o M. E. LATTONI.

Avis public est par les présentes donné que lors de la présentation du bill de la cité de Montréal, à la présente session de la Législature de la province de Québec, Alcide Chaussé, architecte des cité et district de Montréal, s'adressera à ladite Législature pour obtenir une pension de la cité de Montréal.

Montréal, le 24 février 1937.

Le procureur d'Alcide Chaussé,
1161—9-4-o FERNAND CHAUSSE.

Avis est, par les présentes, donné que les Commissaires d'Ecoles de la Cité de Longueuil s'adresseront à la Législature de la Province de Quebec, à sa présente session, pour demander l'adoption d'une loi spéciale aux fins de modifier les limites scolaires de la cité de Longueuil pour les rendre conformes aux limites municipales de la dite cité, et autres fins s'y rattachant.

Montréal, le 1er mars 1937.

Les procureurs des Commissaires,
1333-10-4-o LAMARRE & LAMARRE.

Avis public est par les présentes donné que Henry Judah Trihey, de la cité de Westmount, avocat, Patrick Mullin, comptable, et Michael James McCrory, tous deux de la cité de Montréal, agissant en leur qualité d'exécuteurs testamentaires et fiduciaires de feu James McCready,

Canada, Province of Quebec, District of Quebec.

Notice is hereby given that "L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec" will apply to the Legislature of Quebec, at its next session, for the passing of an Act amending its Act of Incorporation and granting it specially the power to insure its members against losses caused by wind, water, boiler explosions, against accidents for which they may be held liable, and against property risks, the possession or use of an automobile, and permitting it to avail itself of the provisions of the Quebec Insurance Act concerning the amalgamation of Mutual Fire Insurance Companies.

Quebec, February 12, 1937.

L'ASSURANCE MUTUELLE DES FABRIQUES
978-8-4 DE QUEBEC.

Notice is hereby given that Henry D. Clapperton, chartered accountant, of the city and district of Montreal, in his quality of trustee of the property of J. K. L. Ross, authorized Assignor, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at the session opening on February 24th, 1937, for the passing of an Act relating to the sale by him of the reversionary interest in an annuity fund created in pursuance of the provisions of the will of the late James Ross.

Montreal, February 17th, 1937.

MATHEWSON, WILSON & SMITH,
1036-8-4-o Attorneys for Applicant.

Notice is hereby given that Alfred D. Sebastiani, Silvio W. Narizzano, Andrea D. Iannuzzi and others, will, at the present Session of the Legislature of the Province of Quebec or the following session thereof, present a petition for the enactment of a law incorporating the "Order Sons of Italy in Quebec", as a mutual benefit association.

Montreal, February 16th, 1937.

M. E. LATTONI,
1092-9-4-o Attorney for Petitioners.

Public notice is hereby given that at the present session of the Legislature of the Province of Quebec, at the time of the presentation of the bill of the city of Montreal, M. Alcide Chaussé, architect of the city of Montreal, said district, will apply to the said Legislature in order to get a pension from the said city of Montreal.

Montreal, February 24th., 1937.

FERNAND CHAUSSE,
1162—9-4-o Attorney for Alcide Chaussé.

Notice is hereby given, that the School Commissioners of the City of Longueuil will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of a special Act to modify the school limits of the City of Longueuil, to make them coincide with the municipal limits of the said City, and for other purposes incidental thereto.

Montreal, March 1, 1937.

LAMARRE & LAMARRE,
1334-10-4 Attorneys for Commissioners.

Public notice is hereby given that Henry Judah Trihey, of the City of Westmount, advocate, Patrick Mullin, accountant, and Michael James McCrory, both of the city of Montreal, acting in their capacity of testamentary executors and trustees of the late James McCready, will

s'adresseront à la Législature de la Province de Québec, à sa présente session, pour la passation d'une loi aux fins de les autoriser à faire certains paiements et avances aux bénéficiaires de ladite succession, augmenter la rémunération desdits fiduciaires, et définir leurs pouvoirs de faire des placements en vertu du testament dudit feu James McCready, et pour toutes autres fins.

Montréal, le 8 mars 1937.

Les procureurs des requérants,

1427—11-4 LAVERTY, HALE & LAVERTY.

apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act for the purpose of authorizing them to make certain payments and advances to the beneficiaries of said estate, to increase the remuneration of the said trustees, and to define their powers of investment under the will of the said late James McCready, and for all other purposes.

Montreal, March 8th., 1937.

LAVERTY, HALE & LAVERTY,

1428—11-4 Attorneys for the Petitioners.

Avis public est par les présentes donné que, Louis de Gonzague Prévost, avocat et conseil du Roi, Daniel Hillman, ingénieur civil et Geoffrey G. Ommanney, ingénieur civil, tous trois de la cité de Montréal, s'adresseront à la Législature de la province de Québec, à sa présente session, pour faire adopter une loi incorporant une compagnie, sous le nom de "Temiscamingue & Abitibi Railway Company", pour tracer, construire, équiper, maintenir et opérer un chemin de fer partant de ou près de la ville d'Angliers, dans le district électoral de Témiscamingue, dans la province de Québec, et se dirigeant d'Angliers dans une direction nord à travers les cantons Baby, Guérin, Montreuil, Remigny, Désandrouins, Montbeillard, Beauchastel et Rouyn jusqu'à ou près de la ville de Noranda; et de là dans une direction est, à travers les cantons de Rouyn et Joannes, dans le district électoral de Témiscamingue, et les cantons de Bousquet, Cadillac, Malartic, Fournière, Debuisson et / ou Varsan et Bourlamaque; jusqu'à ou près de la ville de Bourlamaque; et de là dans une direction nord-est, à travers les cantons de Louvicourt, Senneville, Pascalis et Tiblemont, jusqu'à ou près de la ville de Senneterre, dans le district électoral de l'Abitibi; pour consruire des lignes d'embranchement et extensions d'aucuns points sur ces lignes principales, pourvu que, excepté dans le but de connections avec un autre chemin de fer, aucun de ces embranchements ou extensions n'excède une distance de 50 milles; avec tous les pouvoirs ordinairement accordés à telle compagnie de chemin de fer et spécialement pour déterminer le nombre de directeurs; la convocation des assemblées générales; les avis à être donnés de telles assemblées; le droit de construire, acquérir, louer, maintenir et opérer des vaisseaux à vapeur ou autres et tous docks, quais et autres facilités ou accessoires nécessaires ou désirables pour leur maintien et opération; pour acquérir, posséder, maintenir et opérer des véhicules-moteurs, aéroplanes ou autre équipement aérien pour le transport des passagers et des marchandises et toutes facilités ou accessoires ou désirables en rapport avec tel transport, pour augmenter le capital-actions de la compagnie; pour déterminer le délai dans lequel telle compagnie pourra commencer ses opérations; pour passer toute convention avec les municipalités en rapport avec la construction, le maintien et l'opération de l'entreprise de la compagnie; pour passer toute convention avec d'autres compagnies ou personnes pour l'amalgamation, vente, location ou usage et opération des entreprises des parties à telle convention ou toute portion ou portions d'icelles.

Et pour toutes autres fins.

Québec, 11 mars 1937.

Les procureurs des requérants,

1469—11-4-0 GRAVEL, THOMPSON & HEARN

Notice is hereby given that Louis de Gonzague Prevost, advocate and King's Counsel; Daniel Hillman, civil engineer, and Geoffrey G. Ommanney, civil engineer, all three of the city of Montreal, will apply to the Legislature of the Province of Quebec, at its present session, for the passing of an Act incorporating a company under the name of "Temiscamingue & Abitibi Railway Company", to lay out, construct, equip, maintain and operate a railway from a point at or near the town of Angliers, in the electoral district of Temiscamingue, in the Province of Quebec, and extending from Angliers, in a Northerly direction through the townships of Baby, Guerin, Montreuil, Remigny, Desandrouins, Montbeillard, Beauchastel and Rouyn to a point at or near the town of Noranda; thence in an Easterly direction through the townships of Rouyn and Joannes, in the electoral district of Temiscamingue, and the townships of Bousquet, Cadillac, Malartic, Fournière, Dubuisson and / or Varsan and Bourlamaque, to a point at or near the town of Bourlamaque; thence in a Northeasterly direction through the townships of Louvicourt, Senneville, Pascalis and Tiblemont, to a point at or near the town of Senneterre, in the electoral district of Abitibi; to build branch lines and extensions from any points on these main lines, provided that, except for the purposes of connections with another railway, any such branch lines or extensions shall not exceed in length fifty (50) miles; with all the powers usually conferred upon such a railway company and especially to determine the number of directors; the calling of general meetings; the notices to be given of such meetings; the right to construct, acquire, charter, maintain and operate steam and other vessels and all docks, wharves and other facilities necessary or desirable for the maintenance and operation thereof; to acquire, own, maintain and operate motor vehicles, aeroplanes, or other aerial equipment for the transport of passengers and freight, and all facilities necessary or desirable in connection therewith; to increase the capital stock of the company; to determine the delays within which such company may start its operations; to enter into agreements with municipalities in respect of the construction, maintenance and operation of the undertaking of the company; to enter into agreements with other companies or persons for amalgamation, sale, lease or use and operation of the undertakings of such contracting parties or any portion of portions thereof.

And for other purposes.

Québec, March 11th., 1937.

GRAVEL, THOMPSON & HEARN,

1470—11-4-0 Attorneys for petitioners

Avis divers

Avis est par les présentes donné que la Corporation Municipale du Village Saint-Joseph de Grantham dont la population actuelle, telle que constatée par le recensement du 11 novembre 1936, ordonné par une résolution du conseil de ladite municipalité, adoptée en octobre 1936, est de 4,751 âmes, et pour faire suite aux résolutions adoptées par cette municipalité aux séances du 5 octobre 1936 et du 1er février 1937, présentera une requête au lieutenant-gouverneur-en-conseil pour l'obtention de lettres patentes érigeant la dite municipalité de village en municipalité de ville, sous l'empire de la Loi générale des cités et villes.

Le territoire de la nouvelle municipalité de ville sera le même que celui de l'ancienne municipalité de village, le dit territoire se désignant comme suit:

Le village Saint-Joseph est situé dans le troisième rang du canton de Grantham, comté Drummond. Il est borné au nord-est par la cité de Drummondville, au nord-ouest par la municipalité du canton de Grantham, au sud-ouest par la municipalité du canton de Grantham et la cité de Drummondville et au sud-est par la cité de Drummondville.

Ces limites peuvent être plus particulièrement décrites comme suit:

Commençant à un point situé sur la limite nord-est du chemin du troisième rang, à la rencontre de la ligne entre les lots 2-233 et 357 du cadastre du quartier est de la ville de Drummondville, avec la limite nord-est du chemin du troisième rang. De là vers le nord-ouest longeant la ligne nord-est du chemin du troisième rang—jusqu'à un point situé sur le prolongement de la ligne, entre les lots 153 et 156 du cadastre du canton de Grantham.

De là vers le sud-ouest et longeant la ligne de division entre les lots 153 et 156, sur une distance d'environ 1440 pieds à un point.

De là vers le sud-est traversant le lot 153 et le lot 152 (C.N.R.) puis suivant la ligne entre les lots 151, 148-21A, 149-21, 146-1, d'un côté, et les lots 150, 149-1 à 148-10 inclus de l'autre, jusqu'à la limite ouest de l'emprise du chemin de fer du Canadien Pacific. (142-B).

De là vers le sud-est traversant l'emprise du chemin de fer C.P.R. 142-B jusqu'à un point situé sur la ligne est de l'emprise du C.P.R. ce point étant à la rencontre de la ligne entre les lots 147-91 et 147-92 avec la limite est du lot 142-B (C.P.R.)

De là vers le sud-est suivant la ligne entre les lots 147-91 et 147-92 jusqu'à la limite nord-ouest du lot 147-88 (rue Saint-Charles). De là vers le sud-ouest longeant la limite nord-ouest du lot 147-88, jusqu'à un point.

De là vers le sud-est traversant le lot 147-88 (rue Saint-Charles) et suivant la ligne nord-est du lot 147-17 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 147-1 (rue Saint-Louis. De là vers le nord-est suivant la ligne nord-ouest du lot 147-1 (rue Saint-Louis) à un point.

De là vers le sud-est traversant les lots 147-1 et 145-235 (rue Saint-Louis) et suivant la ligne entre partie de 145 et partie 144 non subdivisée d'un côté et les lots 145-283-282-281-280-145-270 (rue Saint-Philippe) 145-269-268, 144-370, 371-372 jusqu'à la ligne nord-ouest du lot 144-362 (rue Saint-Damien) à un point.

Miscellaneous Notices

Notice is hereby given that the Municipal Corporation of the Village of Saint Joseph de Grantham whose present population, according to the census of November 11, 1936, ordered by a resolution of the Council of the said Municipality, adopted in October 1936, is 4,751 souls, and to carry out the resolutions adopted by the said Municipality at the meetings of October 5, 1936 and of February 1, 1937, will present a petition to the Lieutenant-Governor in Council to obtain Letters Patent erecting the said Village Municipality into a Town Municipality, under the general provisions of the Cities' and Towns' Act.

The territory of the new Town Municipality shall be the same as that of the former Village Municipality, the said territory being designated as follows:

The Village of Saint Joseph is situate in the third range of the township of Grantham, County of Drummond. It is bounded on the northeast by the City of Drummondville, on the northwest by the municipality of the township of Grantham, on the southwest by the municipality of the township of Grantham and the City of Drummondville and on the southeast by the City of Drummondville.

The said limits are more amply described as follows:

Commencing at a point situate on the northeast limit of the third range road, at the junction of the line between lots 2-223 and 357 of the cadastre for the East Ward of the town of Drummondville, with the northeast limit of the third range road. Thence towards the northwest along the northeast line of the third range road—to a point situate on the prolongation of the line, between lots 153 and 156 of the cadastre of the township of Grantham.

Thence southwesterly along the divisional line between lots 153 and 156, for a distance of about 1440 feet to a point.

Thence southeasterly crossing lot 153 and lot 152 (C.N.R.) and thence following the line between lots 151, 148-21A, 149-21, 146-1, on one side, and lots 150, 149-1 to 148-10 inclusively on the other side, to the west limit of the right of way of the Canadian Pacific Railway. (142-B).

Thence southeasterly crossing the right of way of the C.P.R. line 142B to a point situate on the east line of the right of way of the C.P.R. this point being the junction of the line between lots 147-91 and 147-92 with the east limit of lot 142B (C.P.R.).

Thence southeasterly following the line between lots 147-91 and 147-92 to the northwest limit of lot 147-88 (Saint Charles Street). Thence southwesterly along the northwest limit of lot 147-88, to a point.

Thence southeasterly crossing lot 147-88 (Saint Charles Street) and following the northeast line of lot 147-17 to the northwest line of lot 147-1 (Saint Louis Street). Thence northeasterly following the northwest line of lot 147-1 (Saint Louis Street) to a point.

Thence southeasterly crossing lots 147-1 and 145-235 (Saint Louis Street) and following the line between part of 145 and part of 144 unsubdivided on one side and lots 145-283-282-281-280, 145-270 (Saint. Philippe Street) 145-269-268, 144-370, 371-372 to the northwest line of lot 144-362 (Saint Damien street) to a point.

De là vers le nord-est suivant la ligne sud-est du lot 144-372 à un point.

De là vers le sud-est suivant la ligne entre la partie de 144 non subdivisée, d'un côté et les lots 144-362 (Saint-Damien) et 144-361 de l'autre à un point.

De là vers le nord-est suivant la ligne sud-est des lots 144-361, 360-359 et partie de 144-358 à un point. Ce point est le point de rencontre entre la ligne est du lot 144-57 (rue) avec la ligne sud-est du lot 144-358.

De là vers le sud et suivant la ligne est du lot 144-57 à un point.

De là vers l'est suivant la ligne sud des lots 144-40, 16-11 et 141-1 à un point situé sur la limite ouest de l'emprise du chemin de fer C.P.R. (Branche de l'Avenir) lot numéro 142A.

De là vers le nord suivant la ligne ouest de l'emprise du Chemin de fer du C.P.R. à un point, ce point étant le point de rencontre entre la limite ouest du lot 142-A, (C.P.R.) et la ligne de division entre les lots orignaires 141 et 144 du cadastre du canton de Grantham.

De là vers le nord-est traversant l'emprise du chemin de fer Canadien Patific et suivant la ligne entre les lots originaires 141-144 du cadastre du canton de Grantham jusqu'au point de départ.

La nouvelle municipalité de ville sera désignée sous le nom de "Ville Saint-Joseph de Grantham".

Donné au village Saint-Joseph de Grantham, ce deuxième jour de mars, 1937.

Le secrétaire-trésorier,
1331—10-4-o H.-P. PRECOURT.

"SECOND CANADIAN INTERNATIONAL INVESTMENT COMPANY, LIMITED".

Règlement "C".

Règlement pour augmenter le Bureau de direction dé cinq à neuf.

Qu'il soit décrété et il est par les presentes décrété par le règlement "C" de la Compagnie:

Que le nombre des directeurs soit et il est par les présentes augmenté de cinq à neuf, et que les deux premières phrases de la Section 1 de l'Article III des règlements de la Compagnie soient et elles sont par les présentes amendées de manière à se lire comme suit:

Le nombre des directeurs de la compagnie est de neuf. Trois directeurs formeront quorum.

Daté à Montréal, ce 1er jour de mars 1937.

Le secrétaire,
1425 A.-C. LAMBERT.

Avis est donné au public conformément à l'article 35 de la loi des Cours d'Eau, que Price Brothers & Company, Limited, en faillite, de la cité de Québec, dans le comté de Québec, se proposent de faire faire un barrage pour faciliter le flottage du bois à la décharge du Lac des Grandes Pointes, rivière Alex, canton Constantin, comté de Lac Saint-Jean-Ouest.

Avis est de plus donné qu'une requête à cette fin, accompagnée des plans et devis indiquant la nature de l'ouvrage et les terrains qui seront affectés par ces travaux, a été transmise au ministre des terres et forêts, et qu'un duplicata de ces plans et devis a été déposé au bureau d'enregistrement de la division d'enregistrement, Lac Saint-Jean-Ouest, à Roberval.

Thence northeasterly following the southeast line of lot 144-372 to a point.

Thence southeasterly following the line between the unsubdivided part of 144, on one side and lots 144-362 (Saint Damien) and 144-361 on the other side to a point.

Thence northeasterly following the southeast ine of lots 144-361, 360-359 and part of 144-358 to a point. This point is the point of intersection between the east line of lot 144-57 (street) with the southeast line of lot 144-358.

Thence southerly and following the east line of lot 144-57 to a point.

Thence easterly following the south line of lots 144-40, 16-11 and 141-1 to a point situate on the west limit of the right of way of the C.P.R. (Avenir Branch line) lot number 142A.

Thence northerly following the west line of the right of way of the C.P.R. railway to a point, this point being the point of intersection between the west limit of lot 142A, (C.P.R.) and the divisional line between original lots 141 and 144 of the cadastre of the township of Grantham.

Thence northeasterly crossing the right of way of the Canadian Pacific Railway and following the line between original lots 141-144 of the cadastre of the township of Grantham to the point of departure.

The new town municipality shall be designated under the name of "Town of Saint Joseph de Grantham".

Dated at the Village of Saint Joseph de Grantham, this 2nd day of March, 1937.

H.-P. PRECOURT,
1332—10-4 Secretary Treasurer.

"SECOND CANADIAN INTERNATIONAL INVESTMENT COMPANY, LIMITED".

By-law "C".

A By-law to increase the Board of Directors from five to nine.

Be it enacted and it is hereby enacted as By-law "C" of the Company:

That the number of Dierctors be and is hereby increased from five to nine, and that the first two sentences of section I of article III of the Company's By-laws be and they are hereby amended so as to read as follows:

The number of Directors of the Company is nine. Three Directors shall form a quorum.

Dated at Montreal, this 1st day of March, 1937.

A. C. LAMBERT,
1426-o Secretary.

Public notice is hereby given, in accordance with section 35 of the Water-Course Act, that Price Brothers & Company, Limited, In Bankruptcy, of the city of Quebec, in the county of Quebec, intend to build a dam to facilitate the floating of logs at the outlet of Lac des Grandes Pointes, Alex River, in the township of Constantin, county of Lake Saint John West.

Notice is also given that a petition to that effect, accompanied by a plan and specifications showing the nature of the work and the land which will be affected by such work, has been forwarded to the Minister of Lands and Forests and that a duplicate of such plan and specifications has been deposited at the Registry Office of the Registration Division of Lake Saint John West, at Roberval.

La demande contenue dans la requête sera prise en considération par le lieutenant-gouverneur en Conseil le ou après le dixième jour suivant la date de la publication du présent avis dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Ce quatrième jour du mois de mars, 1937.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
1409—o In Bankruptcy.

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat Catholique et National des Maîtres et Employés Chauffeurs de Sorel" pour l'étude, la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 1er mars, 1937.

Le siège principal de la société est à Sorel.

ARMAND VIAU,
1411—o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

Avis public est par les présentes donné que la Commission Municipale de Québec, à sa séance en date du 9 mars 1937, a adopté la résolution suivante:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, à compter du 23 mars 1937, la corporation municipale de Chicoutimi (canton), dans le comté de Chicoutimi, ne soit plus considéré comme en défaut au sens de la section V de la Loi de la Commission Municipale de Québec, et qu'à compter de ladite date du 23 mars 1937, le jugement de la Cour supérieure du district de Chicoutimi, en date du 20 septembre 1933, déclarant ladite municipalité en défaut, cesse d'avoir vigueur et effet".

Le secrétaire,
EMILE MORIN.

La Commission municipale de Québec.
Québec, ce 9 mars 1937. 1429—o

Avis public est par les présentes donné que la Commission Municipale de Québec, à sa séance en date du 9 mars 1937, a adopté la résolution suivante:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de la Commission Municipale de Québec, à compter du 23 mars 1937, la corporation municipale du canton Tremblay, dans le comté de Chicoutimi, ne soit plus considérée comme en défaut au sens de la section V de la Loi de la Commission Municipale de Québec, et qu'à compter de ladite date du 23 mars 1937, le jugement de la Cour Supérieure du district de Chicoutimi, en date du 22 novembre 1932, déclarant ladite municipalité en défaut, cesse d'avoir vigueur et effet."

Le secrétaire,
EMILE MORIN.

La Commission Municipale de Québec.
Québec, ce 9 mars 1937. 1431—o

Avis public est par les présentes donné que la Commission Municipale de Québec, à sa séance en date du 9 mars 1937, a adopté la résolutuion suivante:

"Il est résolu que, conformément aux dispositions de l'article 45 de la Loi de la Commission municipale de Québec, à compter du 23 mars 1937, la corporation municipale du village de Val-Barrette, dans le comté de Labelle, ne soit plus considérée comme en défaut au sens de la section V de la Loi de la Commission Municipale de Québec, et qu'à compter de ladite date du 23

The application contained in the petition will be taken into consideration by the Lieutenant-Governor in Council on or after the tenth day following the date of the publication of this notice in the *Quebec Official Gazette*.

This fourth day of March, 1937.

PRICE BROTHERS & COMPANY, LIMITED,
1410—o In Bankruptcy.

The formation of an association under the name of "Syndicat Catholique et National des Maîtres et Employés Chauffeurs de Sorel", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order in Council, dated the 1st of March, 1937.

The principal place of business of the association is at Sorel.

ARMAND VIAU,
1412 Acting Assistant Provincial Secretary.

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of March 9th., 1937:

"Resolved that in accordance with the provisions of Section 45 of the Quebec Municipal Commission Act, from and after the 23rd of March 1937, the municipal corporation of Chicoutimi (township), in the county of Chicoutimi, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the Quebec Municipal Commission Act, and that from said date of March 23rd, 1937, the judgment of the Superior Court for the district of Chicoutimi, dated September 20th., 1933, declaring said municipality in default, shall cease to have force and effect."

EMILE MORIN,
Secretary.

The Quebec Municipal Commission.
Quebec March 9th., 1937. 1430—o

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of March 9th., 1937:

"Resolved that in accordance with the provisions of Section 45 of the Quebec Municipal Commission Act, from and after the 23rd of March, 1937, the municipal corporation of the township of Tremblay, in the county of Chicoutimi, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the Quebec Municipal Commission Act, and that from said date of March 23rd., 1937, the judgment of the Superior Court for the district of Chicoutimi, dated November 22nd, 1932, declaring said municipality in default, shall cease to have force and effect."

The Quebec Municipal Commission.
Quebec March 9th., 1937. 1432—o

Public notice is hereby given that the Quebec Municipal Commission has adopted the following resolution at its sitting of March 9th., 1937:

"Resolved that in accordance with the provisions of section 45 of the Quebec Municipal Commission Act, from and after the 23rd of March, 1937, the municipal corporation of the Village of Val-Barrette, in the county of Labelle, shall no longer be considered in default within the meaning of Division V of the Quebec Municipal Commission Act, and that from said date of March

mars 1937, le jugement de la Cour supérieure du district de Montcalm, en date du 11 juillet 1933, déclarant ladite municipalité en défaut, cesse d'avoir vigueur et effet."

Le secrétaire,
EMILE MORIN.

La Commission municipale de Québec.
Québec, ce 9 mars 1937. 1433—o

"HARRIS ABATTOIR (QUEBEC), LIMITED".

Sommaire du Règlement.

La Compagnie "Harris Abattoir (Quebec), Limited" a passé un règlement pourvoyant à la distribution de ses biens proportionnellement entre ses actionnaires à l'expiration des quinze (15) jours après la publication de ce sommaire du Règlement dans la *Gazette Officielle de Québec*.

Daté, le 8 mars 1937.

"HARRIS ABATTOIR (QUEBEC), LIMITED",
Le secrétaire-trésorier,
1461 W. R. VINING.

"LES JEUNESSES PATRIOTES"

Règlement concernant les Directeurs

Art. 4.—Les Jeunesses Patriotes sont administrées par un bureau de direction composé de cinq (5) directeurs.

Montréal, le 31 janvier 1937.

Le secrétaire,
1465–o DOSTALER O'LEARY.

ACER, MCLERNON LIMITED

Règlement XII

Un règlement pour augmenter le nombre des directeurs

1. Le nombre des directeurs de la compagnie est par les présentes augmenté de cinq à sept.

2. Article 1 du règlement III est par les présentes amendé en retranchant le mot "cinq" et en y substituant le mot "sept".

Je, soussigné, secrétaire de la compagnie "Acer, McLernon Limited", certifie par les présentes que l'avis susdit est une vraie copie du règlement XII de la dite compagnie, étant un règlement pour augmenter le nombre des directeurs de cinq à sept, lequel règlement a été décrété par les directeurs de la compagnie à une assemblée tenue le 18ème jour de février 1937; et je certifie de plus que le dit règlement a été unanimenent ratifié et confirmé à une assemblée générale spéciale des actionnaires de la dite compagnie, convoquée à cette fin et tenue au bureau de la Compagnie, à Montréal, le 8ème jour de mars 1937, à laquelle dite assemblée étaient présents des actionnaires représentant plus de 99% des actions en cours de la Compagnie y ayant droit de vote.

Le secrétaire,
JOHN F. ACER.
Montréal, le 8 mars 1937. 1471

La formation d'une société sous le nom de "Syndicat National Catholique des Mécaniciens et Mouleurs de Saint-Hyacinthe", pour l'étude la défense et le développement des intérêts économiques, sociaux et moraux de la profession, a été autorisée par arrêté en conseil en date du 20 février 1937.

Le siège principal de la société est dans la ville de Saint-Hyacinthe.

ARMAND VIAU,
1479–o Sous-secrétaire suppléant de la Province.

23rd, 1937, the judgment of the Superior Court for the district of Montcalm, dated July 11th, 1933, declaring said municipality in default, shall cease to have force and effect."

EMILE MORIN,
Secretary.

The Quebec Municipal Commission.
Quebec March 9th., 1937. 1434—o

"HARRIS ABATTOIR (QUEBEC), LIMITED".

Summary of By-Law.

Harris Abattoir (Quebec), Limited has passed a By-law providing for the distribution of its assets rateably among its shareholders at the expiration of fifteen (15) days after the publication of this summary of the By-law in the *Quebec Official Gazette*.

Dated 8th March, 1937.

"HARRIS ABATTOIR (QUEBEC), LIMITED",
W. R. VINING,
1462—o Secretary-Treasurer.

"LES JEUNESSES PATRIOTES"

By-law concerning the Directors

Art. 4.—"Les Jeunesses Patriotes" are managed by a board of directors composed of five (5) directors.

Montreal, January 31, 1937

DOSTALER O'LEARY,
1466 Secretary.

ACER, MCLERNON LIMITED

By-law XII

A by-law to increase the number of Directors

1. The number of Directors of the Company is hereby increased from five to seven.

2. Article 1 of By-law III is hereby amended by striking out the word "five" and substituting therefor the word "seven".

I, the undersigned, Secretary of Acer, McLernon Limited, do hereby certify that the foregoing is a true copy of By-law XII of the said Company, being a by-law to increase the number of Directors from five to seven, which was enacted by the Directors of the Company at a meeting held on the 18th of February, 1937; and I further certify that the said by-law was unanimously ratified and confirmed at a Special General Meeting of shareholders of the said Company, called for that purpose and held at the Company's office in Montreal, on the 8th day of March 1937, there being present and represented at the said meeting over 99% of the outstanding shares of the Company entitled to vote thereat.

JOHN F. ACER,
Secretary.
Montreal, March 8th, 1937. 1472–o

The formation of an Association under the name of "Syndicat National Catholique des Mécaniciens et Mouleurs de Saint-Hyacinthe", for the study, defence and promotion of the economical, social and moral interests of the profession, has been authorized by Order in Council dated the 20th of February, 1937.

The principal place of business of the Association is in the town of Saint Hyacinthe.

ARMAND VIAU,
1480 Acting Assistant Provincial Secretary.

Vente—Loi de faillite

Province de Québec, district de Montréal, No 43, Cour Supérieure (en faillite). Dans l'affaire de Angelo Colangelo, 4242 rue Berri, Montréal, dans la province de Québec, cédant autorisé.

Avis est par les présentes donné que l'immeuble désigné comme suit:

Un emplacement situé en la cité de Montréal, ayant front rue Berri, et connu et désigné sous le numéro cent quatre-vingt-quinze de la subdivision du lopin de terre numéro originaire quinze (15-195) sur le plan et au livre de renvoi officiels du Village Incorporé de Saint-Jean-Baptiste; avec droit de passage dans la ruelle située en arrière de cet emplacement et dans toute autre y communiquant, tous autres droits y inhérents et avec tous bâtiments dessus érigés, portant les numéros civiques 4242 et 4244 de la dite rue Berri.

Sera vendu à l'enchère, en vertu d'un jugement de la Cour Supérieure, division de faillite, rendu le 12 février 1937, suivant les dispositions de la Loi des faillites, articles 45 et suivants, pour que la dite vente ait l'effet du décret, au bureau du shérif, Palais de Justice, Montréal, le TRENTE ET UNIEME jour de MARS 1937, à ONZE heures de l'avant-midi.

Conditions de paiement: Argent comptant.

Pour informations et cahier des charges, s'adresser aux soussignés.

Les syndics,
ERNEST CHARETTE,
J.-R. LABELLE.

Montréal, le 22 février 1937.

Bureau: Charette & Labelle, syndics,
Edifice "La Sauvegarde",
152-est, rue Notre-Dame
Montréal. 1101-9-2-o

Sale—Bankruptcy Act

Province of Quebec, district of Montreal, No. 43, Superior Court (Sitting in Bankruptcy). In the matter of Angelo Colangelo, 4242 Berri Street, Montreal, in the Province of Quebec, Authorized Assignor.

Notice is hereby given that the immovable designated as follows:

An emplacement situate in the city of Montreal, fronting on Berri Street, and known and designated under number one hundred and ninety five of the subdivision of the lot of land original number fifteen (15-195) of the official plan and book of reference of the Incorporated Village of Saint Jean Baptiste—with right of way in the lane situate in rear of the said emplacement and in any other communicating therewith, all other rights attached thereto and with all the buildings thereon erected, bearing civic numbers 4242 and 4244 of said Berri Street.

Shall be sold at auction, in virtue of a judgment of the Superior Court, Bankruptcy Division, rendered February 12, 1937, in conformity with the provisions of the Bankruptcy Act, articles 45 and following, so that the said sale shall have the effect of a Sheriff's sale, at the Sheriff's Office, Court House, Montreal, on the THIRTY FIRST day of MARCH, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

Conditions of payment: Cash.

For information and list of charges, apply to the undersigned.

Montreal, February 22, 1937.

ERNEST CHARETTE,
J. R. LABELLE,
Trustees.

Office: Charette & Labelle, trustees,
"La Sauvegarde" building,
152 Notre Dame Street East,
Montreal. 1102-9-2

Minutes de notaire

Québec, le 9 février 1937.

Avis est par le présent donné conformément aux dispositions du Code du Notariat, qu'une requête a été présentée à Son Honneur le lieutenant-gouverneur en conseil par M. Lucien Venne, notaire, demeurant et pratiquant à Beauharnois, district judiciare de Beauharnois, par laquelle il demande la transmission, en sa faveur, des minutes, répertoire et index de feu le notaire Léo Laplante, en son vivant pratiquant dans le district judiciare de Beauharnois.

ARMAND VIAU,
Sous-secrétaire suppléant de la
925—7-5-o Province.

Notarial Minutes

Quebec, February 9th., 1937.

Notice is hereby given, pursuant to the provisions of the Notarial Code, that a petition has been presented to His Honor the Lieutenant-Governor in Council by Mr. Lucien Venne, notary, residing and practising in Beauharnois, judicial district of Beauharnois, whereby he asks for the transfer, in his favour, of the minutes, repertory and index of the late notary Léo Laplante, in his lifetime practising in the judicial district of Beauharnois.

ARMAND VIAU,
Acting Assistant Provincial
926—7-5- Secretary.

Vente d'effets non réclamés

Avis est par les présentes donné que tous les effets reçus avant le premier jour de mai 1936, et jusqu'ici non réclamés, dans les bureaux de la Canadian Pacific Express Company, à différents endroits dans les provinces de Québec, Nouveau-Brunswick et Nouvelle-Ecosse, seront vendus par enchères publiques au plus hauts enchérisseurs, par D. M. Henderson & Cie.,

Sale of unclaimed freight

Notice is hereby given that all goods received previous to the first day of May 1936, and still remaining unclaimed in the offices of the Canadian Pacific Express Company at different points in the Provinces of Quebec, New Brunswick and Nova Scotia, will be sold by public auction to the highest bidder by D. M. Henderson & Co., Auctioneers, at 128 King St., East, Toronto, Ont.,

128 rue King-est, Toronto, Ont., encanteurs, à onze heures du matin, le sixième jour de mai 1937, suivant les dispositions de la Loi des chemins de fer du Canada, à moins qu'ils ne soient réclamés avant cette date et que tous les frais en soient payés.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY.
Le surintendant,
E. D. RILEY.

1095-9-6-o

at eleven o'clock in the forenoon, on the Sixth day of May, 1937, under authority of the Railway Act of Canada, unless same shall be called for before that date and all charges paid thereon.

CANADIAN PACIFIC EXPRESS COMPANY,
E. D. RILEY,
Superintendent.

1096-9-6-o

Soumissions

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN.

Emprunt de $175,000.00

Canada, province de Québec, district de Montréal.

Avis public est par les présentes donné que la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun dans le comté de Montréal-Verdun, recevra d'hui au 30 mars 1937 à 6 heures p.m., à leur bureau, 4948, ave Verdun, dans la dite cité de Verdun, des soumissions écrites, cachetées endossées, "Soumission pour obligations scolaires", pour l'achat de $175,000.00 dollars d'obligations avec intérêts accrus au moment de leur livraison datées le 1er avril 1937 et remboursables par une série de paiements annuels, au cours de la période de vingt-cinq ans de leur date.

Les susdites obligations porteront intérêt au taux de 4% l'an, payable semi-annuellement le 1er avril et le 1er octobre de chaque année. Le capital et les intérêts sur le susdit emprunt, seront payables à toute succursale de la Banque Provinciale du Canada, dans la province de Québec, Canada, à l'option du porteur.

Ces obligations seront émises par coupures de $100., de $500. et de $1,000. au choix de l'acquéreur.

Nonobstant le fait que ces obligations sont émises en série de 1 an à 25 ans, la balance non encore remboursée à 15 ans, sera renouvelable pour une autre période de 10 ans.

Les soumissions seront prises en considération à la séance de la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun, le 30 mars 1937, à 8 heures p.m., au lieu ordinaire des réunions des dits commissaires, à une séance publique à l'Académie Notre-Dame-de-la-Paix, 3500, rue Wellington, Verdun.

Chaque soumission devra être accompagnée d'un chèque accepté à l'ordre de la Commission des Ecoles Catholiques de Verdun, pour un montant égal à 1% de la valeur au pair de l'émission. Le chèque du soumissionnaire dont l'offre sera acceptée, lui sera remis après l'exécution de son contrat, sans intérêt, les autres après le refus de leurs soumissions.

La Commission des Ecoles Catholiques de Verdun se réserve le droit de rejeter aucune ou toute offre de soumission ou d'accepter en tout ou en partie aucune des soumissions.

Tous renseignements supplémentaires pourront être obtenus en s'adressant au soussigné.

LA COMMISSION DES ÉCOLES CATHOLIQUES DE VERDUN,
Le secrétaire-trésorier,
RODOLPHE E. MACKAY, N.P.

Verdun, ce 5 mars 1937.

1421-o

Tenders

"THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF VERDUN".

Loan of $175,000.00

Canada, Province of Quebec, District of Montreal.

Public notice is hereby given that the Catholic School Commission of Verdun, in the county of Montreal-Verdun, shall receive from to-day, until March 30th, 1937, at 6 o'clock p.m., at their office, 4948 Verdun Avenue, in the said city of Verdun, written tenders, sealed and endorsed "Tender for School Bonds", for the purchase of bonds amounting to $175,000.00, with accrued interest to the time of their delivery, dated April 1st., 1937, and redeemable serially in annual payments, during a period of twenty five years from date of issue.

The aforesaid bonds shall bear interest at the rate of 4% per annum, payable semi-annually the 1st of April and the 1st of October of each year. The capital and interest on the aforesaid loan shall be payable at any branch of the Banque Provinciale du Canada, in the Province of Quebec, Canada, at the option of the bearer.

The said bonds shall be issued in denominations of $100., of $500. and of $1,000. at the option of the purchaser.

Notwithstanding the fact that the said bonds shall be issued serially from 1 to 25 years the unredeemed balance after 15 years shall be renewable for another period of 10 years.

The tenders shall be taken into consideration at a meeting of the Catholic School Commission of Verdun, on March 30th., 1937, at 8 o'clock p.m., at the usual meeting place of the said Commissioners, at a public meeting at the Académie Notre Dame de la Paix, 3500 Wellington Street, Verdun.

Each tender must be accompanied by an accepted cheque to the order of the Catholic School Commission of Verdun, for an amount equal to 1% of the par value of the issue. The cheque of the tenderer whose offer shall have been accepted shall be returned to him after the execution of his contract, without interest, the other tenderers shall receive their cheques after the refusal of their tender.

The Catholic School Commission of Verdun, is free to reject all or any tender or to accept in whole or in part any of the tenders.

For further information apply to the undersigned.

THE CATHOLIC SCHOOL COMMISSION OF VERDUN,
RODOLPHE E. MACKAY, N.P.,
Secretary-Treasurer.

Verdun, March 5, 1937.

1422

Actions en séparation de biens

Province de Québec, district de Montréal. Cour Supérieure, No A150334. Béatrice Granger, épouse commune en biens de Joseph-Henri-Arthur Picard, marchand, tous deux des cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit Joseph-Henri-Arthur Picard, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 20 mai 1936.

Montréal, 8 mars 1937.

Le procureur de la demanderesse,
1403—o ALFRED CINQ-MARS.

Province de Québec, district de Montréal. Cour supérieure. No 161539. Dame Félicie dite Lucie Juchem, épouse de Philippe Richer, médecin, domiciliée dans les cité et district de Montréal, demanderesse; vs ledit Philippe Richer, des mêmes lieux, défendeur.

Une action en séparation de biens a été intentée en cette cause le 2 mars 1937.

Le procureur de la demanderesse,
1405—o ARISTE BROSSARD.

Province de Québec, district de Richelieu. Cour Supérieure. No 9356. Dame Alméria Plamondon, épouse commune en biens de Israel Laramée, cultivateur de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, demanderesse; vs ledit Israel Laramée de Saint-François-du-Lac, district de Richelieu, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le 19 janvier 1937.

Sorel, 19 janvier 1937.

Le procureur de la demanderesse,
1407—o ADOLPHE ALLARD.

Canada, Province de Québec, district de Bedford. Cour Supérieure. No 761. Dame Fanny Richman de Granby, district de Bedford, épouse commune en biens de Hyman Katchergensky des mêmes lieux et endroits, demanderesse; vs ledit Hyman Katchergensky, commerçant des mêmes lieux et endroits, défendeur.

Une action en séparation de biens a été instituée en cette cause le quatrième jour de mars 1937.

Sweetsburg, ce neuvième jour de mars 1937.

Le procureur de la demanderesse,
1423—o GEO.-H. DUREAULT.

Actions for separation as to property

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No A-150334. Beatrice Granger, wife common as to property of Joseph Henri Arthur Picard, merchant, both of the city and district of Montreal, Plaintiff; vs the said Joseph Henri Arthur Picard, defendant.

An action in separation as to property has been instituted in this cause on May 20, 1936.

Montreal, March 8th, 1937.

ALFRED CINQ-MARS,
1404 Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, district of Montreal. Superior Court. No. 161539. Dame Felicie dite Lucie Juchem, wife of Philippe Richer, physician, having her domicile in the city and district of Montreal, Plaintiff; vs said Philippe Richer, of the same place, Defendant.

A suit of separation of property has been brought by plaintiff in this case on the second day of March, 1937.

ARISTE BROSSARD,
1406—o Attorney for Plaintiff.

Province of Quebec, District of Richelieu. Superior Court. No. 9356. Dame Almeria Plamondon, wife common as to property of Israel Laramée, farmer of Saint François du Lac, district of Richelieu, Plaintiff; vs the said Israel Laramée of Saint François du Lac, district of Richelieu, defendant.

An action in separation as to property has been instituted against the defendant in this cause on January 19, 1937.

Sorel, January 19, 1937.

ADOLPHE ALLARD,
1408 Attorney for Plaintiff.

Canada, Province of Quebec, District of Bedford. Superior Court. No. 761. Dame Fanny Richman, of the city of Granby, district of Bedford, wife common as to property of Hyman Katchergensky, of the same place, plaintiff; vs the said Hyman Katchergensky, merchant of the same place, defendant.

An action in separation as to property has been entered in this cause on the fourth day of March, 1937.

Sweetsburg, this 9th day of March, 1937.

GEO. H. DUREAULT,
1424—o Attorney for Plaintiff.

Chartes:—Abandon de

STANDARD HOSIERY MILLS LIMITED

Avis public est par les présentes donné que la compagnie ci-dessus a l'intention de présenter une requête à Son Honneur le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec en son conseil, aux fins d'effectuer l'abandon de sa charte et d'obtenir sa dissolution à compter de la date à être fixée par le Lieutenant-Gouverneur en son coseil.

Montréal, ce 1er mars 1937.

Le secrétaire,
1437 ROMÉO ROLLAND.

Charters:—Surrender of

STANDARD HOSIERY MILLS LIMITED

Notice is hereby given that the above Company entends to make application to His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec in Council, for leave to surrender its charter and to obtain its cancellation on and from a date to be fixed by the Lieutenant-Governor in Council.

Montreal, this 1st of March 1937.

ROMÉO ROLLAND,
1438 Secretary.

Avis est par les présentes donné que demande sera faite au lieutenant-gouverneur en conseil, par la compagnie "Grand Hôtel, Limitée", conformément aux dispositions de la Loi des compagnies de Québec, S. R. Q., 1925, chapitre 223, en vertu de l'article 25 de la dite loi, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte, ordonner son annulation et fixer une date à compter de laquelle la compagnie sera dissoute.

Daté à Hull, Qué., ce 24ième jour de février 1937.

"GRAND HOTEL, LIMITÉE",
Par les directeurs,
JOHN BLACKBURN,
PATRICK BARNABE,
H. BLACKBURN.

1419-o

Notice is hereby given that application will be made to the Lieutenant-Governor in Council, by the company "Grand Hôtel, Limitée", in conformity with the provisions of the Quebec Companies' Act, R. S. Q., 1925, chapter 223, under article 25 of the said Act, for leave to surrender its charter, direct its cancellation and fix a date on and from which the said company, shall be dissolved.

Dated at Hull, Que., this 24th day of February, 1937.

"GRAND HOTEL, LIMITÉE",
By JOHN BLACKBURN,
PATRICK BARNABE,
H. BLACKBURN,
Directors.

1420

"HARRIS ABATTOIR (QUEBEC), LIMITED".

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Harris Abattoir (Quebec), Limited", a l'intention de s'adresser en vertu des dispositions de la Loi des compagnies de Québec, à Son Honneur le lieutenant-gouverneur de Québec, pour lui demander la permission d'abandonner sa charte à compter de la date qu'il lui plaira de fixer.

Daté ce 8ième jour de mars 1937.

"HARRIS ABATTOIR (QUEBEC), LIMITED",
Par le secrétaire-trésorier,
W. R. VINING.

1463

"HARRIS ABATTOIR (QUEBEC), LIMITED".

Notice is hereby given that "Harris Abattoir (Quebec), Limited", intends to make application under the provisions of the Quebec Companies' Act, to His Honour the Lieutenant-Governor of Quebec, for leave to surrender its charter on and after a date to be fixed by the Lieutenant-Governor.

Dated this 8th day of March, 1937.

"HARRIS ABATTOIR (QUEBEC), LIMITED",
By W. R. VINING,
Secretary-Treasurer.

1464-o

Avis est donné qu'en vertu de la première partie de la Loi des compagnies de Québec, article 25, et sujet à la responsabilité décrétée par l'article 25*a* de la même loi, il a plu au lieutenant-gouverneur de la province de Québec, d'accepter l'abandon de la charte de la compagnie "Lalumière & Frost Co., Ltd", constituée en corporation par lettres patentes en date du 17 septembre 1925.

Avis est de plus donné qu'à compter du 6 mars, 1937, ladite compagnie a pris fin

Daté du bureau du secrétaire de la Province, ce onzième jour de mars 1937.

ARMAND VIAU,
Sous-secrétaire suppléant de la Province.

1473-o

Notice is hereby given that under Part 1 of the Quebec Companies' Act, article 25, and subject to the liability enacted by article 25*a* of the said act, His Honour the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec has been pleased to accept the surrender of the charter of the company "Lalumière & Frost Co. Ltd", incorporated by letters patent dated the seventeenth day of September, 1925.

Notice is also given that from and after the sixth day of March 1937, the said company shall be dissolved.

Dated at the office of the Provincial Secretary, this eleventh day of March 1937.

ARMAND VIAU,
Acting Assistant Provincial Secretary.

1474

Ministère de l'agriculture

Avis est par le présent donné qu'une société coopérative agricole a été constituée dans le comté de Papineau, sous le nom de "Société Coopérative Agricole de Notre-Dame du Laus" et que son principal siège d'affaires est en la municipalité de Notre-Dame du Laus, comté de Papineau.

Les objets pour lesquels cette société est formée sont: l'amélioration et le développement de l'agriculture ou de l'une ou de quelques-unes de ses branches, la fabrication du beurre ou du fromage ou des deux, la vente et l'achat d'animaux, d'instruments d'agriculture, d'engrais commerciaux et d'autres objets utiles à la classe agricole, l'achat, la conservation, la transformation et la vente des produits agricoles.

Le ministre autorise la formation de cette société.

Le sous-ministre de l'Agriculture,
ALBERT RIOUX.

Québec, ce 9ème jour de mars 1937. 1435-o

Department of Agriculture

Notice is hereby given that a co-operative agricultural association has been formed in the County of Papineau, under the name of "Société Coopérative Agricole de Notre-Dame du Laus" and that its principal place of business is in the municipality of Notre-Dame du Laus, county of Papineau.

The objects for which the association is formed are: the improvement and development of agriculture, or of any of its branches, the manufacture of butter or cheese or both, the sale and purchase of livestock, farm implements, commercial fertilizers and other articles useful to the agricultural class, and the purchase, preservation, transformation and sale of agricultural products.

The Minister authorizes the formation of the said association.

ALBERT RIOUX,
Deputy Minister of Agriculture

Quebec, this 9th day of March 1937. 1436

Bureaux-chefs

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Girouard Limousines de Luxe Inc.", constituée en corporation par Lettres Patentes émises par le Lieutenant-Gouverneur de la province de Québec en date du 5 juin 1935 et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, a établi son bureau au numéro 3540 du Boulevard Saint-Laurent, en la cité de Montréal.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau principal.

Daté à Montréal, ce huitième jour de mars 1937.

GIROUARD LIMOUSINES DE LUXE INC.
Par le secrétaire,
1413–o J.-O. BRUNELLE.

Province de Québec—District de Montréal

"LA COMPAGNIE GÉNÉRALE D'ENTREPRISES AUXIBEL"

Avis est donné que "La Compagnie Auxiliaire de Construction de L'Immobilière Belgo-Canadienne (Auxibel)", constituée en corporation par lettres patentes accordées par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, le 16 octobre 1935, a changé de nom et est maintenant connue et désignée sous le nom de "La Compagnie Générale D'Entreprises Auxibel", le tout conformément à des lettres patentes supplémentaires émises par le Lieutenant-Gouverneur de la Province de Québec, en date du 26 février 1937, et que la dite compagnie ayant son bureau principal dans la cité de Montréal, Province de Québec, a établi son bureau au numéro 417, de la rue Saint-Pierre.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Montréal, ce troisième jour de mars 1937.

Le directeur,
1415–o R. HAESEN.

Avis est donné que la Compagnie "Orleans Investment, Inc.", constituée en corporation par Lettres Patentes émises par la Province de Québec, en date du dix-huitième jour du mois de décembre mil neuf cent trente-six, ayant son bureau principal en la Cité de Québec où elle avait son bureau situé jusqu'à aujourd'hui au No 224 de la rue Dorchester, l'a transporté au No 71 de la rue Saint-Pierre, au bureau de McDonald, Currie & Co.

A compter de la date du présent avis, le dit bureau est considéré par la Compagnie comme étant son bureau principal.

Donné à Québec, ce quatrième jour du mois de mars mil neuf cent trente-sept.

1717–o R. IVAN GNAEDINGER.

COURNOR MINING COMPANY LIMITED
(Libre de responsabilité personnelle)

Avis est par les présentes donné que la compagnie "Cournor Mining Company Limited" (Libre de responsabilité personnelle), constituée en corporation en vertu de la Loi des Compagnies minières de Québec, par lettres patentes en date du 1er février 1937, et ayant son bureau-chef en la cité de Montréal, Province de Québec, a

Chief Offices

Notice is hereby given that "Girouard Limousines de Luxe Inc"., a company incorporated by Letters Patent issued by the Lieutenant Governor of the Province of Quebec on the 5th day of June, 1935, and having its Head Office in the City of Montreal, has established its office at No. 3540 Saint Lawrence Boulevard, in the City of Montreal.

From and after the date of the present notice, the said office will be considered by the company as being the Head Office of the company.

Dated at Montreal, this eighth day of March, 1937.

GIROUARD LIMOUSINES DE LUXE INC.
Per J.-O. BRUNELLE,
1414–o Secretary.

Province of Quebec—District of Montreal

"LA COMPAGNIE GENERALE D'ENTREPRISES AUXIBEL"

Notice is given that "La Compagnie Auxiliaire de Construction de l'Immobilière Belgo-Canadienne (Auxibel)", incorporated by Letters Patent granted by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, on October 16, 1935, has changed its name and is now known and designated under the name of "La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel", the whole in conformity with the Supplementary Letters Patent issued by the Lieutenant-Governor of the Province of Quebec, dated February 26, 1937, and that the said company, having its head office in the City of Montreal, Province of Quebec, has established its office at number 417 Saint Peter street.

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the company as being its head office.

Given at Montreal, this third day of March 1937.

R. HAESEN,
1416 Manager.

Notice is given that the Company "Orleans Investment, Inc.", incorporated by Letters Patent issued by the Province of Quebec, dated the eighteenth day of the month of December one thousand nine hundred and thirty six, having its head office in the City of Quebec where its office was situate until to day at No. 224 Dorchester street, has transferred it to No. 71 Saint Peter street, at the office of McDonald, Currie & Co.

On and from the date of the present notice, the said office is considered by the Company as being its head office.

Given at Quebec, this fourth day of the month of March one thousand nine hundred and thirty seven.

1418 R. IVAN GNAEDINGER.

COURNOR MINING COMPANY LIMITED
(No Personal Liability)

Notice is hereby given that Cournor Mining Company Limited (No Personal Liability), incorporated pursuant to the Quebec Mining Companies Act by Letters Patent, dated the 1st February 1937, and having its Head Office at the City of Montreal, in the Province of Quebec, has established its office at Room 110,

établi son bureau à 215, rue Saint-Jacques Ouest, édifice "Canadian Pacific Express", Chambre 110, Montréal, P. Q.

A compter de la date de cet avis le dit bureau sera considéré par la compagnie comme étant son bureau-chef.

Daté à Montréal, P. Q., ce 5ème jour de mars 1937.

COURNOR MINING COMPANY LIMITED.
(Libre de responsabilité personnelle).
Le secrétaire-trésorier,
W. P. RAPLEY.

1467

Canadian Pacific Express Building, 215 Saint James Street West, Montreal, P. Q.

From and after the date of this notice the said office shall be considered by the Company as being the Head Office of the Company.

Dated at Montreal, P. Q., this 5th day of March, 1937.

COURNOR MINING COMPANY LIMITED.
(No Personal Liability).
W. P. RAPLEY,
Secretary-Treasurer.

1468-o

Avis divers

COMMISSION DU SALAIRE MINIMUM DES FEMMES

ORDONNANCE No 25

s'appliquant aux filles et aux femmes ou aux hommes quand ceux-ci remplacent celles-là, dans les

ÉTABLISSEMENTS INDUSTRIELS NON ENCORE ASSUJETTIS A UNE ORDONNANCE SPÉCIFIQUE

1.—MINIMA:—Aucun salaire ne sera inférieur à ceux mentionnés ci-dessous:

ZONE 1

CITÉ ET ILE DE MONTRÉAL et un rayon de 10 milles autour de l'Ile de Montréal.

Commençantes, pas moins de	14	cents de l'heure
Après 12 mois d'expérience au métier, pas moins de	19	cents de l'heure
Après 24 mois d'expérience au métier, pas moins de	23	cents de l'heure

ZONE 2

PROVINCE DE QUÉBEC, à l'exception de la Cité et l'Ile de Montréal et un rayon de 10 milles autour de l'Ile de Montréal.

Commençantes, pas moins de	12.5	cents de l'heure
Après 12 mois d'expérience au métier, pas moins de	17	cents de l'heure
Après 24 mois d'expérience au métier, pas moins de	21	cents de l'heure

PETITE INDUSTRIE LOCALE:—Un établissement industriel situé dans une municipalité de moins de 5,000 de population et employant moins de dix personnes (hommes et femmes) jouira du tarif spécial suivant:

Commençantes, pas moins de	12	cents de l'heure
Après 12 mois d'expérience au métier, par moins de	15	cents de l'heure
Après 24 mois d'expérience au métier, pas moins de	18	cents de l'heure

POPULATION signifie la population telle qu'indiquée par le dernier recensement décennal du gouvernement du Canada.

2.—MAXIMUM DES OUVRIERES INEXPÉRIMENTÉES:—Le nombre d'ouvrières inexpérimentées, dans n'importe quel établissement industriel, assujetti à cette Ordonnance, ne pourra exéder 40 pour cent de son personnel féminin. Cette règle ne s'applique pas dans les cas où moins

Miscellaneous Notices

MINIMUM WAGE BOARD

ORDER No. 25

governing female employees or males, when replacing females, in any class of employment in all

INDUSTRIAL ESTABLISHMENTS NOT ALREADY COVERED BY ANOTHER WAGE ORDER

1.—MINIMUM:—No wage shall be less than is set forth in the following schedule:

ZONE 1

MONTREAL AND ISLAND OF MONTREAL and a radius of 10 miles around and beyond the Island.

Beginners, not less than	14.5	cents per hour
After 12 months' experience at the trade, not less than	19	cents per hour
After 24 months' expereince at the trade, not less than	23	cents per hour

ZONE 2

PROVINCE OF QUEBEC, with the exception of the City and Island of Montreal and a radius of 10 miles around and beyond the Island.

Beginners, not less than	12.5	cents per hour
After 12 months' experience at the trade, not less than	17	cents per hour
After 24 months' experience at the trade, not less than	21	cents per hour

LOCAL INDUSTRY:—Any industrial establishment, located in a municipality or rural district of less than 5,000 population, and employing less than ten employees (male and female) shall benefit of the following scale:

Beginners, not less than	12	cents per hour
After 12 months' experience at the trade, not less than	15	cents per hour
After 24 months' experience at the trade, not less than	18	cents per hour

POPULATION is the population according to the latest decennial census of the Dominion Government.

2.—MAXIMUM OF INEXPERIENCED WORKERS:—The number of inexperienced workers, in whatever industrial establishment governed by this Order, shall not exceed 40 per cent of the total female working force. This rule shall not apply where the female working force is less than four,

de quatre ouvrières sont employées; celles-ci devront alors être payées selon leur expérience, tel que plus haut spécifié.

a) Le temps d'expérience d'une ouvrière sera computé sur les heures effectivement travaillées et non pas sur les mois de calendrier qu'elle a passé au métier depuis le début de son apprentissage. Pour avoir droit au taux intermédiaire, une ouvrière devra avoir travaillé 2,400 heures, et 4,800 heures pour exiger le salaire minimum d'une ouvrière expériementée.

3.—Mode de Paiement du Salaire:—Le salaire de toute employée doit lui être versé en deniers ayant cours légal en cette province et nulle retenue, pour quelque cause que ce soit, n'en peut être faite. Ce salaire devra lui être remis dans une enveloppe scellée et portant, son nom, son numéro matricule, les dates de la semaine ou de la quinzaine de travail, le nombre d'heures accomplies, le taux horaire du salaire et la somme qui s'y trouve; cette enveloppe devra être préalablement initialée par le payeur. Les salaires sont payables chaque semaine, mais dans certains cas, la paie pourra se faire à intervalle régulier, mais de pas plus de deux semaines.

a) Toutes les employées, sans exception, devront être payées au moins les salaires minima précités, qu'il s'agisse d'ouvrières dites manuelles ou d'employées non manuelles. Il est interdit d'alterner périodiquement du système à la pièce au système horaire, pour un même travail, ou vice-versa, ces changements pouvant produire une réduction illégale des taux de salaire; le taux du travail à la pièce devra être uniforme pour toutes les employées faisant la même opération.

4.—Heures de Travail:—Le total des heures de travail ne pourra en aucun cas dépasser 55 heures par semaine à moins d'un permis spécial du département de l'Inspection des Etablissements Industriels et Commerciaux (Chap. 182, S.R.P.Q., 1925).

Tout travail effectué passé cette période de 55 heures par semaine sera considéré comme supplémentaire et rétribué à raison d'une fois et demie le salaire régulier, quel que soit le genre et le mode de travail envisagés.

5.—Employés a Commission:—Le salaire hebdomadaire de toute employée travaillant à commission ou à salaire fixe et bonus ne devra pas être inférieur au taux du salaire minimum prévu par la présente Ordonnance.

6.—Déduction pour Absence:—Toute déduction faite pour cause d'absence ne devra pas excéder la valeur en salaire du temps ainsi perdu.

7.—Temps d'Attente:—Toute ouvrière obligée d'attendre dans l'établissement où elle est employée devra être payée pour cette période d'attente.

8.—Exemptions:—La Commission pourra modifier ou suspendre un ou plusieurs des articles de cette Ordonnance pour faire face à des situations exceptionnelles ou imprévues.

9.—Renvoi des Employées:—Aucun patron ne pourra user de représailles contre une employée ou la menacer de renvoi, soit parce que telle employée aurait logé à la Commission une plainte contre lui, soit parce qu'elle aurait témoigné contre lui ou serait sur le point de ce faire lors d'une enquête ou poursuite prescrite par la loi du salaire minimum. Toute plainte enregistrée par la Commission est toujours traitée de la façon la plus confidentielle.

10.—Références:—Aucun patron ne pourra refuser de donner une déclaration mentionnant la période de travail qu'une ouvrière a été à son emploi, si celle-ci en fait la demande.

they then must be paid according to their experience as specified above.

a) The time of experience of an employee shall be computed upon the working hours she has worked and not upon the calendar months she has spent at the trade from the beginning of her apprenticeship. To be entitled to the intermediate minimum wage, a worker must have 2,400 hours to her credit and 4,800 hours to claim the experience minimum wage.

3.—How Wages Must Be Paid: — The employee's wages shall be paid to her wholly in cash; no deduction being permitted for any cause or purpose whatsoever. Said wages be given to her in a sealed envelope on which shall be written: her name, her register number, the date of the week or of the fortnight she has worked, the number of hours she has performed, the rate per hour, the amount of money enclosed in the envelope; same must be initialed by the person who pays the employee. The wages are payable weekly, but in exceptional cases, where it is the custom, they may be paid fortnightly, but not later.

a) All employees-manual and non-manual—are covered by this Order, no matter what occupation they fill or the work they perform. The system of periodical changes from piece rates to hourly rates, or vive-versa, for same operation, is prohibited as such changes permit an illegal reduction of wages, the pice rates shall be uniform for all employees performing same operation.

4.—Hours of Work:—The total of working hours cannot in any case exceed 55 hours per week unless a special permit has been obtained from the Industrial and Commercial Establishments Inspection Department. (Chap. 182, R.S.P.Q., 1925).

Work in excess of the above period of 55 hours, shall be considered as overtime and shall be paid for at not less than time and a half; this to apply to both piece and time work.

5.—Commission Earnings : — The weekly earnings of an employee working on a commission basis or guaranteed rate plus commission or bonus, must not fall below the prescribed minimum rate as set forth in the schedule.

6.—Deduction for Absence:—No deduction below the minimum wage line for absence shall exceed the value of the time lost.

7.—Waiting Time:—Any employee required to wait on the premises shall be paid for the time thus spent.

8.—Exemption:—The Board may grant permits of variation or suspension of any of these regulations to meet exceptional conditions.

9.—Discharge of Employees:—No employer shall discharge or threaten to discharge or in any way discriminate against any employee, because such employee has lodged a complaint with the Board or has testified or is about to testify in any investigation or precedings permitted or prescribed by or taken under the provisions of this Act. All complaints are strictly confidential.

10.—Reference:—No employer shall refuse to give employee a letter stating the length of time she has been in his employ, if request is made for same.

11.—UNIFORMES:—Si des uniformes spéciaux sont obligatoires, ils seront fournis et blanchis exclusivement aux frais du patron.

12.—PÉNALITÉS:—Toute infraction à la présente Ordonnance est passible des peines édictées par la loi. (Voir article 12).

13.—AFFICHAGE:—Copie de cette Ordonnance doit être affichée en permanence dans un endroit de l'établissement où elle pourra être lue sans peine par tout le personnel.

14.—MISE EN VIGUEUR:—La présente Ordonnance est applicable à partir du 17 mai 1937.

GUS. FRANCQ, président.
OMER BRUNET,
C. J. GRIFFIN.

Montréal, 1er mars 1937. 1475—o

11.—UNIFORMS:—If a special uniform is required, it shall be furnished and laundered by the employer without cost to the employee.

12.—PENALTIES:—Any violation of this Order is punishable by fine or imprisonment. (See Section 12 of the Act).

13.—POSTING:—This Order must be posted where it can be easily read by the employees.

14.—This Order shall come tinto force and be effective on the 17th of May 1937.

GUS. FRANCQ, chairman,
OMER BRUNET,
C. J. GRIFFIN.

Montreal, March 1st, 1937. 1476—o

VENTES PAR LE SHÉRIF

ABITIBI

AVIS PUBLIC est par le présent donné que les TERRES et HÉRITAGES sous mentionnés ont été saisis et seront vendus aux temps et lieux respectifs, tel que mentionné plus bas.

Cour Supérieure.—District d'Abitibi.

No 4404. LA COMMISSION DU PRET AGRICOLE CANADIEN, corporation existant en vertu d'une loi fédérale et ayant, en vertu de cette loi, son siège social pour la province de Québec, en la cité de Québec, demanderesse; vs SYLVAS GERVAIS, cultivateur, de Dupuy, P. Q., dédendeur, à savoir:

Comme appartenant au dit défendeur, le lot de terre portant le No cinquante-deux (52) du septième (7) rang du cadastre officiel pour le canton La Reine, Abitibi—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances, sauf et à distraire un emplacement appartenant à Donat Gervais, mesurant un demi (½) arpent de largeur sur un acre et demi de profondeur à prendre sur la partie sud-est du dit lot numéro cinquante-deux (52) du septième rang du canton de La Reine, bornée au nord et à l'ouest par la balance du dit lot, à l'est par le numéro cinquante-trois (53) du septième rang appartenant à Donat Gervais, et au sud par le chemin public, sera vendu à la porte de l'église paroissiale de Dupuy, MERCREDI, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
J.-U. DUMONT.

Bureau du shérif,
Amos, le 15 février 1937. 1005-8-2-o

[Première publication, 20 février 1937]

SHERIFF'S SALES

ABITIBI

PUBLIC NOTICE is hereby given that the undermentioned LANDS and TENEMENTS have been seized, and will be sold at the respective times and places mentioned below.

Superior Court.—District of Abitibi.

No. 4404. THE CANADIAN FARM LOAN BOARD, a corporation existing in virtue of a Federal Act and having, in virtue of the said Act, its Head Office for the Province of Quebec, in the City of Quebec, plaintiff; vs SYLVAS GERVAIS, farmer, of Dupuy, P. Q., defendant, to wit:

As belonging to the said defendant, the lot of land bearing No. fifty-two (52) of the seventh (7) range of the official cadastre for the township of La Reine, Abitibi—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies, save and to be deducted an emplacement belonging to Donat Gervais, measuring one half (½) arpent in width by one acre and one half in depth to be taken on the southeast part of said lot number fifty-two (52) of the seventh range of the township of La Reine, bounded on the North and West by the residue of said lot, on the East by number fifty-three (53) of the seventh range, belonging to Donat Gervais, and on the South by the public road, shall be sold at the parochial church door of Dupuy, on WEDNESDAY the TWENTY FOURTH day of MARCH, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

J. U. DUMONT,
Sheriff.

Sheriff's Office,
Amos, February 15, 1937. 1006-8-2

[First publication, February 20, 1937]

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Cour de Magistrat—Drummondville—District d'Arthabaska.

Arthabaska, à savoir: No. 2661. WILLIAM THEROUX, demandeur; vs ALFRED THEROUX, défendeur.

Comme appartenant au défendeur:

ARTHABASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.

Court of Magistrate, Drummondville—District of Arthabaska.

Arthabaska, to wit: No: 2661. WILLIAM THEROUX, plaintiff; vs ALFRED THEROUX, defendant.

As belonging to the defendant:

Une terre située dans le 10ème rang du canton de Wickham, désignée comme étant le quart nord-ouest du lot No 15, étant la moitié du nord-ouest du No 550 des plan et livre des renvoi officiels du dit canton, Bornée au nord-est par le No 491, au nord-ouest par le No 551, au sud-ouest par le No 682, au sud-est par le résidu du No 550 partie sud-est, contenant cinquante acres de terre en superficie plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendue à la porte de l'église de la paroisse de Wickham Ouest, le TREIZIEME jour d'AVRIL 1937 à UNE heure de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, MAURICE MAHEU.
Arthabaska 6 mars 1937. 1439-11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

A piece of land situated in the 10th range of the Township of Wickham, designated and known as being the quart Northeast of the lot No. 15, known being the half of Northwest of No. 550 of the official plan and book of reference of the said Township, bounded at Northeast by No. 491, at Northwest by No. 551, at Southwest by No. 682 at Southeast by the remainded of No. 550 part Southeast. Containing about 50 acres in superficies, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Wickham West on the THIRTEENTH day of APRIL 1937, at ONE o'clock in the afternoon.

MAURICE MAHEU,
Sheriff Office, Sheriff.
Arthabaska, March 6th, 1937. 1440-11-2-o
[First publication, March 13, 1937]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District d'Iberville.

Saint-Jean, à savoir: FRANÇOIS VIGEANT, bourgeois, du village de Sweetsburg, district de Bedford, demandeur; vs ARSENE LAROCHE, cultivateur, de la paroisse de Sainte-Brigide, et présentement résidant en la ville de Saint-Jean, district d'Iberville, défendeur. No. 3790.

Saisi comme appartenant au dit défendeur:

Les trois lots numéro quatre-vingt-seize, quatre-vingt-dix-sept et quatre-vingt-dix-huit (96-97-98) de la pariosse de Sainte-Brigide, district d'Iberville—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendus "en bloc" à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Brigide, MARDI, le TREIZIEME jour d'AVRIL, 1937, à ONZE heures de l'avant-midi, suivant jugement de l'Honorable Juge A. Duranleau en date du 6 mars 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, ADELARD FORGET.
Saint-Jean, le 9 mars 1937. 1441-11-2-o
[Première publication le 13 mars 1937]

IBERVILLE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Iberville.

Saint Jean, to wit: FRANÇOIS VIGEANT, citizen, of the village of Sweetsburg, in the district of Bedford, plaintiff; vs ARSENE LAROCHE, farmer of the parish of Sainte Brigide, and now residing in the city of Saint Jean, district of Iberville, defendant. No. 3790.

Seized as belonging to the said defendant:

The three lots numbers ninety-six, ninety-seven, and ninety-eight (Nos 96-97-98), of the parish of Sainte Brigide, district of Iberville—with the buildings upon erected.

To be sold "en bloc" at the church door of the parish of Sainte Brigide, TUESDAY the THIRTEENTH day of APRIL, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon, persuant to a judgment of Honorable Justice, A. Duranleau dated March the 6th., 1937.

ADELARD FORGET,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jean, March 9th, 1937. 1442-11-2-o
[First publication, March 13, 1937]

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Province de Québec, District de Kamouraska, Rivière-du-Loup, à savoir: LEON MORNEAU, journalier, de Saint-Mathias de Cabano, demandeur; contre NELSON PARADIS, de Saint-Modeste, défendeur. No 14283.

1. Une terre située dans le deuxième rang du canton Whitworth, en la paroisse de Saint-Modeste, contenant environ trois arpents de front par la profondeur du rang, bornée à l'ouest à Louis Boucher, à l'est à Nérée Bouchard, et connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la dite paroisse sous les numéros douze-D et treize-A (Nos 12-D et 13-A), deuxième rang, dit canton Whitworth—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

2. Une autre terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels, du cadastre, pour la paroisse de Saint-Modeste, sous les numéros douze-B, treize-A et treize-B (Nos 12-B, 13-A et

KAMOURASKA

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Province of Quebec, District of Kamouraska, Riviere du Loup, to wit: LEON MORNEAU, laborer, of Saint Mathias de Cabano, plaintiff; against NELSON PARADIS, of Saint Modeste, defendant. No. 14283.

1. A farm situate in the second range of the township of Whitworth, in the parish of Saint Modeste, measuring about three arpents in front by the depth of the range, bounded on the West by Louis Boucher, on the East by Nérée Bouchard, and known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the said parish under numbers twelve-D and thirteen-A (Nos 12-D and 13-A), of the second range, said township of Whitworth—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

2. Another farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Modeste, under numbers twelve-B, thirteen-A and thirteen-B (Nos. 12-B,

13-B) du troisième rang du canton Whitworth, la dite terre contenant environ quatre arpents de largeur, par la profondeur du rang, moins cependant les parties antérieurement échangées par actes enregistrés, et bornée à l'ouest à la route qui s'y trouve et à l'est à Charles Levesque—avec bâtisses dessus construites.

3. Une autre terre connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre pour la paroisse de Saint-Modeste, sous les numéros dix et onze-A (Nos 10 et 11-A) du troisième rang du canton Whitworth, la dite terre contenant deux arpents de front par la profondeur du rang, bornée à l'ouest à Louis Boucher et à l'est à Joseph Pelletier—sans bâtisses.

Pour être vendues en une seule terre, (et suivant permission de la Cour pour la dite vente en bloc), à la porte de l'église de Saint-Modeste, comté de Témiscouata, district de Kamouraska, JEUDI, le QUINZIEME jour d'AVRIL, 1937, à ONZE heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, J.-W. MOREL.
Rivière-du-Loup, 9 mars 1937. 1443-11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

13-A and 13-B) of the third range of the township of Whitworth, the said farm measuring about four arpents in width, by the depth of the range, less however the parts thereof heretofore exchanged by deeds registered, and bounded on the West by the road which is there situate and on the East by Charles Levesque—with the buildings thereon erected.

3. Another farm known and designated on the official cadastral plan and book of reference for the parish of Saint Modeste, under numbers ten and eleven-A (Nos 10 and 11-A) of the third range of the township of Whitworth, the said farm measuring two arpents in front by the depth of the range, bounded on the West by Louis Boucher and on the East by Joseph Pelletier—without buildings.

To be sold as one and the same farm (and pursuant to permission from the Court for the said sale "en bloc"), at the church door of Saint Modeste, county of Temiscouata, district of Kamouraska, on THURSDAY the FIFTEENTH day of APRIL, 1937, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

J. W. MOREL,
Sheriff's Office, Sheriff.
Riviere du Loup, March 9, 1937. 1444-11-2
[First publication, March 13, 1937]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS

Cour Supérieure.—District de Montmagny.

Province de Québec, No 4719. } JOS. NELSON ASSELIN, étudiant, de la cité de Québec, demandeur; vs THEOPHILE BLAIS, de Saint-François, comté de Montmagny, défendeur, à savoir:

Les lots Nos 105 et 106 du cadastre de la paroisse de Saint-François, qui sont en la possession du défendeur—avec bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-François, comté de Montmagny, le QUATORZIEME jour d'AVRIL 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, GEO.-E. FOURNIER.
Montmagny, le 9 mars 1937. 1445—11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

MONTMAGNY

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montmagny.

Province of Quebec, No. 4719. } JOS. NELSON ASSELIN, student, of the city of Quebec, plaintiff; vs THEOPHILE BLAIS, of Saint François, county of Montmagny, defendant, to wit:

Lots Nos. 105 and 106 of the cadastre of the parish of Saint François, which are in the possession of the defendant—with buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of Saint François, county of Montmagny, on the FOURTEENTH day of APRIL, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

GEO. E. FOURNIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montmagny, March 8th., 1937. 1446—11-2
[First publication, March 13th., 1937]

MONTRÉAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montreal.

Montreal, à savoir: 156000. } JACQUES DAGENAIS, ET AL, ES-QUAL., demandeurs; vs HUGH MUNRO, défendeur.

Une terre située dans la paroisse de Saint-Léonard-de-Port-Maurice, contenant cent arpents et demi en superficie, composée:

1. Du lot de terre connu et désigné sous le numéro quatre cent trente-quatre (434) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe—avec les bâtisses y érigées, sujet à une servitude de passage en faveur de "Bell Telephone Co. of Canada", enrégistrée à Montréal, sous le No 264649.

2. De la partie du lot de terre connue et désignée sous le numéro quatre cent trente-cinq (p.

MONTREAL

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 156000. } JACQUES DAGENAIS, ET AL., ES-QUAL., plaintiffs; vs HUGH MUNRO, defendant.

A farm situate in the parish of Saint Léonard de Port Maurice, containing one hundred and one half arpents in area, composed of:

1. That lot of land known and designated under number four hundred and thirty-four (434) on the official plan and book of reference for the parish of "la Longue-Pointe"—with the buildings thereon erected, subject to a servitude of right of way in favour of the "Bell Telephone Co. of Canada", registered at Montreal, under No. 264649.

2. That part of the lot of land known and designated under number four hundred and

435) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de la Longue-Pointe, contenant un arpent et demi de largeur par environ dix arpents de profondeur, plus ou moins; bornée d'un bout par le lot No 390, de l'autre bout et d'un côté par le dit lot No 434 et de l'autre côté par le résidu dudit lot No 435 des dits plan et livre de renvoi officiels, le tout formant une seule et même exploitation.

Pour être vendue, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 février 1937. 1013-8-2-o
[Première publication, 20 février 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District of Montreal.

Montréal, à savoir: LE CRÉDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, demandeur; vs OCTAVIEN RENAUD, ES-QUAL., défendeur
No E-154559.

Un emplacement situé sur le côté nord-ouest de la rue Demontigny, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro huit cent vingt-neuf (829) aux plan et livre de renvoi officiels du quartier Sainte-Marie de la cité de Montréal, contenant quarante-cinq pieds de largeur par quatre-vingt-quatre pieds de profondeur, mesure anglaise et plus ou moins—avec bâtisses dessus construites.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Curran, daté le 8 février 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 février 1937. 1011-8-2-o
[Première publication, 20 février 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: ORIGENE PICARD, demandeur; vs NICHOLA CHIOCHIORELLO, *Es. Nom & Es Qualité* de tuteur à ses enfants mineurs & *Al.*, *Es. Qual.*, défendeurs.
No F-161255.

Un lot de terre situé sur la Septième Avenue, en la cité de Lachine, connu et désigné comme étant le lot numéro quatorze de la subdivision du lot originaire numéro sept cent cinquante-quatre (754-14) aux plan et livre de renvoi officiels du cadastre de la cité de Lachine—avec les bâtisses dessus érigées.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-QUATRIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 février 1937. 1019-8-2-o
[Publication du 23 janvier et du 13 février sont nulles]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: LA BANQUE CANADIENNE DE COMMERCE, demanderesse; vs J.-ARTHUR ARCHAMBAULT, es-qualité de curateur à la succession vacante de feu J.-O. Bourcier, défendeur en reprise d'instance.
B-151350.

---

thirty five (pt. 435) on said official plan and book of reference for the parish of "la Longue-Pointe", measuring one and one half arpent in width by about ten arpents in depth, more or less; bounded at one end by lot No. 390, at the other end and on one side by said lot No. 434 and on the other side by the residue of said lot No. 435 of said official plan and book of reference. The whole forming one single exploitation.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, February 16th., 1937. 1014-8-2
[First publication, February 20th., 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: LE CREDIT FONCIER FRANCO-CANADIEN, plaintiff; vs OCTAVIEN RENAUD, ES-QUAL., defendant.
No. E-154559.

An emplacement situate on the Northwest side of Demontigny Street, in the city of Montreal, known and designated under number eight hundred and twenty-nine (829) of the official plan and book of reference for Saint Mary's Ward, of the city of Montreal, measuring forty-five feet in width by eighty four feet in depth, English measure and more or less—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Curran, dated February 8th., 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, February 16th., 1937. 1012-8-2
[First publication, February 20th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: ORIGENE PICARD, Plaintiff; vs NICHOLA CHIOCHIORELLO, *"Es-Nom"* & *"Es-Qualité"* of Tutor to his minor children, & *Al*, *"Es-Qual."*, defendants.
No. F-161255.

A lot of land situate on Seventh Avenue, in the City of Lachine, known and designated as being number fourteen of the subdivision of the original lot number seven hundred and fifty-four(754-14) on the official cadastral plan and book of reference for the city of Lachine—with the buildings thereon erected.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FOURTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, February 16th., 1937. 1020-8-2
[Publications of January 23rd and February 13th are null]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: THE CANADIAN BANK OF COMMERCE, Plaintiff; vs J. ARTHUR ARCHAMBAULT, *es-qualité* of curator of the vacant estate of the late J. O. BOURCIER, defendant *en reprise d'instance.*
B-151350.

Ce certain emplacement situé sur l'avenue Kitchener, en la cité de Westmount et étant la subdivision numéro vingt-trois de la subdivision officielle du lot numéro deux cent soixante-dix-sept (277-23) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Montreal, contenant quarante-quatre pieds en largeur, en front, vingt-six pieds six pouces en largeur, en arrière, sur une profondeur de cent trente-quatre pieds, mesure anglaise, plus ou moins, avec le droit de passage et le droit de vue, en commun, avec d'autres dans la ruelle contigue au dit emplacement et étant la subdivision numéro vingt et un du lot numéro deux cent soixante-dix-sept (277-21) aux dits plan et livre de renvoi officiels—avec les édifices sus-érigés portant le numéro civique 340, avenue Kitchener.

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $1,700.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'hon. juge Curran, en date du 11 février 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 16 février 1937. 1009-8-2
[Première publication, 20 février 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-152353. VICTOR MORIN, ET AL., demandeurs; vs PINKOS PEREL, défendeur.

Deux lots de terre situés sur le côté nord-est du boulevard Saint-Laurent, cité de Montréal, portant les numéros cent cinquante-neuf et cent soixante de la subdivision du lot numéro dix (No 10-159 et 160) des plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec les bâtisses dessus construites portant alors les numéros civiques 2119 à 2125 et aujourd'hui les nouveaux numéros 5317 à 5327 du dit boulevard Saint-Laurent.

Pour être vendus, à mon bureau, en la cité de Montréal, le VINGT-CINQUIEME jour de MARS prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 16 février 1937. 1017-8-2-o
[Première publication, 20 février 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 156535. ALFRED-G. NOISEUX, demandeur; vs DELLE MARIA LAURENCE CHAPOLARD, défenderesse.

Un certain emplacement faisant front à la rue Rivard, en la cité de Montréal, et composé:

a. De la partie nord-ouest du lot trois cent un de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-pt-N. O. 301) des plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de Saint-Jean-Baptiste, mesurant la dite partie du lot, quinze pieds de front par soixante-dix pieds de profondeur;

b. De deux lots de terre connus et désignés comme étant les lots numéros trois cent deux et trois cent trois de la subdivision officielle du lot originaire numéro quinze (15-302-303) des dits plan et livre de renvoi officiels du village Saint-Jean-Baptiste, mesurant chacun des dits lots, vingt pieds de front par soixante-dix pieds de profondeur;

c. De la partie sud-est du lot numéro trois cent quatre de la subdivision officielle du dit lot

That certain emplacement situate on Kitchener Avenue, in the city of Westmount and being subdivision number twenty three of the official subdivision of lot number two hundred and seventy-seven (277-23) on the official plan and book of references of the parish of Montreal, containing forty-four feet in width in front, twenty-six feet six inches in width in rear by a depth of one hundred and thirty-four feet, English measure, more or less, with the right of passage and the right of view in common with others in the lane contiguous to the said emplacement and being subdivision number twenty-one of lot number two hundred and seventy-seven (277-21) on the said official plan and book of reference—with the buildings thereon erected bearing the civic number 340 Kitchener Avenue.

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $1,700.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon Justice Curran, dated February 11th., 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, February 16th, 1937. 1010-8-2-o
[First publication, February 20th, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-152353. VICTOR MORIN, ET AL, plaintiff's; vs PINKOS PEREL, defendant.

Two lots of land situate on the Northeast side of Saint Lawrence Boulevard, city of Montreal, bearing numbers one hundred and fifty-nine and and one hundred and sixty of the subdivision of lot number ten (No. 10-159 and 160) on the official plan and book of reference for the village of Côte Saint Louis—with the buildings thereon erected, formerly bearing civic numbers 2119 to 2125 and now new numbers 5317 to 5327 of said Saint Lawrence Boulevard.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the TWENTY FIFTH day of MARCH next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Montreal, February 16th., 1937. 1018-8-2
[First publication, February 20th., 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 156535. ALFRED G. NOISEUX, plaintiff; vs MISS MARIA LAURENCE CHAPOLARD, defendant.

A certain emplacement fronting on Rivard Street, in the city of Montreal, and composed of:

a. The Northwest part of lot three hundred and one of the official subdivision of original lot number fifteen (15-N. W. Pt. 301) of the official plan and book of reference for the incorporated village of Saint Jean Baptiste, measuring, the said part of lot, fifteen feet in front by seventy feet in depth;

b. Two lots of land known and designated as being lots numbers three hundred and two and three hundred and three of the official subdivision of original lot number fifteen (15-302-303) of the said official plan and book of reference of the village of Saint Jean Baptiste, measuring, each of the said lots, twenty feet in front by seventy feet in depth;

c. The Southeast part of lot number three hundred and four of the official subdivision of

originaire numéro quinze (15-pt-S. E. 304) des dits plan et livre de renvoi officiels du dit village de Saint-Jean-Baptiste, mesurant la dite partie du lot, seize pieds et trois pouces de front par soixante-dix pieds de profondeur.

Le tout mesure anglaise et plus ou moins; borné comme suit: en front, par la dite rue Rivard; en arrière, par une ruelle; d'un côté, au sud-est, par le résidu du dit lot No 15-301; et de l'autre côté, au nord-ouest, par le résidu du dit lot No 15-304—avec les maisons dessus érigées portant les numéros civiques 4421 à 4437 de la dite rue Rivard, et avec droit d'usage, en commun avec tous autres y ayant droit, de la ruelle en arrière du dit emplacement.

Sont aussi comprises dans cette vente toutes les fixtures qui se trouvent dans les logements.

Tel et ainsi que le tout se trouve présentement, avec les servitudes actives et passives y attachés.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 mars 1937. 1449—11-2-o
[Première publication, March 13th., 1937]

said original lot number fifteen (15-S. E. Pt. 304) of the said official plan and book of reference of the said village of Saint Jean Baptiste, measuring the said part of lot, sixteen feet and three inches in front by seventy feet in depth.

The whole English measure and more or less; and bounded as follows: in front by said Rivard Street; in rear by a lane; on one side, to the Southeast, by the residue of said lot No. 15-301; and on the other side, to the Northwest, by the residue of said lot No. 15-304; — with the houses thereon erected bearing civic numbers 4421 to 4437 of said Rivard Street, and with right to the use, in common with all others entitled thereto, of the lane in rear of the said emplacement.

Included also in the said sale are all the fixtures contained in the said dwellings

As the whole presently subsists, with the active and passive servitudes attached thereto.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 9, 1937. 1450—11-2
[First publication, 13 th March, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: C-158324. DAME FLORA MORAND, épouse contractuellement séparée de biens de J.-Ernest Labelle, et ce dernier pour autoriser sa dite épouse aux fins des présentes, demanderesse; vs JOSEPH-MOISE-RAOUL LAPORTE, défendeur.

Un emplacement ayant front sur la rue Henri-Julien, en la cité de Montréal, connu et désigné sous le numéro cent vingt-sept de la subdivision officielle du lot numéro neuf (9-127) aux plan et livre de renvoi officiels du village de la Côte Saint-Louis—avec une maison à deux étages portant les numéros civiques 7209 et 7211 de la dite avenue Henri-Julien, et toutes dépendances y érigées et avec tous les droits inhérents au dit immeuble.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à TROIS heures de l'après-midi.

Un dépôt de $500. sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 9 mars 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 9 mars 1937. 1447—11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: C-158324. DAME FLORA MORAND, wife separate as to property by marriage contract of J. Ernest Labelle, and the latter to authorize his said wife for the purposes hereof, plaintiff; vs JOSEPH MOISE RAOUL LAPORTE, defendant.

An emplacement fronting on Henri-Julien Street, in the city of Montreal, known and designated under number one hundred and twenty seven of the official subdivision of lot number nine (9-127) on the official plan and book of reference of the village of Côte Saint Louis—with a two storey house bearing civic numbers 7209 and 7211 said Henri-Julien Avenue, and all dependencies thereon erected and with all the rights attached to the said immovable.

To be sold at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at THREE o'clock in the afternoon.

A deposit of $500.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon Justice Surveyer, dated March 9, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 9, 1937. 1448—11-2
[First publication, March 13th., 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: F-161295. LOUIS-JOSEPH BOILEAU *et al*, demandeurs; vs FLORENCE DE CHANTAL *et al*, défendeurs.

Un emplacement situé en la ville Sainte-Anne de Bellevue borné en front par la rue Saint-Pierre et composé:

1. Du lot de terre portant le numéro cent quatre-vingt-deux au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, dans le comté de Jacques-Cartier, contenant cinquante-quatre pieds de largeur par quatre-vingt-dix pieds de profondeur, mesure française, à distraire cependant du dit lot de terre.

a. Un morceau de terre contenant six pieds en superficie, mesure anglaise, plus ou moins, de forme triangulaire, borné en front par le

FIERI FACIAS DE TERRIS.
Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: F-161295. LOUIS JOSEPH BOILEAU *et al*, plaintiffs; vs FLORENCE DE CHANTAL *et al*, *defendants*.

An emplacement situate in the Town of Sainte Anne de Bellevue, bounded in front by Saint Pierre street and composed of:

1. The lot of land bearing number one hundred and eighty two of the official plan and book of reference for the Parish of Sainte Anne, in the county of Jacques Cartier, measuring fifty four feet in width by ninety feet in depth, French measurement, to be deducted however, from the said lot of land:

a. A parcel of land containing six feet in area, English measure, more or less, of triangular figure, bounded in front by the public road, in

chemin public, en arrière par le terrain appartenant à Mde Paul Dubreuil, au sud par le lot officiel numéro cent quatre-vingt-un, au nord par le résidu du dit lot numéro cent quatre-vingt-deux, tel que décrit dans un contrat de vente consenti par Ludger Latraverse *et al*, à Prosper Dupuis, devant G. Boileau, notaire, le vingt janvier mil huit cent quatre vingt-dix-huit, enregistré au bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 72354.

b. Un autre morceau de terre de forme triangulaire contenant huit pieds de profondeur dans la ligne sud du dit lot de terre tel que mentionné dans un contrat de vente par Marie Boyer à J.-Arthur Aumais, exécuté devant L.-J. Boileau notaire, le vingt-cinq juillet mil neuf cent, enregistré au susdit bureau d'enregistrement sous le No 85783.

2. D'un autre morceau de terre de forme triangulaire faisant partie du lot portant le numéro cent soixante et onze au plan et sur le livre de renvoi officiels susdits, contenant huit pieds de profondeur dans la ligne de terre de A.-R. Seguin ou représentants par toute la largeur du dit lot, borné comme suit: au sud par le lot officiel numéro cent quatre-vingt-un, au nord par le lot officiel numéro cent quatre-vingt-trois, à l'ouest par le résidu du dit lot numéro cent soixante et onze, et à l'est par le lot ci-dessus en premier lieu décrit—avec les bâtisses.

Cet emplacement avec d'autres est affecté pour le paiement d'une rente annuelle et perpétuelle de six piastres ($6.00) au capital de cent piastres ($100.00) aux termes d'une vente consentie par François Mallette *et uxor* à Guillaume Malette le 8 juillet 1848, devant L.-S. Martin, noraire et enregistré à la ci-devant division d'enregistrement de Montréal, susdit sous le No 6281 et renouvelé suivant avis en date du 26 septembre 1879, enregistré au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier le même jour sous le No 4883, et d'une autre vente parle dit Guillaume Mallette à J.-Lumina Daoust exécuté devant M. Longtin, notaire le 22 août 1879 et dûment enregistrée au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier le 24 octobre 1879 sous le No 5271 et dont la désignation a été corrigée par acte devant M. Longtin notaire, le 24 octobre 1888 et enregistré au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 27406. La dite rente actuellement due aux représentants de Alphonse Montpetit aux termes du transport consenti par le dit Guillaume Mallette devant S.-A. Brodeur, notaire le 19 novembre 1894 et enregistré au sudit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 54266.

Un emplacement situé en la ville Sainte-Anne de Bellevue, borné en front par la rue Saint-Pierre et étant la juste moitié sud du lot de terre portant le numéro cent quatre-vingt-un au plan et sur le livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Anne, mesurant la dite partie du lot vingt-sept pieds de largeur sur toute la profondeur qui se trouve de la rue Saint-Pierre qui le borne en front au terrain de Mde Paul Dubreuil qui le borne en profondeur le tout plus ou moins, mesure anglaise, le plus ou le moins étant au profit ou à la perte de l'acquéreur, bornée en front par la rue Saint-Pierre, d'un côté au sud-est par le terrain appartenant aux représentants

rear by the land belonging to Mrs. Paul Dubreuil, on the South by official lot number one hundred and eighty one, on the North by the residue of said lot number one hundred and eighty two, as described in a deed of sale consented by Ludger Latraverse *et al.*, to Prosper Depuis, before G. Boileau, Notary, the twentieth of January, one thousand eight hundred and ninety eight, registered at the Registry Office for the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 72354.

b. Another parcel of land of triangular figure, measuring eight feet in depth in the South line of the said lot of land as mentioned in the deed of sale by Marie Boyer to J. Arthur Aumais, passed before L. J. Boileau, Notary, the twenty fifth of July, one thousand nine hundred, registered in the aforesaid Registry Office under No. 85783.

2. Another parcel of land of triangular figure forming part of the lot bearing number one hundred and seventy one of the aforesaid official plan and book of reference, measuring eight feet in depth in the line of the land of A. R. Seguin or representatives by the whole width of the said lot, bounded as follows: on the South by official lot number one hundred and eighty one, on the North by official lot number one hundred and eighty three, on the West by the residue of said lot number one hundred and seventy one and on the East by the lot hereinabove firstly described—with the buildings.

The said emplacement with others is encumbered with the payment of an annual and perpetual rent of six dollars ($6.00) capitalized at one hundred dollars ($100.00) according to the terms of a sale consented by François Mallette *et uror* to Guillaume Malette, the 8th of July 1848, before L. S. Martin, Notary and registered in the heretofore Registration Division of Montreal aforesaid under No. 6281 and renewed as per notice dated September 26, 1879 registered in the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier the same day under No. 4883, and another sale by the said Guillaume Mallette to J. Lumina Daoust passed before M. Longtin, Notary, the 22nd of August, 1879, and duly registered at the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier, on the 24th of October 1879 under No. 5271 and whereof the description was corrected by deed before M. Longtin, Notary, the 24th of October, 1888 and registered at the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 27406. The said rent actually due to the representatives of Alphonse Montpetit under the terms of the transfer consented by the said Guillaume Mallette before S. A. Brodeur, Notary, the 19th of November, 1894 and registered at the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 54266.

An emplacement situate in the Town of Sainte Anne de Bellevue, bounded in front by Saint Pierre street and being the exact South half of the lot of land bearing number one hundred and eighty one on the official plan and book of reference of the Parish of Sainte Anne, the said part of lot measuring twenty seven feet in width by all the depth there may be from Saint Pierre street which bounds it in front to the land of Mrs. Paul Dubreuil which bounds it in depth, the whole more or less, English measure, the more or the less being to the profit or loss of the purchaser, bounded in front by Saint Pierre Street, on one side to the Southeast by the land

de Joseph Lalonde, de l'autre côté au nord-ouest par le terrain appartenant à Pierre Lamarche et en arrière par le terrain appartenant à la dite Dame Paul Dubreuil—avec les bâtisses y érigées.

Le dit emplacement avec d'autres est affecté pour le paiement d'une rente annuelle et perpétuelle de trois piastres ($3.00) au capital de cinquante piastres ($50.00) aux termes de la vente consentie par François Mallette *et uxor* à Guillaume Malette devant L.-S Martin, notaire le 8 juillet 1848 et enregistré à la ci-devant division d'enregistrement de Montréal susdit sous le No 6281 et renouvelé suivant avis en date du 26 septembre 1879 et enregistré au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques Cartier le même jour sous le No 4883 et d'une autre vente consentie par Dame Angélique Ranger, veuve de feu Toussaint Cousineau à Louis de Chantal devant A. Chauret, notaire, le 5 février 1897, enrégistré au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier le 10 février 1897, sous le No 65653, la dite rente actuellement due aux représentants de Alphonse Montpetit aux termes du transport consenti par le dit Guillaume Mallette devant S.-A. Brodeur, notaire, le 19 novembre 1894 et enregistre au susdit bureau d'enregistrement des comtés de Hochelaga et Jacques-Cartier sous le No 54266.

Pour être vendu à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à ONZE heures du matin.

Un dépôt de $250.00 quant à l'immeuble désigné sous le No 182 et un dépôt de $200.00 quant à l'immeuble désigné comme étant la juste moitié sud du No 181, sera exigé de tout offrant ou enchérisseur, suivant jugement de l'hon. juge Surveyer, daté le 9 mars 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, 10 mars 1937. 1451-11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

belonging to the representatives of Joseph Lalonde, on the other side to the Northwest by the land belonging to Pierre Lamarche and in rear by the land belonging to the said Dame Paul Dubreuil—with the buildings thereon erected.

The said emplacement with others is encumbered with the payment of any annual and perpetual rent of three dollars ($3.00) capitalized at fifty dollars ($50.00) under the terms of the sale consented by François Mallette *et uxor* to Guillaume Malette before L. S. Martin, Notary, the 8th of July, 1848 and registered at the heretofore Registration Division of Montreal aforesaid under No. 6281 and renewed as per notice dated September 26, 1879 and registered at the aforesaid Registry Office of the Counties of Hochelaga and Jacques Cartier the same day under No. 4883 and of another sale consented by Dame Angélique Ranger, widow of the late Toussaint Cousineau to Louis de Chantal before A. Chauret, Notary, the 5th of February, 1897, registered at the aforesaid Registry Office of the counties of Hochelaga and Jacques Cartier the 10th of February, 1897 under No. 65653, the said rent actually due to the representatives of Alphonse Montpetit under the terms of a transfer consented by the said Guillaume Mallette before S. A. Brodeur, Notary, the 19th of November, 1894, and registered at the aforesaid Registry Office of the counties of Hochelaga and Jacques Cartier under No. 54266.

To be sold at my office, in the City of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at ELEVEN o'clock in the forenoon.

A deposit of $250.00 as to the immovable designated under No 182, and a deposit of $200.00 as to the immovable designated as being the exact South half of No. 181, shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of the Hon. Justice Surveyer, dated March 9, 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 10, 1937. 1452-11-2
[First publication, March 13, 1937]

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

Montréal, à savoir: 159112. JOSEPH - ISRAEL DUPRE *et al.*, *es-qual.*, demandeurs; vs FANNIE POSSNESSKY, épouse de Morris Pettel, et ce dernier tant personnellement et aux fins d'autoriser son épouse, défendeurs.

Un lopin de terre situé en la ville de Saint-Louis, formant présentement partie de la cité de Montréal, connu sous le numéro deux cent trente-sept au plan de subdivision du lot numéro onze (11-237) aux plan et livre de renvoi officiels du village incorporé de la Côte Saint-Louis. Le dit lot ayant front sur le Boulevard Saint-Laurent et contenant vingt-cinq pieds en largeur par toute la profondeur du dit lot, mesure anglaise et plus ou moins et aboutissant en arrière sur une ruelle dans laquelle l'acquéreur aura droit de passage, en tout temps, à pieds et en voitures, et pour animaux mais sans aucun droit de l'obstruer en aucune manière. Déduction faite de la profondeur susdite d'une lisière de cinq pieds le long de toute la partie frontale du dit lot, qui a été cédée à la ville de Saint-Louis pour l'élargissement du Boulevard Saint-Laurent—avec les édifices sus-érigés sur le dit lot et portant les numéros civiques 2120-2122 et 2124 du Boulevard Saint-Laurent; (nouveaux numéros 5314 et suivants du Boulevard Saint-Laurent).

FIERI FACIAS DE TERRIS.

Superior Court.—District of Montreal.

Montreal, to wit: 159112. JOSEPH ISRAEL DUPRE *et al.*, *es-qual.*, plaintiffs; vs FANNIE POSSNESSKY, wife of Morris Pettel, and the latter both personally and for the purpose of authorizing his wife, defendants.

A lot of land situate in the Town of Saint Louis, now forming part of the City of Montreal, known as number two hundred and thirty-seven on the subdivision plan of lot number eleven (11-237) on the official plan and book of reference of the Incorporated Village of la Cote Saint Louis. The said lot fronts on Saint Lawrence Boulevard and contains twenty-five feet in width by the whole depth of the said lot, English measure and more or less and abuts in rear on a lane in which the purchaser will have the right of passage on foot and with vehicles and animals at all times, but without any right to encumber the same in any way. Deduction to be made from the above depth of a strip of five feet along the entire frontage of said lot, which has been ceded to the Town of Saint Louis for the widening of Saint Lawrence Boulevard—with the buildings erected on the said lot and bearing civic Nos 2120-2122 and 2124 of Saint Lawrence Boulevard; (new Nos 5314 and following of Saint Lawrence Boulevard).

Pour être vendu, à mon bureau, en la cité de Montréal, le QUINZIEME jour d'AVRIL prochain, à DEUX heures de l'après-midi.

Un dépôt de $800.00 sera exigé de tout offrant ou enchérisseur suivant jugement de l'Hon. Juge Curran, en date du 9 février 1937.

Le shérif,
Bureau du shérif, OMER LAPIERRE.
Montréal, le 9 mars 1937. 1449A-11-2
[Première publication, 20 février 1937 est nulle]
[Première publication, 13 mars 1937]

To be sold, at my office, in the city of Montreal, on the FIFTEENTH day of APRIL next, at TWO o'clock in the afternoon.

A deposit of $800.00 shall be exacted from each and every bidder, pursuant to a judgment of Hon. Justice Curran, dated February 9th 1937.

OMER LAPIERRE,
Sheriff's Office, Sheriff.
Montreal, March 9th, 1937. 1450A-11-2-o
[First publication, February 20th., 1937 is null]
[First publication, March 13th., 1937]

QUÉBEC

FIERI FACIAS.

Québec, à savoir: No 34044. JOSEPH-ADOLPHE TREMBLAY, marchand, de la ville de La Tuque; contre ALFRED BERGERON, journalier, actuellement absent de la province de Québec, à savoir:

Le lot No 23-*a*-4 (vingt-trois-A-quatre) du cadastre officiel pour le premier rang du canton Mailhot, comté de Champlain, étant un emplacement situé dans la ville de La Tuque—avec les bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale de La Tuque, comté de Champlain, le SEIZIEME jour d'AVRIL prochain, à DIX heures du matin.

Le shérif,
Bureau du shérif, L. LAPIERRE.
Québec, 9 mars 1937. 1453—11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]
[Deuxième publication, 27 mars 1937]

QUEBEC

FIERI FACIAS.

Quebec, to wit: No. 34044. JOSEPH ADOLPHE TREMBLAY, merchant, of the town of La Tuque; against ALFRED BERGERON, laborer, actually absent from the Province of Quebec, to wit:

Lot No. 23-*a*-4 (twenty three-A-four) of the official cadastre for the first range of the township of Mailhot, county of Champlain, being an emplacement situate in the town of La Tuque—with the buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

To be sold at the parochial church door of La Tuque, county of Champlain, on the SIXTEENTH day of APRIL next, at TEN o'clock in the forenoon.

L. LAPIERRE,
Sheriff's Office. Sheriff.
Quebec, March 9, 1937. 1454—11-2
[First publication, March 13, 1937]
[Second publication, March 27, 1937]

RICHELIEU

FIERI FACIAS.

Cour Supérieure.—District de Montréal.

No 146852. EXILDA GAUTHIER, fille majeure et usant de ses droits, des cité et district de Montréal, demanderesse; vs RAOUL BURELLE, ci-devant de Montréal, actuellement de Saint-Amable, district de Montréal, défendeur.

a) Un terrain à bois situé en la paroisse de Saint-Amable, au rang des Trente, contenant un demi-arpent de front sur trente arpents de profondeur plus ou moins, connu et désigné comme étant tout le lot No trois cent cinquante-neuf (359) des plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie.

b) Un terrain à bois situé au même lieu, contenant un demi-arpent de front par trente arpents de profondeur plus ou moins,connu et désigné comme étant une partie du lot No trois cent soixante (Ptie 360) des dits plan et livre de renvoi officiels de Sainte-Julie, et borné comme uit: D'un côté au sud-ouest par le dit lot Nos 559 de Sainte-Julie; de l'autre côté au nord-est partie par le terrain ci-dessous décrit au paragraphe *c* et partie par le terrain appartenant à Savaria ou représentants; au front par le chemin des Trente et en profondeur par les terres de Varennes.

c) Un terrain à bois situé au même lieu contenant un demi-arpent de front par dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins, connu et

RICHELIEU

FIERI FACIAS

Superior Court.—District of Montreal.

No. 146852. EXILDA GAUTHIER, spinster of age and in use of her rights, of the City and District of Montreal, actually of Saint Amable, District of Montreal, defendant.

a) A wooded lot of land situate in the parish of Saint Amable, in range "des Trente", measuring one half arpent in front, by thirty arpents in depth, more or less, known and designated as being the whole of lot number three hundred and fifty-nine (359) on the official plan and book of reference for the parish of Sainte-Julie.

b) A wooded lot of land situate at the same place, measuring one half arpent in front by thirty arpents in depth, more or less, known and designated as being part of lot number three hundred and sixty (Pt. 360) on said official plan and book of reference for Sainte-Julie, and bounded as follows: on one side, on the Southwest by said lot No. 359 of Sainte-Julie; on the other side, on the Northeast, partly by the lot of land hereinunder described in paragraph *c* and partly by the lot of land belonging to Emerie Savaria or representatives; in front by the "Chemin des Érente" and on the depth by the lands of Varennes.

c) A wooded lot of land situate in the same place measuring one half arpent on front by eighteen arpents in depth, more or less, known

désigné comme étant une partie du dit lot No trois cent soixante (Ptie 360) de Sainte-Julie et borné comme suit: d'un côté au sud-ouest par le terrain décrit au paragraphe *b* ci-dessus; de l'autre côté au nord-est par le terrain ci-dessous décrit; en front par le chemin des Trente et en profondeur par une autre partie du dit lot No 360 (mesurant un demi-arpent de front par douze arpents de profondeur) appartenant à Emerie Savaria ou représentants.

d) Un terrain à bois situé au même lieu, contenant un demi-arpent de front par dix-huit arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme étant une partie du dit lot No trois cent soixante (Ptie 360) du dit cadastre de Sainte-Julie et borné comme suit: d'un côté au sud-ouest par le terrain ci-dessus décrit au paragraphe *c*, de l'autre côté par une autre partie du même No trois cent soixante, en front par le chemin des Trente et en profondeur par une autre partie du dit lot No trois cent soixante (mesurant un demi-arpent de front par douze arpents de profondeur) et appartenant à Herménégilde Savaria ou représentants.

e) Un terrain situé au même lieu, contenant un demi-arpent de front sur trente arpents de profondeur, plus ou moins, connu et désigné comme étant une partie du dit No trois cent soixante (Ptie 360) des dits plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Julie et borné comme suit: d'un côté, au nord-est , par le lot No 363 du dit cadastre de Sainte-Julie appartenant à Philibert Lussier ou représentants; de l'autre côté, au sud-ouest, partie par l'immeuble ci-haut décrit au paragraphe *d* et partie par Herménégilde Savaria ou représentants, en front, par le chemin des Trente et, en profondeur, par les terres de Varennes.

Tel que le tout se trouve présentement avec toutes les srevitudes actives et passives, apparentes ou occultes attachées aux dits immeubles, spécialement avec droit de passage en faveur de Emerie et Herménégilde Savaria suivant les termes d'un contrat en date du trente (30) mars mil neuf cent vingt-huit, enrégistré au bureau d'enregistrement du comté de Verchères sous le No 42034.

Pour être vendus à la porte de l'église paroissiale de Saint-Amable, comté de Verchères, le VINGT-TROISIEME jour du mois de MARS, 1937, à DEUX heures de l'après-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, ROSAIRE PAQUIN.
Sorel le 15 février 1937. 1021-8-2-o
[Première publication, 20 février 1937]

and designated as being part of said lot number three hundred and sixty (Pt. 360) of Sainte-Julie and bounded as follows: on one sike on the Southwest by the lot of land described in hereinabove paragraph *b*; on the other side, on the Northeast by the lot of land hereinunder described; in front by the "Chemin des Trente, on the depth by another part of said lot No. 360 (measuring one half arpent in front by twelve arpents in depth) belonging to Emerie Savaria or representatives.

d) A wooded lot of land situate in the same place, measuring one half arpent in front by eighteen arpents in depth, more or less, known and designated as being part of said lot number three hundred and sixty (Pt. 360) on said cadastre for Sainte-Julie and bounded as follows: on one side on the Southwest, by the lot of land hereinabove described in paragraph *c*, on the other side by another part of said lot number three hundred and sixty, in front by the "Chemin des Trente" and on the depth by another part of said lot number three hundred and sixty (measuring one half arpent in front by twelve arpents in depth) and belonging to Herménégilde Savaria or representatives.

e) A lot of land situatè in the same place, measuring one half arpent in front by thirty arpents in depth, more or less, known and designated as being part of said lot number three hundred and sixty (Pt. 360) on said official plan and book of reference for the Parish of Sainte-Julie and bounded as follows: on one side on the Northeast by lot No. 363 of said cadastre for Sainte-Julie, belonging to Philibert Lussier or representatives; on the other side on the Southwest, partly by the immoveable hereinabove described in paragraph *d* and partly by Herménégilde Savaria or representatives; in front by the "Chemin des Trente", and on the depth by the lands of Varennes.

As the whole presently subsists, with all the active and passive, apparent or unapparent servitudes attached to the said immoveables, especially, with right of way in favour of Emerie and Herménégilde Savaria, pursuant to the terms of a contract dated March thirtieth (30th) nineteen hundred and twenty eight and registered in the Registry Office of the County of Verchères under No. 42034.

To be sold at the parochial church door of Saint Amable, County of Verchères, on the TWENTY THIRD day of the month of MARCH, 1937, at TWO o'clock in the afternoon.

ROSAIRE PAQUIN,
Sheriff's Office, Sheriff.
Sorel, February 15th, 1937. 1022-8-2
[First publication, February 20, 1937]

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

District de Rimouski, No 5642. } JOSEPH BOUCHARD; vs DAME ALBERTINE DESCHESNE, de Sainte-Flavie, en qualité de curatrice de Josaphat Beaulieu, son époux interdit, savoir:

Le lot No trente-cinq au cadastre officiel de la paroisse de Sainte-Flavie—avec bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'église de la paroisse de Sainte-Flavie, le VINGT-TROIS

RIMOUSKI

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

District of Rimouski, No. 5642. } JOSEPH BOUCHARD vs DAME ALBERTINE DESCHESNE, of Sainte-Flavie, in her quality of curatrix to Josaphat Beaulieu, her husband, interdicted, to wit:

Lot number thirty-five on the official cadastre for Sainte-Flavie—with buildings.

To be sold at the church door of the parish of Sainte-Flavie, on the TWENTY THIRD of

MARS prochain 1937, à DIX heures de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, CHS D'ANJOU.
Rimouski, 16 février 1937 1025-8-2-o
[Première publication, 20 février 1937]

MARCH next, 1937, at TEN o'clock in the forenoon.

CHS D'ANJOU.
Sheriff's Office, Sheriff.
Rimouski, February 16th, 1937. 1026-8-2
[First publication, February 20th, 1937]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS
Cour Supérieure (en liquidation)

Canada, Province de Québec, District de Montréal, No 243. } QUEBEC FARMERS MUTUAL FIRE INS. CO., en liquidation; & CONRAD PERRAULT ET AL, requérants; vs ARMAND MONETTE, de Val-David, comté et district de Terrebonne, contributaire.

Comme appartenant au dit contributaire, l'immeuble suivant, savoir:

Toute cette propriété connue et désignée aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Sainte-Agathe-des-Monts, à Val David, comté et district de Terrebonne, et située sur les lots sept A et sept B (7*a* et 7*b*), concession I du rang Doncaster—avec bâtisses y dessus érigées.

Pour être vendu à la porte de l'église paroissiale catholique de Val David, comté de Terrebonne, le VINGT-TROISIEME jour de MARS mil neuf cent trente-sept, à UNE heure de l'après-midi (heure solaire).

Le shérif,
Bureau du shérif. J.-W. CYR.
Saint-Jérôme, le 11 février 1937. 1023-8-2-o
[Première publication, le 20 février 1937]

TERREBONNE

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court (Under the Winding up Act)

Canada, Province of Quebec, District of Montreal, No. 243. } QUEBEC FARMERS MUTUAL FIRE INS. CO., in liquidation; & CONRAD PERRAULT ET AL, petitioners; vs ARMAND MONETTE, of Val-David, county and district of Terrebonne, contributory.

As belonging to the said contributory, the following immoveable, to wit:

All that property known and designated on the official plan and book of reference of the parish of Sainte Agathe des Monts, in Val David, county and district of Terrebonne, and situate on lots seven A and seven B (7*a* & 7*b*), concession I of Doncaster range, — with buildings thereon erected.

To be sold at the parochial catholic church door of Val David, county of Terrebonne, on the TWENTY THIRD day of MARCH one thousand nine hundred and thirty seven, at ONE o'clock in the afternoon (Standard Time).

J. W. CYR,
Sheriff's Office, Sheriff.
Saint Jerome, February 11, 1937. 1024-8-2
[First publication, February 20, 1937]

TROIS-RIVIÈRES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 4295. } IRENEE CHAINE, commis, demeurant au numéro 1603 de la rue Royale, cité des Trois-Rivières, district des Trois-Rivières, demandeur; vs LES HERITIERS DE FEU PHILEMON DAIGNEAULT, de son vivant, de la cité de Granby, district de Bedford, défendeurs.

Comme appartenant aux dits défendeurs, l'immeuble suivant, savoir:

Un emplacement situé en la cité des Trois-Rivières, au coin nord-est des rues Notre-Dame et Sainte-Anne, mesurant environ cinquante pieds français de largeur, sur quatre-vingt-dix pieds anglais de profondeur, connu et désigné comme étant la partie sud-est du lot numéro cinq cent vingt-cinq (Pt. S. E. 525) du cadastre officiel de la dite cité des Trois-Rivières; borné en front par la dite rue Notre Dame, en profondeur à la partie nord-ouest du dit lot appartenant à Origène Bellemare, au côté sud-ouest par la dite rue Sainte-Anne, et au côté nord-est, par le lot numéro cinq cent vingt-quatre (524) du dit cadastre appartenant à François Gervais dit Beaudoin—avec les maisons et autres bâtisses dessus construites, circonstances et dépendances.

TROIS RIVIERES

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres, No. 4295. } IRENEE CHAINE, clerk, residing at number 1603 Royale Street, city of Trois Rivieres, district of Trois Rivieres, plaintiff; vs THE HEIRS OF THE LATE PHILEMON DAIGNEAULT, in his lifetime of the city of Granby, district of Bedford, defendant.

As belonging to the said defendants, the following immovable, to wit:

An emplacement situate in the city of Trois Rivières on the Northeast corner of Notre Dame and Sainte Anne Streets, measuring about fifty feet, French measure, in width, by ninety feet, English measure, in depth, known and designated as being the Southeast part of lot number five hundred and twenty five (S. E. Pt. 525) of the official cadastre of the said city of Trois Rivieres; bounded in front by the said Notre Dame Street, in depth by the Northwest part of the said lot belonging to Origène Bellemare, on the Southwest side by the said Sainte Anne Street, and on the Northeast side by lot number five hundred and twenty four (524) of the said cadastre belonging to François Gervais dit Beaudoin—with the houses and other buildings thereon erected, circumstances and dependencies.

Pour être vendu au bureau du shérif, dans le palais de justice, en la cité des Trois-Rivières, le QUINZIÈME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures (10 hrs) de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 10 mars 1937. 1455—11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

To be sold at the Sheriff's Office, in the Court House, in the city of Trois Rivieres, on the FIFTEENTH day of APRIL, one thousand nine hundred and thirty seven at TEN o'clock (10 o'clock) in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, March 10, 1937. 1456—11-2
[First publication, 13 March, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 4258.

LA CAISSE POPULAIRE D'ALMAVILLE, société coopérative régie par la Loi des Syndicats de Québec, ayant son principal siège social à Almaville, comté de Saint-Maurice, district des Trois-Rivières, demanderesse; vs JOSEPH-N. COTNOIR, journalier, du village d'Almaville, district de Trois-Rivières, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur l'immeuble suivant, savoir:

La moitié transversale sud de deux lots de tère situés au village d'Almaville, portant les numéros vingt-quatre et vingt-cinq au plan et subdivision du lot cadastral numéro neuf cent dix-huit-A (½ sud 918-A-24 et 918-25) aux plan et livre de renvoi officiels de la paroisse de Notre-Dame du Mont-Carmel, bornée en front par la rue Saint-Charles, en arrière par le lot No. 918A-23, du côté sud par le lot 918A-36, et du côté nord par le résidu des dits lots contenant, chaque moitié de lot, cinquante pieds carrés, sans garantie de mesure précise—avec la maison et autres bâtisses y érigées.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Notre-Dame de la Présentation d'Almaville, le QUATORZIEME jour d'AVRIL, mil neuf cent trente-sept, à DIX heures (10 hrs) de l'avant-midi.

Le shérif,
Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 10 mars 1937. 1457-11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres, No. 4258.

LA CAISSE POPULAIRE D'ALMAVILLE, a cooperative Syndicate, governed by the Quebec Syndicates' Act, having its principal place of business at Almaville, County of Saint Maurice, District of Trois Rivieres, plaintiff; vs JOSEPH N. COTNOIR, labourer, of the Village of Almaville, District of Trois Rivieres, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immoveable, to wit:

The South transversal half of two lots of land situate in the Village of Almaville, bearing numbers twenty four and twenty five on the plan and subdivision of lot cadastral number nine hundred and eighteen-A (South ½ 918A-24 and 918-25) on the official plan and book of reference for the parish of Notre Dame du Mont Carmel, bounded in front by Saint Charles Street, in rear by No. 918A-23, on the South side by lot 918A-36 and on the North side by the residue of the two said lots, each half lot containing, fifty feet square without guarantee of exact measurement—with the house and other buildings thereon erected.

To be sold at the church door of the Parish of Notre Dame de la Présentation d'Almaville, on the FOURTEENTH day of APRIL, nineteen hundred and thirty seven, at TEN o'clock (10 o'cl.) in the forenoon.

L. P. MERCIER,
Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, March 10th, 1937. 1458-11-2
[First publication, March 13, 1937]

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Cour Supérieure.

Canada, Province de Québec, District des Trois-Rivières, No 4254.

DOSITHEE LEDUC, épicier, de la cité de Grand'Mère, dans le district des Trois-Rivières, demandeur; vs HILAIRE-MAJORIQUE ST-CYR, du même endroit, défendeur.

Comme appartenant au dit défendeur, l'immeuble suivant, savoir:

Un terrain, à Grand-Mère, mesurant quarante-cinq pieds de largeur, sur soixante et cinq pieds de profondeur, mesure française et plus ou moins; borné en front, par une route conduisant au chemin des Piles, (rue Saint-Louis); en arrière, par le terrain des représentants de Pierre Bourassa; d'un côté, vers le nord, par une rue appelée rue du Sault, et d'autre côté, vers le sud, par les représentants de Napoléon Clermont, faisant partie du numéro quatre-vingt-quinze du cadastre hypothécaire de Sainte-Flore—avec maison et bâtisses.

Pour être vendu à la porte de l'Eglise de la paroisse de Saint-Paul, en la cité de Grand'Mère,

FIERI FACIAS DE BONIS ET DE TERRIS.
Superior Court.

Canada, Province of Quebec, District of Trois Rivieres, No. 4254.

DOSITHEE LEDUC, grocer, of the city of Grand'Mère, in the district of Trois Rivieres, plaintiff; vs HILAIRE MAJORIQUE ST-CYR, of the same place, defendant.

As belonging to the said defendant, the following immovable, to wit:

A lot of land, in Grand'Mère, measuring forty five feet in width, by sixty five feet in depth, French measure and more or less; bounded in front, by a road leading to the Des Piles road, (Saint Louis street); in rear, by the land of the representatives of Pierre Bourassa; on one side, towards the North, by a street called "du Sault" street, and on the other side, towards the South, by the representatives of Napoleon Clermont, forming part of number ninety five of the official cadastre of Sainte Flore—with house and buildings.

To be sold at the Church door of the parish of Saint Paul, in the city of Grand'Mère, on the

le QUATORZIEME jour d'AVRIL mil neuf cent trente-sept, à DEUX heures (2 hrs) de l'après-midi.

Le shérif,

Bureau du shérif, L.-P. MERCIER.
Trois-Rivières, 10 mars 1937. 1459-11-2-o
[Première publication, 13 mars 1937]

FOURTEENTH day of APRIL one thousand nine hundred and thirty seven, at TWO o'clock (2 o'clock) in the afternoon.

L. P. MERCIER,

Sheriff's Office, Sheriff.
Trois Rivieres, March 10, 1937. 1460-11-2
[First publication, March 13, 1937]

Ministère du Travail

AVIS

Conformément aux dispositions de l'article 5 de la Loi relative à l'extension des conventions collective de travail (24 Geo. V, ch. 56, amendée par 25-26 Geo. V, ch. 64 et 1 Ed. VIII (2ième session), ch. 24), avis est donné par l'honorable William Tremblay, ministre du Travail, que les parties contractantes à la convention collective de travail rendue obligatoire par l'arrêté ministériel No 2025 du 24 juillet 1935, modifié par l'arrêté No 342 du 5 février 1936—convention collective de travail relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la région de Montréal—lui ont présenté, ce jour, une requête demandant les modifications suivantes du dit arrêté:

1. L'article 1 est remplacé par le suivant:

1.—Définitions:

a) Préposé au bloquage à la main: Les mots "préposé au bloquage à la main", signifient et comprennent tout employé de sexe masculin qui donne un genre ou une forme particulière aux formes, c'est-à-dire qui donne à ces formes la forme d'un chapeau en les travaillant à la vapeur, en les tirant d'un côté et d'un autre, en les filant et en les façonnant et exécutant toutes autres opérations à la main sur un bloc à chapeau en bois.

b) Bloqueur: Le terme "bloqueur" signifie et comprend tout employé de sexe masculin qui bloque des formes de chapeau à la presse à chapeau hydraulique ou à l'estampilleuse à chapeau et qui exécute aussi le posage du fonds (crown) et des bords (brims) destinés à servir de forme à chapeau; ce terme comprend aussi les tamponneurs (buffers), les préposés au brossage (brushers), et au ponçage (pouncing), c'est-à-dire les ouvriers préposés au polissage des chapeaux en feutre à l'aide de papier sablé sur la machine à tamponner et à toutes les autres opérations à l'aide de la machine à tamponner; de plus, ce terme signifie les préposés au collage des chapeaux de paille c'est-à-dire à l'application de pyroxaline, de colle ou de toute autre solution destinée à rendre le chapeau roide, ainsi que les ouvriers préposés au façonnement de selles ou de tampons pour les estampilleuses hydrauliques. Tous les manufacturiers qui ont abandonné les procédés à l'aide de tamponneuses pour adopter des procédés à la main, c'est-à-dire les procédés de brossage, de lissage (slicking) et de finissage à la main des chapeaux de feutre, doivent employer dans l'exécution de ces procédés de brossage, de lissage et de finissage à la main, des bloqueurs qualifiés dans une proportion identique à celle nécessaire au cours des opérations mécaniques et rémunérer ces bloqueurs qualifiés selon le tarif légal de salaires. Tous les ouvriers nouveaux et supplémentaires engagés par un manufacturier et préposés au brossage, au lissage ou au finissage à la main des chapeaux de feutre bénéficieront d'un taux spécial de salaire convenu par entente mutuelle.

Department of Labour

NOTICE

Pursuant to the provisions of Section 5 of the Collective Labour Agreements Extension Act (24 Geo. V, ch. 56, amended by 25-26 Geo. V, ch. 64 and 1 Ed. VIII (2nd Session), ch. 24), notice is given by Honourable William Tremblay, Minister of Labour, that the contracting parties to the collective labour agreement rendered obligatory by Order in Council No. 2025 of the 24th of July 1935, modified by Order No. 342 of the 5th of February, 1936—collective labour agreement relating to the Women's and children's millinery industry in the Montreal district—have presented to him, this day, a petition requesting the following modifications to the said Order:

1.—Section I is replaced by the following:

I.—Definitions:

a) Hand Blocker: The term "hand Blocker" applies to any male employee engaged in giving style, shape of form to hoods, that is to say, blocking the said hoods into a hat shape by steaming, pulling, roping, ironing and shaping the same and all other operations over wooden hat moulds by hand.

b) Blocker: The term "blocker" applies to any male employee who either blocks hat shapes by means of the hydraulic hat pressing machines or by means of the stamper hat pressing machines, including the pressing of crowns and brims to be used as frames for hats and the said term blocker, shall include buffers, brushers and pouncers, that is, those who sand paper felt hats on the buffing machine and all other operations on the said buffing machine, as well as sizers of straw hats, applying pyroxaline, glue, or other hat stiffening solutions thereto and also, makers of saddles or plugs for hydraulic dies. All manufacturers who have changed their buffing process to the hand process, that is to say, hand brushing, slicking and finishing of felt hats, must re-employ that quota of skilled blockers on the said hand brushing, slicking and finishing, which, but for the change, would have been employed and at the same rate of wages as hereinabove mentioned for such skilled blockers. All new, extra workers, sent up to any manufacturer for such hand brushing, slicking and finishing of felt hats, shall have a special rate of wages fixed by mutual understanding.

Les prescriptions du présent paragraphe ne régissent pas les préposés au relissage ou au refinissage de chapeaux après le posage des garnitures (trimming).

c) Préposés à la couture des tissus: Le terme "préposés à la couture des tissus" signifie et comprend tout employé qui peut faire entièrement des chapeaux au moyen de divers tissus à la verge, et de cloches en feutre ou en paille ou au moyen de tissus à l'aide d'une machine à coudre et qui est préposé exclusivement ou partiellement à la couture de fonds de chapeaux, à la couture et à l'étirage des bords de chapeau, à la couture des doublures, au montage des chapeaux ou à la fabrication de chapeaux entiers au moyen de ces tissus et par l'exécution de toutes opérations exécutées à la machine à coudre.

d) Les mots "préposé à la couture des pailles" signifient tout employé qui peut faire entièrement, à l'aide d'une machine à coudre, des chapeaux en utilisant des tresses de paille et qui est préposé à la couture de tresses de paille, que cet employé soit ou non chargé de la fabrication entière de chapeaux ou de parties de chapeaux, au moyen de la couture de tresses de paille.

e) Le terme "coupeur" signifie et comprend tout employé de sexe masculin qui peut placer les patrons de formes de chapeau sur des pièces de tissus et couper les tissus à l'aide d'un couteau à la main, d'un couteau mécanique et de ciseaux en suivant les modèles, et qui a réellement charge de ces opérations.

f) Drapeuse: Le terme "drapeuse" comprend toute employée en mesure de faire à la main un chapeau complet en utilisant les divers matériaux ou les diverses formes employées dans l'industrie du chapeau, que ces matériaux ou formes soient préparés à la main ou à la machine, pourvu que cette employée soit préposée de fait à ce travail manuel, et exécute le façonnage et le drapage des formes au moyen de fers à l'électricité ou à la vapeur, qu'elle ait ou non suivant les instructions de son employeur, la tâche de faire en entier des chapeaux ou des parties de chapeau.

g) Drapeuse et préposée aux garnitures: Le terme "drapeuse et préposée aux garnitures" (trimmer), signifie et comprend toute employée qui peut faire entièrement des chapeaux à la main et qui travaille partiellement comme drapeuse et partiellement comme préposée aux garnitures.

h) Préposée aux garnitures: Le terme "préposée aux garnitures" (trimmer), signifie et comprend toute employée qui a la charge de faire à la main les garnitures, c'est-à-dire qui pose des ornements ou des garnitures sur des chapeaux fabriqués à la main ou à la machine.

Il est clairement convenu et entendu que les définitions qui précèdent ne servent qu'à l'établissement des classifications mentionnées dans la présente convention; elles sont sujettes aux dispositions d'icelle en ce qui touche le degré de compétence et de production établi comme base pour la fixation du salaire minimum décrété pour les dites classifications.

2.—L'article III est remplacé par le suivant:

III.—*a)* Les taux de salaires seront les suivants pour chacun des métiers ci-contre dans le cas d'ouvriers qualifiés jusqu'au 1er juillet 1937:

Préposé au bloquage à la main	$31.00 par semaine
Bloqueur	28.00 " "
Préposé à la couture des tissus	28.00 " "

The contents of the present sub-paragraph, does not apply to the process of re-slicking or re-finishing hats after trimming.

c) Fabric operator: The term "fabric operator" applies to and signifies any male or female employee who is capable of making complete hats from various yard goods and other felt or straw soods and fabrics by sewing machine and who is engaged in whole or in part, in sewing crowns, stitching brims, pulling brims, sewing sweats, setting up hats, or making complete hats from the aforesaid materials by means of any operation on the sewing machine.

d) Straw operator: The term "straw operator" applies to any male or female employee who is capable of making, by sewing machine, complete hats from straw braids and who is engaged to work on sewing straw braids, whether or not the said employee is actually occupied in making a complete hat or a part thereof by sewing the said straw braids.

e) Cutter: The term "cutter" signifies any male employee capable of placing patterns for hat shapes on piece goods fabrics and by cutting the said fabrics either by hand, short knife, machine knief or scissors, in accordance with the said patterns and who is actually engaged in performing such operations.

f) Draper: The term "draper" shall apply to any female employee who is capable of making a complete hat by hand out of any material or body used in the Millinery Industry, whether such material or body is prepared either manually or mechanically and who is actually engaged in such hand work, including shaping and draping of bodies by electric or steam irons, whether or not she is actually occupied in making a complete hat or part thereof in accordance with the instructions of the employer.

g) Draper-Trimmer: The term "draper-trimmer" shall apply to any female employee, capable of making a complete hat by hand, who, part of the time is employed in the classification of drapers and part of the time in the classification of trimmers.

h) Trimmer: The term "trimmer" shall signify any female employee who is engaged in trimming by hand, that is to say, garnish or ornament hats which have already been manufactured by machine or by hand.

It is distinctly understood and agreed that the aforesaid definitions are solely for the purpose of defining the classifications contained in the agreement, but are subject to all the provisions relating to the conditions and degree of skill and productivity as a basis for the minimum wages therein stipulated for the said classifications.

2.—Section III is replaced by the following:

III.—*a)* The salaries shall be the following for each of the various trades for skilled workers until the 1st of July, 1937:

Hand blockers	$31.00 per week
Blockers	28.00 " "
Fabrics operators	28.00 " "

Préposé à la couture des pailles	28.00	" "
Coupeur	28.00	" "
Drapeuse	19.00	" "
Drapeuse et préposé aux garnitures	16.00	" "
Préposée aux garnitures	14.00	" "

A compter du 1er juillet 1937, ces taux de salaires seront les suivants:

Préposé au bloquage à la main	$32.00	par semaine
Bloqueur	29.00	" "
Préposé à la couture des tissus	29.00	" "
Préposé à la couture des pailles	29.00	" "
Coupeur	29.00	" "
Drapeuse	20.00	" "
Drapeuse et préposée aux garnitures	17.00	" "
Préposée aux garnitures	15.00	" "

b) Les préposés à la couture des pailles, les préposés à la couture des tissus, les coupeurs, les bloqueurs, les drapeuses et les préposés aux garnitures seront employés à la semaine.

c) Un employé n'a le droit à aucun salaire quand il n'est pas au travail; s'il ne travaille que durant une partie de la semaine, il ne sera rémunéré que pour cette partie de la semaine, au pro-rata du salaire hebdomadaire. Les employés ne seront rémunérés qu'en relation du genre de travail qu'ils exécutent ou de la classification à laquelle ils appartiennent et qui est mentionnée dans la présente convention.

Un employé qualifié d'une certaine classe n'est nécessairement pas qualifié dans une autre; conséquemment, il est clairement entendu et convenu que le transfert d'un ouvrier d'une classification à une autre provoquera les réajustements nécessaires de salaire entre l'employeur ou les employeurs et l'association ouvrière en regard du degré d'habileté et de productivité de l'employé dans la classe où il peut être transféré, conformément aux prescriptions du paragraphe "*e*" du présent article.

d) Les employés qui ne possèdent pas l'habileté nécessaire dans leur classe de travail et qui ne peuvent être considérés comme des "ouvriers compétents" (employés qui n'ont pas le degré de productivité établi, pour une raison ou pour une autre) peuvent recevoir un salaire inférieur au salaire minimum; le salaire payable à ces ouvriers sera alors fixé par entente entre l'employeur et l'ouvrier et en cas de mésentente, il sera fixé de façon définitive par le comité conjoint. Toutefois, il est entendu et convenu que le nombre des ouvriers recevant un salaire inférieur au salaire minimum ne devra jamais dépasser 25% du nombre total des ouvriers dans une certaine catégorie et dans un établissement donné.

e) Si, plus tard, le degré de productivité de tels employés est augmenté, le salaire de ces ouvriers sera augmenté proportionnellement.

La revision touchant les modifications du degré de productivité des employés des diverses classifications sera faite à chaque trimestre conformément aux dispositions de la présente convention.

3. Les articles V et VI sont remplacés par les suivants:

V.—La semaine de travail sera de quarante heures consistant en cinq jours de travail de huit heures qui devront être les cinq premiers jours de la semaine, c'est-à-dire, les lundi, mardi,

Straw operators	28.00	par sem.
Cutters	28.00	" "
Drapers	19.00	" "
Draper-trimmers	16.00	" "
Trimmers	14.00	" "

After July 1st, 1937, the said rate of minimum wages shall be as follows, viz:

Hand blockers	$32.00	per week
Blockers	29.00	" "
Fabric operators	29.00	" "
Straw operators	29.00	" "
Cutters	29.00	" "
Drapers	20.00	" "
Draper-trimmers	17.00	" "
Trimmers	15.00	" "

b) The system of work for straw operators, fabric operators, blockers, cutters, drapers and trimmers shall be that of employment by the week.

c) No employee shall be entitled to any pay when he or she is not working. If an employee works only part of a week, he or she shall be paid only for that part of the week pro rata. Workers shall be paid only according to the particular department or branch of work classified in this agreement in which they may be from time to time employed.

It is distinctly understood and agreed that since a skilled worker in one classification is not necessarily a skilled worker in another, that in the event of the transfer of a worker from one classification to another, necessary adjustments of wages will be made between the employer or employers, and the Union, on the basis of the skill and productivity of the said worker in the classification to which he or she may be transferred, the whole in accordance with the provisions of paragraph "*e*" of this agreement.

d) Workers who have not acquired the necessary skill in their particular branch of work to entitle them to be referred to, as "skilled workers", for example: workers whose productivity is below average, for any cause or reason whatsoever, may be paid less than the aforesaid minimum wages, and the wages of such workers shall be adjusted between the employee and the employer, and in the event of disagreement, the said wages shall be determined by the Joint Committee definitely. It is, however, agreed upon and understood, that at no time shall there be more than 25% of the workers in any classification who may be paid less than the above minimum scales.

e) If, later, the productivity of such employees is increased, the salary of the workers will be increased accordingly. Revision in connection with possible increased or decreased productivity of the employees in the various classifications, shall take place every three months in accordance with the terms of the collective labour agreement.

3.—Sections V and VI are replaced by the following:

V.—A week's work shall consist of forty hours divided equally in periods of eight hours per day for each of the first five working days, namely, Monday, Tuesday, Wednesday, Thurs-

mercredi, jeudi et vendredi; la journée de travail commencera à 8.00 a.m. et se terminera à 5.00 p.m. ou commencera à 8.30 a.m. pour se terminer à 5.30 p.m. Une heure sera accordée aux employés pour le repas du midi. Il n'y aura pas de travail le samedi. Il n'y aura pas de travail supplémentaire à l'exception d'une période de 4 ou 6 semaines le printemps avant Pâques et de 4 semaines au cours de l'automne; les périodes de travail supplémentaire seront fixées par le comité conjoint. Le travail supplémentaire consistera en un maximum de 10 heures de travail par semaine distribuées durant les cinq jours de travail de la semaine; la durée journalière du travail supplémentaire sera de deux heures.

Nonobstant l'interdiction imposée au paragraphe précédent de tout travail supplémentaire, les manufacturiers auront le droit de faire travailler leurs employés durant une heure supplémentaire le vendredi, c'est-à-dire jusqu'à 6.00 ou 6.30 selon le cas.

Afin de respecter l'esprit des prescriptions du présent article, d'assurer une meilleure distribution du travail et de protéger l'industrie contre les changements de mode, le manque de main-d'œuvre, et les contre-façons, il est interdit à un ouvrier du sexe masculin ou féminin qui est à l'emploi d'un manufacturier dans l'industrie selon les registres du comité conjoint, de son employeur et de son association ouvrière, de travailler dans un autre établissement manufacturier intéressé dans la production de mode et de chapeaux pour femmes et enfants.

4.—L'article VI est radié.

5.—L'article IX est remplacé par le suivant:

IX.—La présente convention sera en vigueur à compter de la date de la publication dans la *Gazette officielle de Québec*, de l'arrêté ministériel la rendant obligatoire et se terminera le 15 février 1938; elle se renouvellera automatiquement pour une autre année à moins que les deux parties contractantes, par entente mutuelle, n'avisent le comité conjoint par écrit, de leur désir de la rappeler le ou avant le 15 janvier 1938. Il est toutefois entendu qu'en cas de circonstances particulières de nature à causer de sérieux préjudices aux parties, l'une ou l'autre des deux parties peut aviser par écrit l'autre partie et le comité conjoint, de son désir de ne pas renouveler la convention pour une autre année. Une mésentante au sujet de l'importance de ces circonstances entraînera la soumission de la question à un comité d'arbitrage, conformément aux prescriptions de la convention collective de travail.

Le ou avant le 15 janvier 1939, les comités de l'association des employeurs partie à la convention et de l'association ouvrière se réuniront au cours d'une conférence conjointe sous la direction du comité conjoint afin de discuter la question du renouvellement ou du rappel de la présente convention.

L'une ou l'autre des parties à cette convention aura le droit de demander à l'autre partie de nommer un comité spécial dans le but de discuter les questions de consentement mutuel.

Durant les trente jours à compter de la publication de cet avis, l'honorable Ministre du Travail recevra les objections que les intéressés peuvent désirer formuler contre la demande contenue dans la présente requête.

GERARD TREMBLAY,
Sous-ministre du Travail.

Ministère du Travail,
Québec, ce 13 mars 1937. 1477-o

---

day and Friday of each week; work shall begin at eight o'clock a.m. or eight-thirty o'clock a.m. and shall continue until five o'clock or five-thirty o'clock p.m. with an interval of one hour for lunch. No work shall be performed on Saturdays. There shall be no overtime whatsoever, except for a period of four to six weeks in the Spring before Easter and four weeks in the fall, the definite dates thereof to be decided by the Joint Committee. Such overtime shall consist of not more than ten hours per week to be distributed in the said five working days above specified provided that the maximum overtime period for any given day shall be two hours.

Notwithstanding the foregoing restriction of overtime, each manufacturer shall have the option or working one hour overtime on any Friday, that is to say, until 6 or 6.30 p.m. as the case may be.

In order to carry out the spirit of this provision, and to secure better distribution of work and for the protection of the Industry against style and labour piracy, no worker, whether male or female, who forms part of the working force of any employer in the industry as attested to by the records of the Joint Committee, that said employer and the Union shall be permitted to work in any other establishment manufacturing or making milinery and womens and childrens headwear.

4.—Section VI is repealed:

5. Article IX is replaced by the following:

IX.—The present agreement shall be in force on and from the date of publication in the *Quebec Official Gazette* of the Order in Council rendering same obligatory and shall remain in force until February 15th 1938; it shall renew itself automatically each year unless the two contracting parties, by mutual understanding, request the Joint Committee of their desire to repeal same on or before January 15th 1938. It is however understood that in case of particular circumstances likely to give rise to grave prejudice to the parties, either party may present a written request to the other party and the Joint Committee stating its intention not to renew the agreement for an additional year. Any disagreement arising through the importance of these circumstances shall be submitted to an arbitration committee under the provisions of the Collective Labour Agreement.

On or before January 15th, 1939, the committees of the Association of employers signatories hereto and of the Union, may meet in joint conference under the auspicies of the Joint Committee for the purpose of determining whether or not this agreement shall be continued or revised.

Each party to this agreement shall have the right to call upon the other to designate a special committee to confer upon matters of mutual consent.

During the thirty days following the publication of this notice, the Honourable the Minister of Labour shall receive the objections which the interested parties may desire to make against the request contained in the present petition.

GERARD TREMBLAY,
Deputy Minister of Labour.

Department of Labour,
Quebec, March 13, 1937. 1478-o

Index de la Gazette officielle de Québec, No 11

ACTIONS EN SÉPARATION DE BIENS:—

Dame Granger vs Picard 1025
Dame Juchen vs Richer 1025
Dame Plamondon vs Laramée 1025
Dame Richman vs Katchergensky 1025

ANNONCEURS:—AVIS AUX— 965

AVIS DIVERS:—

Acer, McLernon, Limited 1022
Chicoutimi, canton de— 1021
Commission du salaire minimum des femmes 1028
Harris Abattoir (Quebec), Ltd 1022
Les Jeunesses Patriotes 1022
Price Brothers & Co., Ltd. 1020
Saint-Joseph-de-Grantham, village de— 1019
Second Canadian International Investment Co., Ltd 1020
Syndicat Catholique et National des Maitres et Employés Chauffeurs de Sorel 1021
Syndicat National Catholique des Mécaniciens et Mouleurs de Saint-Hyacinthe 1022
Tremblay, canton de— 1021
Val-Barrette, village de— 1021

BUREAUX-CHEFS:—

Cournor Mining Company, Limited 1027
Girouard Limousines De Luxe, Inc. 1027
La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel 1027
Orleans Investment, Inc. 1027

CHARTES—ABANDON DE:—

Grand Hôtel, Limitée 1026
Harris Abattoir (Quebec), Ltd 1026
Lalumière & Frost Co., Ltd 1026
Standard Hosiery Mills, Limited 1025

DEMANDES A LA LÉGISLATURE:—

Chaussé, Alcide 1017
Commissaires d'Ecoles de la cité de Longueuil 1017
L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec 1017
Order Sons of Italy in Quebec 1017
Québec, cité de 1014
Salaberry-de-Valleyfield, cité de 1014
Succession James McCready 1017
Succession J. K. L. Ross 1017
Témiscamingue & Abitibi Railway Co ... 1018

LETTRES PATENTES:—

Automotive Products Co 966
A. Z. Construction Co., Ltd 968
Baie Comeau Company 986
Bourlamaque Gold Mines, Limited 990
Bourlamaque Gold Mines, Limited 992
Canadian Cadillac Gold Mines, Ltd 970
Cassels Duval Mines, Limited 993
Church Ross Construction Co., Ltd 994
G. Bartolino and Company, Limited 971
Gladstone Gold Mines, Limited 973

Index of the Quebec Official Gazette, No. 11

ACTIONS FOR SEPARATION AS TO PROPERTY:—

Dame Granger vs Picard 1025
Dame Juchen vs Richer 1025
Dame Plamondon vs Laramée 1025
Dame Richman vs Katchergensky 1025

ADVERTISERS:—NOTICE TO— 965

MISCELLANEOUS NOTICES:—

Acer, McLernon, Limited 1022
Chicoutimi, township of— 1021
Women's Minimum Wage Board 1028
Harris Abattoir (Quebec), Ltd 1022
Les Jeunesses Patriotes 1022
Price Brothers & Co., Ltd. 1020
Saint-Joseph-de-Grantham, village of—, 1019
Second Canadian International Investment Co., Ltd 1020
Syndicat Catholique et National des Maitres et Employés Chauffeurs de Sorel 1021
Syndicat National Catholique des Mécaniciens et Mouleurs de Saint-Hyacinthe 1022
Tremblay, township of— 1021
Val-Barrette, village of— 1021

CHIEF-OFFICES:—

Cournor Mining Company, Limited 1027
Girouard Limousines De Luxe, Inc. 1027
La Compagnie Générale d'Entreprises Auxibel 1027
Orleans Investment, Inc. 1027

CHARTERS—SURRENDER OF:—

Grand Hôtel, Limitée 1026
Harris Abattoir (Quebec), Ltd 1026
Lalumière & Frost Co., Ltd 1026
Standard Hosiery Mills, Limited 1025

APPLICATIONS TO LEGISLATURE:—

Chaussé, Alcide 1017
School Commissioners of the city of Longueuil 1017
L'Assurance Mutuelle des Fabriques de Québec 1017
Order Sons of Italy in Quebec 1017
Quebec, city of 1014
Salaberry de Valleyfield, city of 1014
Estate of James McCready 1017
Estate of J. K. L. Ross 1017
Témiscamingue & Abitibi Railway Co ... 1018

LETTERS PATENT:—

Automotive Products Co 966
A. Z. Construction Co., Ltd 968
Baie Comeau Company 986
Bourlamaque Gold Mines, Limited 990
Bourlamaque Gold Mines, Limited 992
Canadian Cadillac Gold Mines, Ltd 970
Cassels Duval Mines, Limited 993
Church Ross Construction Co., Ltd 994
G. Bartolino and Company, Limited 971
Gladstone Gold Mines, Limited 973

Home Family Laundry, Inc.—Buanderie de Famille, Inc. 974
International Moving Picture Club, Inc. 976
Joannes-Davidson Mines, Limited 977
J. Ornstein, Limited 999
Kahane Products, Inc. 1002
Morency Motor Sales, Ltd 979
O'Hara Gold Mines, Limited 1003
Ricanaw Mines, Limited 989
Second Canadian International Investment Co., Ltd 1004
Service 5c—$1.00 Stores of Canada, Ltd 983

LETTRES PATENTES SUPPLÉMENTAIRES:—

Prospectors Gold Syndicate, Limited 1013
Senneville Goldfields, Limited 1013
Solid Glove, Limited 1013
St. Mark Investment Corporation 1013

MINISTÈRE DE L'AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-du-Laus 1026

MINISTÈRE DU TRAVAIL:—

Relative à l'industrie de la chapellerie pour dames et enfants dans la région de Montréal 1042

MINUTES DE NOTAIRES:—

Venne, Lucien 1023

SOUMISSIONS:—

La Commission des Ecoles Catholiques de Verdun 1024

VENTE D'EFFETS NON RÉCLAMÉS:—

Canadian Pacific Express Co 1023

VENTE, LOI DE FAILLITE:—

Colangelo, Angelo 1023

VENTES PAR LES SHÉRIFS:—

ABITIBI:—

La Commission du Prêt Agricole Canadien vs Gervais 1030

ARTHABASKA:—

Théroux vs Théroux 1030

IBERVILLE:—

Vigeant vs Laroche 1031

KAMOURASKA:—

Morneau vs Paradis 1031

MONTMAGNY:—

Asselin vs Blais 1032

MONTRÉAL:—

Banque Canadienne de Commerce vs Archambault 1033
Boileau *et al* vs de Chantal *et al* 1035

Home Family Laundry, Inc.—Buanderie de Famille, Inc. 974
International Moving Picture Club, Inc. 976
Joannes-Davidson Mines, Limited 977
J. Ornstein, Limited 999
Kahane Products, Inc. 1002
Morency Motor Sales, Ltd 979
O'Hara Gold Mines, Limited 1003
Ricanaw Mines, Limited 989
Second Canadian International Investment Co., Ltd 1004
Service 5c—$1.00 Stores of Canada, Ltd 983

SUPPLEMENTARY LETTERS PATENT:—

Prospectors Gold Syndicate, Limited 1013
Senneville Goldfields, Limited 1013
Solid Glove, Limited 1013
St. Mark Investment Corporation 1013

DEPARTMENT OF AGRICULTURE:—

Société Coopérative Agricole de Notre-Dame-du-Laus 1026

DEPARTMENT OF LABOUR:—

Relating to the women's and children's millinery industry in the district of Montreal 1042

NOTARIAL MINUTES:—

Venne, Lucien 1023

TENDERS:—

The Catholic School Commission of Verdun 1024

SALE OF UNCLAIMED BAGGAGE:—

Canadian Pacific Express Co 1023

SALE, BANKRUPTCY ACT:—

Colangelo, Angelo 1023

SHERIFFS' SALES:—

ABITIBI:—

The Canadian Farm Loan Board vs Gervais 1030

ARTHABASKA:—

Théroux vs Théroux 1030

IBERVILLE:—

Vigeant vs Laroche 1031

KAMOURASKA:—

Morneau vs Paradis 1031

MONTMAGNY:—

Asselin vs Blais 1032

MONTREAL:—

Canadian Bank of Commerce vs Archambault 1033
Boileau *et al* vs de Chantal *et al* 1035

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Renaud..... 1033
Dagenais *et al* vs Munro..... 1032
Dupré *et al* vs Possnessky *et vir*..... 1037
Morand *et vir* vs Laporte..... 1035
Morin *et al* vs Perel..... 1034
Noiseux vs Chapolard..... 1034
Picard vs Chiochiorello *et al*..... 1033

QUÉBEC:—

Tremblay vs Bergeron..... 1038

RICHELIEU:—

Gauthier vs Burelle..... 1038

RIMOUSKI:—

Bouchard vs Deschesne..... 1039

TERREBONNE:—

Quebec Farmers Mutual Fire Ins. Co. *et al* vs Monette..... 1040

TROIS-RIVIERES:—

Chaine vs Hériters P. Daigneault..... 1040
La Caisse Populaire d'Almaville vs Cotnoir..... 1041
Leduc vs St-Cyr..... 1041

Crédit Foncier Franco-Canadien vs Renaud..... 1033
Dagenais *et al* vs Munro..... 1032
Dupré *et al* vs Possnessky *et vir*..... 1037
Morand *et vir* vs Laporte..... 1035
Morin *et al* vs Perel..... 1034
Noiseux vs Chapolard..... 1034
Picard vs Chiochiorello *et al*..... 1033

QUEBEC:—

Tremblay vs Bergeron..... 1038

RICHELIEU:—

Gauthier vs Burelle..... 1038

RIMOUSKI:—

Bouchard vs Deschesne..... 1039

TERREBONNE:—

Quebec Farmers Mutual Fire Ins. Co. *et al* vs Monette..... 1040

TROIS-RIVIERES:—

Chaine vs Heirs P. Daigneault..... 1040
La Caisse Populaire d'Almaville vs Cotnoir..... 1041
Leduc vs St-Cyr..... 1041

QUÉBEC:—Imprimé par RÉDEMPTI PARADIS, imprimeur du Roi.

QUEBEC:—Printed by REDEMPTI PARADIS, King's Printer.